



# Construire la Paix

**EED** (Evangelischer Entwicklungsdienst – Service des Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement)  
**Financé par le BMZ** (Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand pour la Coopération Economique)

**L'approche genre :  
le travail pour la paix et  
la lutte contre  
la discrimination**



**EED** ( Evangelischer Entwicklungsdienst – Service des  
Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement )

**Financé par le BMZ** ( Bundesministerium für  
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand  
pour la Coopération Economique )



Tous droits réservés pour tous pays

1<sup>ère</sup> édition, mars 2012

Copyright © 2012 by SCP / EED,  
Bafoussam, Berlin

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng  
Traduction vers le français : Françoise Guerlin  
Copyright photos : Zenü Network et N'kashh  
Production et conception : Eberhard Delius, Berlin  
Mise en page : Reih's Satzstudio, Lohmar  
Impression : Druckerei Format, Berlin  
Printed in Germany

**contact :**

**Flaubert Djateng : [fdjateng9@gmail.com](mailto:fdjateng9@gmail.com)**  
**[www.peaceworkafrica.net](http://www.peaceworkafrica.net)**

## Sommaire

<b>Introduction</b> .....	7
<i>par Christiane Kayser et Flaubert Djateng</i>	
<b>L'approche genre : pas seulement une affaire de femmes...</b> .....	9
<i>par Christiane Kayser</i>	
<b>Pour une nouvelle vision du genre et de ses enjeux politiques dans le monde</b> .....	13
<i>par Kä Mana</i>	
<b>Âme seule</b> .....	19
<i>par N'kashh</i>	
<b>L'action pour la paix et l'égalité en termes de genre, générations et justice sociale</b> .....	24
<i>par Rita Schäfer</i>	
<b>« Avant la guerre, j'étais un homme » : Hommes et masculinités à l'est de la RD Congo</b> .....	32
<i>par Désirée Lwambo</i>	
<b>Le travail pour la paix et l'approche genre : le point de vue de Sierra Leone</b> .....	46
<i>par Shecku Kawusu Mansaray</i>	
<b>L'approche genre : Le travail pour la paix et la lutte contre les discriminations</b> .....	55
<i>par Laura Anyola Tufon</i>	
<b>Construction de la féminité et son impact dans la situation socio-économique actuelle des femmes au Nord Cameroun</b> .....	58
<i>par Viviane Tassi Bela</i>	

<b>Regard sur la condition de la femme et de la jeune fille camerounaise</b> .....	69
<i>par Stephanie Knott</i>	
<b>Ma tante, la vie, les Eglises et « Le Bien »</b> .....	79
<i>par Flaubert Djateng</i>	
<b>En Afrique, un pas en arrière sur les droits de l'homme</b> .....	82
<i>par Desmond Tutu</i>	
<b>Religions et homosexualité : la situation camerounaise</b> .....	85
<i>Organisé par l'Association SID'ADO, par Rév. Jean-Blaise Kenmogne</i>	
<b>Diviser et Régner</b> .....	93
<i>par Nicole Poissonier</i>	
<b>Un jeune Congolais dans la tourmente du conflit</b> .....	101
<i>par Tharcisse Kayira</i>	
<b>Divertir, expliquer, conscientiser – un feuilleton radiophonique encourage la coexistence pacifique</b> SLADEA explore de nouvelles pistes .....	104
<i>par Iris Liethmann</i>	
<b>Autorités traditionnelles et Jeunes : plaidoyer pour un dialogue intergénérationnel gage d'harmonie et de paix durable</b> .....	108
<i>par le Collectif DMJ</i>	
<b>Les conséquences psychologiques de l'exclusion chez les enfants de la rue</b> .....	119
<i>par le Prof. André Masiala ma Solo</i>	
<b>Le travail créatif avec les enfants de la rue...</b> .....	122
<i>par Wassy Kambale Bahitiryé</i>	

# Introduction

Cette publication sur l'approche genre, la lutte contre les discriminations et la construction de la paix a pour tâche d'illustrer le lien entre ces différents champs d'action. Il ne s'agit ici pas seulement des relations hommes/femmes, mais aussi jeunes/vieux, entre groupes ethniques, religieux, entre personnes de différentes couleurs de peau, orientations sexuelles, etc.

La publication rassemble des articles très variés et parfois contradictoires d'auteurs travaillant en RD Congo, au Cameroun et en Sierra Leone.

Partant du principe que « la paix croît de l'intérieur », notre objectif est d'illustrer les différents champs de la lutte contre les discriminations visant des sociétés plus unies et aptes à vivre leurs différences en mobilisant toutes les forces de paix, de justice et de stabilité.

Nous estimons qu'un réseau travaillant pour la paix sur base de plus d'équité et de justice comme le nôtre doit pouvoir accepter des points de vue divergents et parfois marginalisés pour arriver à un dialogue fructueux. Nous partageons des valeurs fondamentales qui doivent nous permettre de respecter l'autre dans sa diversité. Nous ne visons pas une unanimité qui paralyserait toute évolution, mais plutôt un franc croisement des regards.

Les articles sont basés sur les expériences des uns et des autres, proviennent de partenaires du SCP, de personnes ressource et de professionnels d'appui. Ils décrivent des situations de discrimination et de conflit mais souvent aussi des tentatives d'en sortir. Les auteurs ont exprimé leurs points de vue évidemment subjectifs que les éditeurs ont respecté en veillant uniquement à exclure tout discours de haine et d'exclusion.

Le grand nombre de contributions qui nous sont parvenues nous ont montré comment nos réseaux interafricains du Service Civil pour la Paix avancent et tissent des liens entre eux. Nous espérons que cette publication va également y contribuer.

Bonne lecture et comme toujours vos réactions sont les bienvenues.

*Christiane Kayser  
Flaubert Djabateng  
Goma, Bafoussam  
Février 2012*



# L'approche genre : pas seulement une affaire de femmes...

*Par Christiane Kayser\**

L'un des grands défis pour le travail de paix est le fait qu'une paix sans un minimum de justice est une « paix des cimetières » qui ne peut être durable. Or ces dernières années les conflits dans les régions d'Afrique se basent non seulement sur la paupérisation d'une grande majorité des populations mais aussi sur des divisions et fragmentations entre différents groupes dans la société qui semblent facilement manipulables dans des conflits de pouvoir. Ceci entraîne souvent une insécurité grandissante qui renforce encore les divisions.

Les femmes et les hommes, les jeunes et les vieux, les différentes communautés ethniques, les confessions religieuses, les originaires de différentes régions, les personnes de différentes couleurs de peau différentes, les personnes avec des orientations sexuelles différentes... : toutes ces catégories donnent lieu à des lignes de fracture qui divisent la société et l'empêchent de se développer. Un amalgame est fait entre une personne ou un petit groupe qui se comporte mal et tous ceux qu'on pense pouvoir mettre dans le même sac. Si en plus il n'y a pas de cadre institutionnel et de jurisprudence appliquée qui protège les faibles, les préjugés deviennent vite des discriminations fortes et les chasses aux sorcières battent leur plein.

Les exemples sont nombreux : l'image de tous les hommes congolais vus comme des violeurs et de toutes les femmes congolaises vues comme des victimes impuissantes ; les conflits interethniques et régionaux au

\* noyau d'accompagnement SCP/EED pour l'Afrique

Rwanda, Burundi, en RDC, en Côte d'Ivoire ; la marginalisation des jeunes dans de nombreuses sociétés africaines ; la persécution de tel ou tel groupe pour des raisons religieuses ou ethniques au Nigeria ; l'homophobie dans de nombreux pays ; la mise à l'écart des albinos ; les récentes persécutions contre les Touaregs dans la capitale du Mali sur fond de rébellion au Nord et bien évidemment la mise à l'écart des femmes, souvent reléguées au deuxième plan et confinées dans la soumission alors qu'elles portent une grande partie du poids par rapport à la survie et au développement des sociétés.

Tous ces phénomènes témoignent d'une fragmentation des sociétés et sont le talon d'Achille des tissus sociaux. Ils freinent l'avancée des pays africains et génèrent des conflits souvent violents.

Dans le cadre du travail pour la paix nous nous devons de promouvoir ce qui unit et de lutter contre ce qui divise. Mais pour faire avancer la cause d'une paix durable, il nous semble également important de soutenir l'émergence de formes de revendications d'intérêts non violentes basées sur des analyses différenciées et permettant des alliances entre différents groupes défavorisés.

## L'approche genre : une nouvelle façon d'intégrer la lutte contre toutes les discriminations

En travaillant dans différents pays avec l'approche genre, nous nous sommes rendus compte qu'elle souffre souvent de points de vue unilatéraux et semble réduite au combat des femmes pour leur place dans la société. Or cela divise les acteurs dans leurs efforts pour plus de justice et plus d'équité. Les hommes par exemple se sentent d'office exclus. Dans un atelier de développement d'une stratégie du genre avec HEAL Africa à Goma en octobre 2011 les débats ont proposé un élargissement de l'approche comme suit:

« L'approche genre agit :

- ◆ Contre la discrimination, la fragmentation, et l'exclusion.
- ◆ Pour la cohésion
- ◆ Pour le respect de l'autre et la dignité humaine

L'approche genre n'est pas une affaire de « spécialistes parachutés ». Elle peut permettre à chacun de travailler sur la cohésion dans le respect de nos différences. »<sup>1</sup>

Dans une conférence sur la « décolonisation du genre » (Decolonizing Gender)<sup>2</sup> Gabriele Dietze souligne que les « études sur le genre » (*gender studies*) se sont initialement établies dans les pays anglophones comme une branche académique à la suite d'un mouvement sociopolitique aux Etats Unis et au Royaume Uni. Par là même il y avait nécessairement un à priori « eurocentriste » (ou mieux « occidentalocentriste ») Parallèlement les « études culturelles » (*cultural studies*) également issues de mouvements sociopolitiques visant l'égalité sociale, se concentraient sur toutes sortes de discriminations, sans toujours voir les discriminations hommes/femmes. Or Dietze attire notre attention sur le fait qu'aujourd'hui ces deux disciplines se retrouvent face à un défi essentiel catégorisé comme « postcolonial turn » (virage postcolonial). En effet il s'agit de « décentrer » les débats, de les « décoloniser » afin de « provincialiser » l'Occident<sup>3</sup> pour que la culture judéo-chrétienne et les pratiques occidentales ne soient plus la mesure de toutes choses.

Une des théories phare dans le domaine du postcolonialisme<sup>4</sup> est celle de la « critical whiteness » (pensée critique sur l'« être blanc »). Il

1 Rapport interne HEAL Africa, F. Djateng et C. Kayser, octobre 2011, voir aussi le papier stratégique de HEAL Africa sur l'approche genre, D. Lwambo et F. Nabintu, décembre 2011.

2 Gabriele Dietze, *Decolonizing Gender. Kulturwissenschaft und postkoloniale Theorie*, Berlin 2011

3 Selon une expression de Dipresh Chakrabaty, voir *Provincializing Europe* (2000)

4 Sur le postcolonialisme voir Achille Mbembe, Notes provisoires sur la postcolonie, essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine, 2000 et version révisée 2005. (English edition *On the Postcolony*, 2001).

s'agit de refléter de façon critique le fait que le « blanc » est considéré comme la normalité, le critère de base pour évaluer tout.<sup>5</sup> L'ethnocentrisme des femmes « blanches » ou occidentales dans les discussions sur le genre y est critiqué parce qu'il exclut les femmes et hommes du Sud. C'est un défi majeur pour les études culturelles et les études en genre, mais également pour tout travail pour la paix et le développement : comment voir et prendre en compte toutes sortes de discriminations y compris celles que nous pratiquons souvent inconsciemment nous mêmes.

Les nouvelles voix de la « Critical Whiteness » souvent venues d'Asie et de la communauté afro américaine sont hélas encore très peu audibles dans les pays francophones.

Leur façon de voir les choses permet un élargissement du concept de l'approche genre, telle que nous la proposons dans cette publication. Elle nous encourage également à regarder de plus près les relations entre les « développeurs », les humanitaires, les « faiseurs de paix » et les « démocratiseurs » de l'extérieur et les populations qui bien souvent subissent leurs « bienfaits » en victimes passives.<sup>6</sup> Mais ce sera surtout un défi essentiel pour l'avenir d'identifier et d'analyser de façon encore plus approfondie les lignes de fractures dans les sociétés africaines et de définir des pistes pour dépasser ces fragmentations.

CK, Goma, février 2012

5 Voir entre autres : Ruth Frankenberg (*White Women, Race Matters : The Social Construction of Whiteness*, 1993), Toni Morrison (*Playing in the Dark : Whiteness and the Literary Imagination*, 1992), David Roediger (*The Wages of Whiteness*, 1991), Nakayama, Thomas K., and Judith N. Martin, eds. *Whiteness: The Communication of Social Identity*. Thousand Oaks: Sage Publications, 1999, Najmi, Samina, and Rajini Srikanth, eds. *White Women in Racialized Spaces: Imaginative Transformation and Ethical Action in Literature*. Albany: State University of New York Press, 2002. *Identity*. Thousand Oaks: Sage Publications, 1999.

6 Il n'y a aucune raison d'exclure les « ethnies » des coopérants, des humanitaires et des bailleurs de l'équation.

# Pour une nouvelle vision du genre et de ses enjeux politiques dans le monde

*Par Kä Mana\**

## Une nouvelle vision du genre et ses fondations anthropologiques

Pendant longtemps, il a été évident que la question du genre concernait essentiellement les relations entre l'homme et la femmes autour des enjeux de pouvoir politique et économique ainsi qu'autour des questions du respect des droits fondamentaux des femmes en tant qu'êtres humains à part entière dans la société. Le genre comme problème s'inscrivait dans le courant général d'un féminisme dont il voulait combattre les dérives en intégrant l'homme dans le champ de bataille ouvert par les femmes pour leur place au soleil des rapports sociaux.

Aujourd'hui, cette conception du genre s'élargit et s'enrichit de dimensions nouvelles. Il ne s'agit pas de se battre seulement pour la reconnaissance de l'égalité anthropologique fondamentale entre l'être masculin et l'être féminin, mais de fonder sur cette égalité une vision globale du monde qui s'attaque à toutes les inégalités, à toutes les injustices, à toutes les discriminations et à toutes les iniquités entre les êtres humains dans tous les domaines de leur existence et dans toutes les dimensions de leur vie.

Le genre est ainsi devenu une préoccupation de restructuration de toutes les relations humaines autour de certaines exigences sans lesquelles l'humanité même de l'être humain perd sa substance. Pour tous

\* Président de Pole Institute, Institute Interculturel dans la Région des Grands-Lacs, Professeur des universités au Cameroun et en RDC

les hommes et pour toutes les femmes, on y cherche à fonder l'authenticité de l'être-ensemble des personnes et des sociétés sur un double impératif.

Le premier impératif concerne la gestion de la question du bien et du mal dans la société, pour construire une communauté d'existence sur des exigences des valeurs contre toutes les puissances d'antivaleurs qui détruisent ces valeurs parmi les humains. Nous sommes ici à l'échelle de ce que l'on devrait appeler l'éthique du genre.

Le deuxième impératif porte sur la question du sens à donner au destin des communautés humaines contre toutes les forces du non-sens, de l'absurdité et du chaos. Ces forces qui font perdre aux humains toute dimension d'interrogation sur les fondements, sur la signification et sur le dessein ultime de leur être-ensemble en tant que communauté de destin. Nous sommes ici à l'échelle de ce que nous devons appeler la spiritualité du genre.

L'éthique et la spiritualité ainsi perçues font des relations entre les hommes et des femmes des lieux de construction d'un certain type de personnalité sociale et d'un certain profil d'acteurs sociaux. Un type de personnalité et un profil d'acteurs pour des changements positifs en profondeur dans l'existence collective et pour la construction d'une nouvelle société sur la base des valeurs éthiques et spirituelles.

J'appelle politique du genre l'action pour réussir ces changements positifs de fond et pour construire un nouvel ordre de société à l'échelle mondiale, à l'échelle des nations et à l'échelle des luttes locales pour une société de valeurs d'humanité.

## Comprendre et construire une politique du genre

Dans cette perspective, il convient de comprendre le champ, l'action et l'engagement politiques à une certaine hauteur de leur grandeur.

La grandeur du champ politique, c'est la haute vision qu'une communauté socio-historique devrait se donner dans ce qu'elle veut être et

vivre comme force profonde de l'être, comme capacité d'organisation créatrice de tout l'espace d'existence et comme puissance d'initiative face aux défis de sa destinée. C'est la volonté ardente d'aménager une aire publique d'inventivité qui puisse épanouir les citoyens et les citoyennes dans la prise en charge de leur liberté, de leur responsabilité et de leur puissance de solidarité, pour donner à leur société l'image la plus haute d'elle-même et de son devenir.

Au sein d'un tel champ, la politique comme vocation de responsabilité publique et souci de transformation sociale profonde des réalités devient un service nourri par les exigences et les valeurs les plus fondamentales de l'humain, celles grâce auxquelles l'engagement citoyen dans les enjeux cruciaux de la vie collective s'impose comme nécessité vitale pour tout le peuple. Dans la mesure où elle est essentiellement un service à assurer pour l'épanouissement de la nation et pour le rayonnement de ses ambitions de bonheur communautaire à travers un sens radical de l'organisation et une gouvernance féconde portée par une gestion compétente de la chose publique, l'action politique ne peut être qu'un pouvoir éthique. Un pouvoir guidé et éclairé par l'idée du bien commun et des valeurs communautaires, même au cœur des conflits qui ont tendance à déchirer le tissu du champ social dans son ensemble. Elle constitue ainsi un pouvoir de responsabilité à travers lequel les personnes en charge des tâches publiques rythment leur destin dans la volonté de forger chez un peuple la force de maîtriser, de juguler et de vaincre les houles d'inhumanité qui peuvent détruire l'existence communautaire. Il s'agit, au fond, d'une volonté de liberté et de bonheur qu'il convient de développer et de promouvoir chez ces personnes dont la charge est non seulement d'incarner les quêtes les plus hautes et les plus fondamentales de l'humain dans l'espace public, mais aussi de dynamiser les rêves ardents, majestueux et immenses des populations, sous le soleil du bien et de l'idéal comme idées régulatrices de la responsabilité individuelle et communautaire. La responsabilité de toujours fonder l'action de transformation sociale sur des principes, sur des valeurs et sur des idéaux dignes de l'humain, malgré toutes les idées fausses qui font de l'engage-

ment politique un monde d'antivaleurs où seules règnent la roublardise et les stratégies de l'inhumain.

C'est dire que l'homme politique, idéalement tout aussi bien que pragmatiquement parlant, est différent de la figure, communément connue, du politicien dans l'imaginaire populaire : ce maestro du double langage, des calculs machiavéliques, du mensonge comme mode d'être, de la dissimulation comme puissance vitale, des feintes toujours renouvelées et du « dribbling » sans cesse réimaginé. Un homme qui aurait tendance à ne vivre qu'au service des intérêts égoïstes ou ethnico-régionalistes et qui détruit, par son allégeance aux forces du mal, le sens même de l'engagement politique qu'il vide ainsi de toute substance d'humanité.

On le comprendra clairement, le problème de beaucoup de pays dans le monde d'aujourd'hui est l'inflation des politiciens au sein du champ public, au détriment de la vraie conscience politique responsable. Le monde, dans beaucoup de ses nations, souffre du manque de véritables personnalités politiques, des hommes et des femmes capables d'alimenter l'engagement citoyen et d'orienter l'élan des peuples vers la construction communautaire d'une nouvelle société. Cela sur la base d'une idée claire du bien solidaire, du bonheur collectif à travers lequel rayonnerait l'existence commune en tant que prise en charge de la liberté et de la responsabilité créatrice par tout un peuple pour résoudre les grands problèmes de son destin historique et de sa vie de tous les jours. *De l'intérieur et à l'intérieur*, comme dirait Aminata D. Traoré.

En distinguant *clairement et distinctement* entre le *champ politique* comme espace d'action, la *politique* comme dynamique de gestion humaine de la vie collective dans ses tensions, ses violences, ses pulsions et ses passions, *l'engagement citoyen* en tant que force de transformation sociale et *l'activité politicienne* comme arène de la roublardise, on définit, en fait, l'idéal dans lequel la vision du genre comme perspective d'invention d'un monde nouveau nous conduit. On situe en même temps cet idéal dans la perspective des choix concrets à faire ici et maintenant et des méthodes de transformation sociale à inventer et à promouvoir dans le monde. Les choix et les méthodes des citoyennes et citoyens res-



ponsables de l'état de leur nation et conscients des enjeux pour lesquels il convient de vivre en mettant justement « en jeu » leur être même dans l'action politique communautaire.

On saisit cet idéal comme l'engagement d'un destin individuel et d'une destinée collective dans le service de la nation, au nom d'un réel dessein de liberté, de responsabilité, de dignité et de souci de changer positivement le monde

En ces temps actuels où il appartient aux générations montantes d'inventer de nouvelles espérances et de dégager l'horizon d'une nouvelle créativité pour construire un autre monde possible, l'idée d'une politique du genre définie selon les orientations que je propose est capitale. Elle ouvre la voie à une nouvelle force de gouvernance mondiale, fondée sur la lutte contre les pathologies politiques les plus féroces qui gangrènent beaucoup de pays.

## Vaincre nos pathologies politiques

Vues d'Afrique, les pathologies dont il est question ici sont les suivantes :

- ◆ Les inégalités toujours de plus en plus criardes entre les sphères de la richesse et les sphères de la misère à l'échelle mondiale comme à l'intérieur des nations ;
- ◆ l'exacerbation des violences et des insécurités de toutes sortes qui transforment le monde en une implacable machine meurtrière ;
- ◆ l'ordre d'un leadership de despotisme et de dictature destructrice qui caractérise beaucoup de régimes politiques ;
- ◆ le déni des droits humains et l'accoutumance à l'inhumain dans les relations entre les peuples ;
- ◆ la *culture d'imbécillité* qui condamne les hommes et les femmes à refuser la force de la raison et le pouvoir d'une éthique de la rationalité pour résoudre les problèmes de l'ordre mondial actuel.

Pour vaincre ces maux, nous avons besoin d'un nouvel idéal vital d'humanité : la reconstruction du champ politique mondial sur le sol des

valeurs éthiques et spirituelles, la réinvention de la politique pour qu'elle devienne souci de l'humain ainsi que la refondation de l'engagement citoyen dans un agir communautaire nourri par une véritable révolution de notre être, de notre imaginaire et de nos capacités créatives, loin des tragi-comédies politiciennes nationales et internationales et des pathologies auxquelles elles nous condamnent.

S'il faut dans cette perspective définir les enjeux politiques du genre, la réponse à donner au bout de notre réflexion est celle-ci : le genre dans l'ampleur et la profondeur de sa vision permet de transformer de manière radicale l'essence, les valeurs et les orientations de tout ce qui relève de l'ordre politique dans le monde d'aujourd'hui.

Contre les gouffres des inégalités, des injustices et des disproportions de conditions de vie entre le ciel social de la richesse et l'enfer de la misère, il propose le pragmatisme de la lutte contre la pauvreté et de la production des richesses communautaires sur la base de l'idée du bien commun comme souffle de toute politique économique mondiale.

Contre de violences meurtrières et les houles d'insécurité, il propose la voie d'une inter-fécondation des énergies du génie créateur des communautés humaines.

Contre l'ordre d'un leadership de despotisme et de dictature destructrice, il dessine l'ordre d'une démocratie du bonheur solidaire, socle pour le règne des droits humains, des devoirs communautaires librement assumés et des pouvoirs créateurs collectivement libérés.

Contre la géopolitique de l'inhumain, il ouvre le chemin des valeurs d'humanité, rampe de lancement pour une politique de développement communautaire et de prospérité collective.

Contre une culture d'imbécilité, il offre l'éducation à la raison, à l'éthique et à la spiritualité.

Sa puissance de vie est dans ces perspectives qu'il ouvre. Ces exigences fertiles qui font de la question du genre le plus grand chantier, le plus grand enjeu d'humanité pour notre temps.

# Âme seule

Par N'kashh



## Âme seule × 2 (Murmures)

*Un frère me dit que tu m'aurais aimé  
Mais le problème, c'est cette enveloppe dans laquelle mon âme reste enfermée  
De mon côté, j'ai appris à m'enorgueillir  
Depuis que j'ai décidé de ne plus en souffrir  
Mais c'est ce qu'on t'apprend à mépriser du fond de l'âme  
Tu dois cracher et dire les mots qui chassent ce mal du clan des femmes  
Cette sentence est un oracle des anciens  
Mais un héritage de rejet qui me blesse la paume des mains  
Un paradoxe me donne un sourire amer  
Puisqu'il veut m'atteindre jusque dans l'intégrité de ma chair  
C'est comme cet homme qui ne veut pas me toucher la main de son vivant  
Mais rêve de me couper les testicules pour s'en faire un talisman  
C'est ça mon Afrique dans toute sa bassesse  
Je l'ai aimée dans sa grandeur je ne la hais pas dans ses faiblesses  
Même si je me rappelle de cette petite du Burundi  
Et tous ceux de la Tanzanie à qui je dédie ce rap qui compisse les interdits  
Excuse-moi si je me suis égaré de toutes façons entre nous, c'est décidé  
Dorénavant, toi et moi, on ne se salue pas  
Comme ça tu n'auras pas à te justifier auprès de tes sœurs comment tu connais  
un homme tel que moi.*

**Ref :**

*Les murs raisonnent de l'écho de ma solitude*

*Âme seule*

*Même si cette terre me dénie sa négritude*

*Âme seule*

*De mes mains je m'en forgerai une par mes aptitudes*

*Âme seule × 2*

*Depuis que tu me connais, il paraît que je porte les mêmes boots marrons*

*Au point que ta sœur m'a donné ça comme surnom*

*Je dois avouer que je rêve aussi à une nouvelle paire car celle que j'ai aux pieds*

*a fini son cycle de vie sur terre*

*En plus, elle n'était pas de première main*

*Et si je l'ai eu, à moitié prix, c'est parce que le vendeur me croyait rastafarien*

*Je ne me berce pas d'illusions*

*Ce que je t'ai dit n'arrange pas ma situation*

*Surtout que je ne t'ai parlé que de mes doutes et de mes peines*

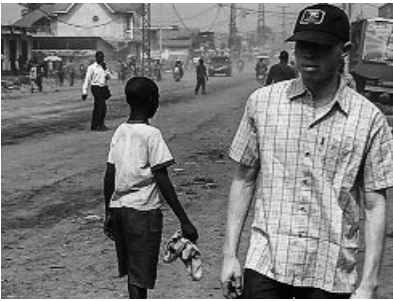
*Des obstacles qui me gênent*

*De comment je vis ma vie*

*De comment je survis ce rêve que les autres prennent pour une douce folie*

*Si je l'ai fait, c'est une question d'honnêteté*

*Ca n'a jamais été pour t'inspirer un sentiment de pitié*



*Je voulais juste te faire partager mon empire  
Car le rap africain m'a donné une couronne mais m'a chargé de trouver les pierres  
précieuses pour l'embellir*

*C'est ce que tu as refusé 3 fois  
Et moi, je ne sais pas insister au-delà  
Je remets tout ça dans mon écorce de fierté  
Et je le mets de côté pour celle qui l'aura mérité  
Je sais à quoi ressemblera cette âme sœur  
A ses yeux, tous les hommes sont des enfants de Dieu et le rap fera chanter  
son cœur*

**Ref : ...**

*De jour en jour, cette idée prend racine  
Je ne l'écarte plus comme un drap plein de vermine  
Je l'envisage plutôt avec froideur  
Si c'est ça qui doit être ma vie vaut mieux en tirer le meilleur  
Mais quand je le dis à ma tante, elle me dit : « Tais-toi ! »  
Tu ne sais pas que ce genre de paroles attire le malheur sur soi  
Je la comprends, c'est une authentique bantoue  
Elle pense que les sorciers prennent nos paroles et les utilisent contre nous  
Mais je veux la rassurer  
Cette vie, non, je ne l'ai pas souhaitée  
Mais il paraît que je demande trop  
Quand je dis que ma compagne doit être belle, compréhensive et bonne  
Puisque mon ombre lui imposera d'être une amazone  
Or, la femme d'ici ne fait que commencer son combat  
Lui imposer le mien, je me demande si j'en ai le droit  
Voilà pourquoi je me baptise dans les larmes : N'kashh, l'âme seule  
Retiens ce nom, tu l'entendras à tous les fronts où je combattrai pour mes  
causes rebelles  
Tu trouves que ces mots manquent d'humilité ?*

*Je le reconnais  
Mais c'est un sentiment que je m'interdis depuis que je sais que je  
dois lutter  
En plus, c'est juste 27 ans d'orgueil contre 10 siècles d'intolérance  
Et contre ça, je n'ai que mon rap pour faire pencher la balance  
Pour revenir à toi, va en paix  
Et trouve cet homme dont la semence te donnera des enfants parfaits*

**Ref : ...**



## N'kashh

### *Biographie et parcours*

Né à Goma, N'kashh est un rappeur qui a passé l'essentiel de sa vie dans cette marmite bouillante qu'est l'Est de la RDC. Sa rencontre avec l'art date de 1997 lorsqu'il fait connaissance avec des camarades d'école qui partagent la même passion. Avec eux, il organise des petits concerts où ils laissent éclater leur talent. 2002 le voit intégrer le groupe **Empire Z** avec lequel il fait sa première expérience du studio à Kampala (Uganda). Le groupe **Empire Z** s'étant disloqué vu que les autres membres ont soit quitté l'art soit quitté la ville, N'kashh intègre le groupe **Trilogy** avec lequel il tourne dans la région sur le plan national et international. Depuis 2009, N'kashh est un artiste en solo avec un album en préparation.

*Par N'kashh: nkashh@yahoo.fr, nkashh@gmail.com, 00 24 39 97 12 02 75*

## Sa plume

L'engagement constitue l'ossature de son écriture dont la chair est le quotidien de tout jeune du Tiers-monde dont la vie reste un dur combat et souvent un tunnel sans issue quand on a des rêves.

Pour être concret, natif du Nord-Kivu, sa poésie s'en ressent étant donné la situation que traverse cette région depuis 1994.

Son écriture porte également le paradoxe de la vie du congolais qui croupit dans la misère tandis que son pays regorge d'immenses richesses.

Sa plume exprime les frustrations d'un jeune atteint d'albinisme face à une culture qui le rejette.

Enfin, son stilet porte l'espoir de tout jeune du Tiers-monde dont le quotidien interdit le rêve mais dont l'espérance en des lendemains meilleurs est tenace ».

Outre cela, N'kashh écrit pour d'autres artistes.

# L'action pour la paix et l'égalité en termes de genre, générations et justice sociale

*Par Rita Schäfer\**

## Les enjeux et les difficultés

De nombreuses sociétés Africaines d'après-guerre sont marquées par une paix instable. Cela devient souvent particulièrement évident avant, pendant et après les périodes d'élections présidentielles et parlementaires. L'escalade du conflit violent qui caractérise de telles périodes éveille souvent l'intérêt de l'opinion internationale, comme ce fut le cas en 2011 pour l'Ouganda, le Liberia et la République Démocratique du Congo. Cependant, l'établissement des nouveaux pouvoirs rencontre le déclin rapide de l'intérêt international pour les conflits latents. Il est ainsi de toute première importance d'opérer un examen plus approfondi des structures de conflit locales, régionales et nationales afin d'éviter de nouvelles guerres. Il n'est pas rare que les causes de conflit soient extrêmement complexes : il peut s'agir de problèmes économiques, de pauvreté, de chômage et d'absence de perspectives, de corruption généralisée, de favoritisme ethnique, religieux ou politique, de conflits de pouvoir parmi les élites à un niveau local et national, par exemple, entre politiciens et chefs militaires, de violences aveugles commises par les militaires, les unités paramilitaires et la police, de l'absence de droits et de l'accroissement de la fracture sociale entre les vainqueurs de la guerre et les ex-militaires marginalisés et/ou les soldats démobilisés. Les tensions sociales ainsi que de graves conflits de genre et de générations rendent de tels problèmes encore plus complexes.

\* universitaire indépendante and conseillère des organisations de développement



De nombreux accords de paix ne valent pas le papier sur lequel ils sont signés. Souvent les accords de paix sont négociés par des représentants des divers acteurs du conflit avides de pouvoir et de richesses, et ils font en sorte que le pouvoir politique et le contrôle des richesses soient partagés entre ceux qui ont mené la guerre, n'offrant ainsi aucune solution à la tendance générale à la violence.

Les images de masculinité guerrière doivent être « désamorçées » faute de quoi la violence continuera à régner sous de nouvelles formes. Selon l'expression de femmes et de filles de nombreuses sociétés d'après-guerre en Afrique de l'Ouest, de l'Est et en Afrique Centrale, « La guerre entre dans les foyers ». La violence basée sur le genre s'amplifie particulièrement à la suite de négociations réussies d'un accord de paix. Il s'agit notamment de violences sexuelles et physiques au sein, par exemple, des mariages et des partenariats domestiques, des familles et des ménages, ainsi que de violences entre hommes d'âges et de statuts différents. Souvent, les violences sexuelles s'accompagnent d'un taux élevé d'infection par le VIH, d'une rapide progression du nombre des infections sexuellement transmissibles et des grossesses non désirées chez les adolescentes. En plus des femmes et des filles, le viol et les abus et délits sexuels ont de fortes chances de toucher également les hommes et les garçons. Alors que les comportements sexistes et homophobes se confirment et se renforcent, les hommes victimes de violences sont sarcastiquement qualifiés d'homosexuels efféminés et leur masculinité est niée. De plus, les homosexuels sont sujets aux attaques ciblées des auteurs de violences qui les considèrent comme une menace à leur conception militariste de la masculinité et de l'image de soi. L'homophobie est souvent alimentée et justifiée par les politiciens et les fanatiques religieux.

Les auteurs de violences adoptent la conduite qu'ils ont apprise et appliquée avec succès pendant la guerre comme une stratégie de combat dans la vie quotidienne des familles et des agglomérations urbaines et rurales. Alors que les agressions sexuelles violentes étaient considérées comme des stratégies efficaces pour la conquête, l'expulsion, l'intimidation et l'atteinte à la dignité, ou comme des actes de vengeance,

dans le quotidien troublé de la vie d'après-guerre, les violences sexistes restent souvent la seule preuve possible de virilité.

Ceci s'applique particulièrement aux ex-militaires désarmés et mis à l'écart et aux soldats démobilisés, ainsi que l'ont démontré les études menées en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe. Dans la mise en œuvre coûteuse, et néanmoins souvent teintée d'amateurisme, des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, on a effectivement demandé à ces personnes de rendre les armes, et ainsi de renoncer à leur identité de combattant. Leur tendance à la violence – qu'on leur a inculquée et qu'on a implantée dans leurs esprits, avant et pendant la guerre, comme emblème de force et de pouvoir masculins – est cependant à peine abordée par les responsables de tels programmes, on ne touche surtout pas au problème de masculinité. Les planificateurs adoptent souvent des approches qui se justifient sur le plan purement technique; ils ne reconnaissent pas les nombreux problèmes socio-économiques et personnels et l'insécurité des ex-combattants. Un grand nombre d'entre eux étaient à la fois bourreaux et victimes, notamment de violences sexuelles, sous les ordres, par exemple, de leurs commandants afin d'humilier les nouvelles recrues et de resserrer leurs unités. La création d'une cohésion masculine par le biais de violences sexuelles infligées aux « ennemis » hommes et femmes, est également largement passée sous silence en ce qui concerne les problèmes de démobilisation et de réinsertion. Durant les guerres, cette violence a aussi servi à compenser une peur latente et profonde de la mort parmi les militaires, particulièrement lorsqu'ils pouvaient ressentir à la fois leur propre toute-puissance et la soumission totale de leurs victimes et des membres de leurs familles du sexe masculin. C'est précisément dans cet environnement complexe que se posent les problèmes inhérents à un processus de paix durable et au taux élevé d'actes de violences sexuelles dans les sociétés d'après-guerre.

## Les perspectives de paix

L'activisme pour la paix est durable quand il contribue à la justice sociale et à l'égalité des sexes. *La justice en termes de genre ne devrait pas être unidimensionnelle et limitée à la promotion de la femme.* Une telle conception laisse souvent la place à de nouveaux problèmes, puisque les hommes, à qui on a demandé de rendre les armes et, frustrés autant qu'inquiets dans un quotidien d'après-guerre souvent marqué par l'absence de perspectives, perçoivent les programmes unilatéraux de promotion de la femme comme une atteinte supplémentaire à leur identité masculine. L'élaboration d'une justice sociale qui ne discrimine ni entre les sexes, ni les générations, ni entre personnes d'âges, de statuts et de niveaux de richesses différents est par conséquent de toute première importance. On ne peut obtenir de justice sociale qu'en atténuant les problèmes liés aux situations difficiles de jeunes hommes et femmes défavorisés économiquement, marginalisés socialement et dénués de droits. Cela signifie, par exemple, garantir l'accès à la terre et le droit de résidence à ces groupes de personnes, proposer une éducation appropriée et des programmes économiques prévus pour le moyen terme, associés à des offres de soins, à la gestion des traumatismes, et à un travail sur les expériences de guerre qui tiennent compte du contexte culturel et qui en respecte les caractéristiques liées au genre et la déstabilisation du masculin.

Une telle progression vers la justice sociale est souvent entravée par les anciennes et les nouvelles élites qui réclament le retour à l'ordre (ancien). Même lorsque les élites locales et nationales font emphatiquement appel à leur culture et à leurs traditions ethniques, ou à leur religion et leur nation, ce qui compte pour eux est de conserver leur pouvoir, leur statut personnel, les réseaux exclusifs d'influence et le contrôle des ressources – au détriment de jeunes hommes et femmes exclus socialement et démunis qui n'appartiennent pas aux réseaux de patronage ou aux familles influentes.

Les organisations d'aide au développement seront donc bien avisées

de faire preuve de prudence à l'égard de ceux qui se proclament pionniers et solidaires du rétablissement de l'ordre. Fréquemment, de telles personnes étaient du côté des vainqueurs avant que la guerre n'éclate et elles ont tiré profit des inégalités sociales qui ont motivé les jeunes hommes – et dans certains endroits, les jeunes femmes également – à prendre part à la guerre.

Quand on néglige l'interaction entre la justice sociale, l'égalité en termes de genre et de générations, le caractère durable du processus de paix est remis en cause. La simple formule « d'abord la paix, la liberté et l'indépendance politique, puis la justice » a ses inconvénients, comme l'ont illustré les cas de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe et de l'Érythrée. La plupart des « mouvements de libération » ne tiennent pas leurs promesses de justice sociale si, et quand, ils accèdent au pouvoir. Au lieu de quoi ils tolèrent la violence dans la société, ou l'utilisent même pour assurer leur maintien au pouvoir. Le postulat selon lequel on devrait pacifier les parties religieuses ou ethniques du conflit en premier, et seulement ensuite accorder de l'attention aux « questions de la femme » relève d'un même manque de clairvoyance. En fin de compte, de nombreux conflits ethniques et religieux sont étroitement liés aux conflits en termes de genre et de générations et aux énormes inégalités sociales. Ainsi, en accordant une attention particulière à une justice incluant les questions du genre et générationnelles, on permet d'atténuer les conflits ethniques et religieux.

On encourage les organisations pour la Paix à intégrer ces considérations à leur travail. Il ne suffit pas de simplement admettre que les femmes sont victimes. La collaboration participative, la cogestion et la large participation des femmes dans les organisations ne peut être qu'un premier pas. Il est nécessaire de tenir compte de la complexité de la dimension du genre dans les guerres, en particulier la façon dont les notions militaristes de masculinité et de violence ont été inculquées. A bien des égards, les hommes en guerre sont à la fois bourreaux et victimes. Afin de prendre conscience de cette notion, les bailleurs doivent acquérir une compréhension plus profonde des questions du genre et

élargir leurs critères de financement. Cela demanderait de développer *une conception globale de la justice en matière de genre, associée à des programmes avec les jeunes et à un travail contre l'homophobie.*

De la même façon, les organisations pour la paix constituées de femmes sont appelées à réviser leurs concepts. Quand elles considèrent les femmes comme un groupe homogène de victimes, ou comme des « anges de la paix innocents », elles ne rendent pas justice, par exemple, à l'identité militaire des enfants-soldats de sexe féminin. Beaucoup de volontaires et recrutées de force ont été abusées, mais elles ont également tué et torturé. Ces problèmes mériteraient une plus grande attention car les jeunes femmes et les filles ont constitué jusqu'à 30% des combattants dans de nombreuses unités de combat. Les travailleurs de paix devraient mener campagne contre les traitements hostiles infligés aux ex-combattantes considérées comme des prostituées. A certains endroits, ils entreprennent ce travail. Cependant, dans certaines sociétés d'après-guerre, des femmes dénoncent publiquement et en privé les anciennes combattantes. En Afrique du Sud et en Erythrée d'après-guerre, des mères ont obligé leurs fils à se séparer de leurs compagnes qui étaient d'anciennes combattantes. Les belles-mères et les mères font souvent preuve d'hostilité envers les ex-combattantes, comme l'ont démontré d'innombrables témoignages personnels venant d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Nord-est. Les jeunes ex-combattantes n'ont plus rien à voir avec la vision étroite de la féminité, que beaucoup de femmes plus âgées ont adoptée sans réserve et, qu'ainsi que de nombreux hommes, elles ont conservée après les guerres. Il est donc de toute première importance que les travailleurs de paix interviennent et mettent en pratique la solidarité entre femmes qui ont eu des expériences de guerre différentes, ce qui n'est pas chose aisée. De plus, de nombreuses femmes sont les disciples et partisans idéologiques convaincus de militaires et soldats hommes. Les travailleurs de paix devraient être plus honnêtes et *ne pas négliger les différences d'intérêts et les conflits entre les femmes.* Même les conflits entre les différents groupes féminins de défense de la paix devraient être abordés de manière constructive.

Un autre problème est leur position à l'égard des anciens enfants soldats. En les considérant, de façon maternelle, comme des « enfants égarés » on occulte le fait que, si d'un côté les jeunes ex-combattants étaient des victimes, ils ont aussi, comme les hommes adultes, tué et conçu des enfants. De nombreux jeunes hommes sortent des guerres avec cette masculinité militariste, notamment envers les femmes et les filles. Ils ne veulent plus jouer le rôle d'enfants soumis aux ordres et traités de manière indigne. Il serait opportun de proposer aux organisations de défense des femmes et de la paix des plateformes de réflexion sur ces problèmes et ces enjeux. Il faudrait que les organisations innovantes puissent échanger leurs points de vue, car certaines d'entre elles tentent de développer des solutions constructives qu'on pourrait exposer et examiner. Dans certains pays Africains, il y a des hommes et des organisations masculines qui – s'appuyant en partie sur leurs convictions Chrétiennes ou sur leur propre conception de la justice – essaient de trouver de nouvelles orientations pour les hommes et pour les garçons. Il s'agit notamment de Padare au Zimbabwe, des Abatangamuco Light Bearers au Burundi, du Rwanda Men's Resource Center, du Réseau Sonke Gender Justice en Afrique du Sud, de MEGEN au Kenya et de MAGE en Sierra Leone, qui sont des organisations souvent peu connues ou dont le réseau ne s'étend pas au delà du contexte local. Dans cet ordre d'idées, les projets de coopération pour la paix et le développement devraient débloquent des budgets pour encourager le dialogue et des solutions inédites aux problèmes. Cela impliquerait que les employés des organismes donateurs revoient leurs propres concepts en matière de genre, particulièrement en ce qui concerne les idées toutes faites sur les hommes et les femmes, et qu'ils tiennent compte de l'homophobie.

Les Casques Bleus, le personnel des contingents civils en mission pour la paix et les travailleurs humanitaires sont de la même façon encouragés à adhérer aux codes de conduite de l'ONU et de ses délégués dans leur contact avec les hommes, les femmes, les filles et les garçons autochtones. L'abus sexuel, le « commerce sexuel » et les soi-disant « liaisons amoureuses » nuisent non seulement aux victimes respectives

mais aussi à la réputation de l'organisme international – c'est pourquoi l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan a mis en place une politique de tolérance zéro. De tels comportements sont en outre une offense aux hommes de la population locale qui considèrent souvent l'arrivée sur le territoire des « porteurs de paix » étrangers de l'ONU, de l'UA et d'autres organisations, comme une atteinte à leur masculinité à dominante martiale et ne réagissent pas forcément à cette présence de manière pacifique. Ainsi, ce type de manifestation virile de pouvoir et les hiérarchies entre hommes de statuts différents font également partie de l'ordre du jour des politiques de développement de la paix.

### Weblinks:

<http://www.eldis.org>

<http://www.engagingmen.net>

<http://www.engenderhealth.org>

<http://www.femnet.or.ke>

<http://www.genderjustice.org.za>

<http://www.genderjustice.org.za/menengage-africa-case-studies-collection>

[http://www.iawg.net/resources/field\\_manual.html](http://www.iawg.net/resources/field_manual.html)

<http://www.ifor.org/WPP>

<http://www.megenkenya.org>

<http://www.menengage.org>

<http://www.mensresourcesinternational.org>

<http://www.padare.org.zw>

<http://www.preventgbvafrica.org>

<http://www.promundo.org.br>

<http://www.siyanda.org>

La liste de références bibliographiques sur tous les problèmes évoqués est disponible sur ce site : [www.frauen-und-kriege-afrika.de](http://www.frauen-und-kriege-afrika.de) (en Anglais et en Allemand).

# « Avant la guerre, j'étais un homme » : Hommes et masculinités à l'est de la RD Congo

Par Désirée Lwambo\*

## Introduction

Tandis que le « viol en tant qu'arme de guerre » est devenu un élément distinctif des rapports d'enquête sur la RDC, la question est bien plus complexe et prend ses racines dans un contexte plus large de rapports inégaux entre les sexes et de violence généralisée<sup>1</sup>. Comme Smits et Cruz le soulignent, les efforts financiers des deux principaux donateurs, les fonds communs de la RDC et le comité pour la Facilité de Financement du Plan de Stabilisation et de Reconstruction (SRFF), atteignent plus de 15 millions US\$ et sont accompagnés de stratégies multi- et bilatérales et de modalités de financement ciblant les différentes questions liées aux VSS<sup>2</sup>.

Bien que ces programmes soient étiquetés comme soucieux de l'égalité des sexes, en réalité ils adoptent une approche axée sur les femmes. Les hommes (essentiellement des militaires et des décideurs locaux) sont marginalement associés dans des campagnes de prise de conscience et des formations sur le thème de l'égalité des sexes sous l'appellation *sensibilisation*. Leur focalisation prédominante sur les femmes crée un anta-

<sup>1</sup> Baaz, ME. ; Stern, M. (2010).

<sup>2</sup> Smits, R. ; Cruz, S. (2011),

\* professionnelle d'appui pour SCP la gestion des savoirs et le genre à HEAL Africa, Goma, RDC



gonisme et ainsi, de nouvelles barrières à la transformation des relations inégales entre les hommes et les femmes. Les interventions humanitaires qui confondent les « questions concernant l'égalité entre les hommes et les femmes » avec les « questions de la condition féminine », ignorent la nature complexe du genre et son potentiel en tant qu'outil de changement social.<sup>3</sup> Ceci se produit encore malgré un contexte international dans lequel des organisations internationales pour le développement ou de petits groupes communautaires, mettent en œuvre des programmes en collaboration avec des hommes et des garçons.<sup>4</sup>

Cette étude met l'accent sur les hommes. Elle porte sur la relation contradictoire entre l'hégémonie masculine idéalisée et les réalités de la vie des hommes, relevée dans la recherche sur l'égalité des sexes menée au niveau international<sup>5</sup>. Comme le montre cette étude, ces divergences existent aussi dans le contexte Congolais, donnant lieu à une crise qui a créé des masculinités « défailtantes », dysfonctionnelles et violentes. Se fondant sur ces constats, l'étude met en évidence l'importance, dans le cadre du travail mené sur les VSS, de politiques de développement bien intégrées, avec une participation équilibrée des deux sexes.

Dans le sillage des interventions humanitaires qui utilisent la thèse du « viol comme arme de guerre », plusieurs études ont porté sur l'image des masculinités dans les groupes armés qui sont à la base du comportement violent des soldats envers les femmes<sup>6</sup>. Ces études constituent certes des contributions importantes à la connaissance de l'identité masculine en RDC, mais une focalisation exclusive sur l'armée met les VSS en dehors de la société plus large d'où cette violence est venue en tout premier lieu. Notre étude se concentre de ce fait exclusivement sur les opinions des civils.

3 Quelques exceptions à noter : the Congolese Men's Network (COMEN), the Rising Sons of Congo program lancé par le réseau Light of Africa, SOCOODEFI dans le Sud-Kivu, le programme de Women for Women International et le travail de certaines églises comme la CBCA.

4 Exemples dans le monde : Sonke Gender Justice Network, MenEngage, CARE International, the One Man Can campaign et *Projet d'appui à la lutte contre le sida en Afrique de l'Ouest/SIDA 3*.

5 Voir Silberschmidt, M (2001), et Safilios-Rotschild, C (2000)

6 Voir Baaz, ME. (2009), et Gotschall, J. (2004)

## 1. Protocole de recherche

La recherche s'est déroulée pendant deux cycles entre février et juin 2010.

L'équipe de chercheurs était constituée de la principale enquêtrice Désirée Lwambo, du Dr Samuel Ngayehembaku consultant de ULPGL, de deux assistants de recherche Jean-Claude Fundi et Guershom Paluku de HEAL Africa.

L'échantillon est composé d'hommes et de femmes de zones urbaines, semi-urbaines et rurales du Nord-Kivu, en tenant compte des différences d'ethnies et de classes sociales. Dans un processus de sélection non-aléatoire, des participants issus des groupes les plus dominants de chaque zone étaient choisis. Les critères de sélection pour ces groupes étaient fixés en consultation avec des intervenants locaux et le comité d'éthique de l'ULPGL. Pris au hasard, un échantillon aléatoire de participants des groupes cibles d'hommes célibataires était choisi pour des entretiens approfondis.

Du fait que l'étude se préoccupe principalement de l'analyse sociale, elle utilise une conception qualitative qui effectue une triangulation entre les groupes cibles, les entretiens approfondis et les observations. Des codes de déduction étaient développés et attribués aux données selon quatre sujets clés (traités dans le chapitre suivant). Les matrices qui apparaissaient, permettaient une analyse transversale par thème.

## 2. Résultats

### 2.1 *Masculinités idéalisées contre réalités sociales*

La richesse est considérée comme la condition préalable la plus importante pour être un « vrai homme » dans tous les environnements sociaux. Pourtant la définition de ce qu'englobe ce mot varie. Les hommes interrogés reliaient fréquemment le manque de revenus au manque de valeur personnelle et d'estime de soi des hommes (voir l'encadré 1).

### Déclarations des hommes assimilant richesse à valeur personnelle et estime de soi

- « Je suis musulman et d'après l'enseignement de l'islam, c'est l'homme qui doit nourrir la femme, alors qu'aujourd'hui, c'est la femme qui nourrit la famille. Ceci rabaisse l'homme devant sa femme. S'il ose lui faire des reproches, il risque de ne pas manger ». (*Un professeur à Sake*)
- « Sans argent dans la vie, on ne représente pas grand chose pour sa famille ; je veux dire que c'est l'argent qui signifie tout pour un homme ». (*Un professeur à Sake*)
- « Dans la vie, si vous n'avez rien vous êtes sans valeur ». (*Un professeur à Sake*)
- « Sans possessions, un homme ne vaut rien » (*Un fonctionnaire à Goma*)
- « Vous ne valez rien quand votre femme vous voit rentrer chez vous les mains vides ». (*Un fonctionnaire à Goma*)
- « Lorsqu'un homme n'est pas respecté, ils disent de lui 'ce n'est pas un homme, c'est une femme ». (*Un homme d'affaires à Butembo*)
- « Sans argent, tout le monde vous quitte ; lorsque vous êtes pauvre, vous n'êtes respecté par personne; même pas par votre propre épouse. L'argent signifie tout pour un homme ». (*Un policier à Kiwanja*)
- « Etre un homme bien, c'est être capable d'exprimer des idées, d'être écouté. Vous pouvez être capable d'exprimer de bonnes idées mais quand vous êtes pauvre, vous êtes ignoré. De ce fait, il est bon d'avoir les moyens financiers qui vous garantiront le respect ». (*Un pasteur à Sake*)

La nuance est ici que le privilège de la masculinité est lié à la notion de responsabilité – un « vrai homme » au sens traditionnel du terme *gagne* sa position d'autorité à travers des qualités de leader avisé et non-violent et la capacité à produire, subvenir aux besoins de sa famille et protéger.

« Patron n'est pas un titre, mais une responsabilité. Vous voyez, vous ne pouvez pas appeler *patron* quelqu'un qui n'a pas de responsabilités, il doit y avoir mise en pratique. Pour être quelqu'un, on doit être un

*mulume*, ce qui, en Kinande signifie à la fois « homme » et « personne qui travaille dur ». Ce terme peut aussi être appliqué à des femmes si elles travaillent et subviennent aux besoins de leur famille. »<sup>7</sup>

La majorité des femmes renforce ces normes à travers les attentes qu'elles placent dans les hommes. Inversement, les hommes de l'est du Congo se situent au croisement entre le pouvoir patriarcal et les contextes difficiles de l'inégalité sociale, de l'emploi précaire, de l'insécurité et de la guerre. Ces conditions polarisent les rôles en fonction du genre en même temps qu'elles limitent la possibilité de les tenir.

Pour préserver la virilité elle-même, dans les domaines où l'on attend des hommes qu'ils prennent le rôle de leadership, fondé sur la distribution des biens et l'exercice d'un comportement dominant, les hommes se doivent de revendiquer ce comportement. L'exercice de la force et de la domination peut ainsi se transformer en un comportement violent, l'exercice de prouesses sexuelles tourner en agression sexuelle et celui de la générosité ostentatoire en abandon de la sphère privée, c'est-à-dire du foyer.

C'est au niveau du foyer que le conflit qui en résulte est ressenti le plus fortement. La virilité, le pouvoir masculin et la cohérence sociale sont obtenues à travers la création et la préservation d'une exploitation sur laquelle une famille pourra être élevée. Ces normes n'ont pas changé malgré les déplacements de population et les circonstances économiques qui rendent l'acquisition d'une propriété difficile voire improbable pour beaucoup.

Les agriculteurs, en particulier, sentent qu'ils ne peuvent plus assumer leurs responsabilités, du fait que des hommes armés occupent souvent leurs champs, volent leur bétail et rendent les routes trop peu sûres pour le commerce. Le traumatisme lié à la guerre joue aussi un rôle en réduisant la productivité des hommes, comme de nombreux fermiers

<sup>7</sup> Avocates et militantes GC, Butembo, 24.03.2010. Cet exemple montre comment la traduction de concepts fondamentaux d'une langue à l'autre peut faire perdre d'importantes nuances.

en témoignent en évoquant leur sentiment de découragement, d'épuisement et même de perte de virilité. Un fermier de Kiwanja a ainsi déclaré: « *avant la guerre, j'étais un homme* ».

Confrontés à la réalité que les femmes prennent de plus en plus le rôle de soutien de famille, les hommes expriment des sentiments d'humiliation et de perte de valeur personnelle. Par leurs discours et leurs comportements, ils maintiennent cependant que « l'homme doit être le patron », s'accrochant à la domination masculine même là où les rôles sont de fait inversés. Comme l'illustre la déclaration d'un jeune moto-taxi à Sake :

« Les hommes et les femmes ne peuvent pas être égaux. Par exemple, lorsqu'une femme a fait des études et travaille et que les deux époux apportent un salaire à la maison, c'est difficile pour la femme de respecter l'homme. La tradition qui place les femmes au-dessous de nous, nous aide (...) à rester forts. Les hommes seraient damnés si les femmes étaient égales aux hommes. Les femmes pourraient quitter les hommes et elles ne nous serviraient pas ». <sup>8</sup>

D'après cet homme, l'égalité des sexes menace d'annihiler la virilité. Le maintien de la hiérarchie des sexes – et ainsi des privilèges des hommes – est à la base des réticences des hommes à s'engager dans les tâches ménagères, à s'occuper des enfants ou à travailler dans les champs.

## 2.2 *Comment devenir un homme –*

### *Education aux questions de genre et environnement social.*

Dans la recherche contemporaine sur le genre, celui-ci n'est en effet pas perçu comme qualité innée, mais comme étant construit dans le processus de conditionnement. Ce processus est communément appelé « fabrication du genre » et décrit l'interaction entre les individualités dans lesquelles le genre est représenté, vécu et perçu. Le genre n'est ainsi

8 Agriculteur EA, Sake, 22.02.2010.

pas une qualité personnelle construite dans la vie de tous les jours. On n'hérite pas automatiquement de son genre mais il ou elle s'adaptera au moyen de l'éducation et de la socialisation. Les enfants sont ainsi conditionnés pour leurs futurs rôles :

« Vous apprenez à être un bon chef par l'observation. J'ai appris comment être un homme grâce à l'influence de mon père. Ce qu'il m'a appris, c'est que la femme vient après moi et qu'elle ne peut pas enfreindre cette règle ». <sup>9</sup>

En parallèle, les jeunes sont exposés à des idéaux différents et mêmes contradictoires à propos de la masculinité, créant des identités à plusieurs niveaux. Par exemple, la majorité des personnes de l'ethnie Hunde interrogées dans l'environnement semi-urbain de Sake, citaient la productivité, la responsabilité et la fidélité comme des idéaux de la masculinité. Néanmoins, les hommes sont simultanément encouragés à avoir plusieurs partenaires sexuelles et à dépenser leur argent en alcool et en viande:

« Ilya un dicton dans la langue Hunde qui dit « mulume, mafu, mukati ». Cela signifie qu'un vrai homme c'est des femmes, de la bière et de la viande. C'est un conseil que vous entendez fréquemment dans le contexte du Bushenge, un conseil de sages, où on discute de sujets importants. » <sup>10</sup>

Considérant l'importance qu'occupe le conditionnement lors de la petite enfance dans l'éducation des hommes, le manque de structures familiales stables, induit par la guerre, est particulièrement inquiétant. Les garçons grandissent souvent dans des foyers brisés et des familles dysfonctionnelles du fait de l'impact de la guerre, de l'urbanisation et/ou de la pauvreté. Les hommes interrogés, jeunes et d'âge moyen, critiquaient la façon dont ils avaient grandi à l'est de la RDC. Ils disaient avoir sou-

<sup>9</sup> Hommes fonctionnaires GC, Goma, 02.02.2010.

<sup>10</sup> Enseignants hommes GC, Sake, 18.02.2010.

vent grandi sans modèle de rôle masculin positif, du fait que la plus grande partie de l'éducation et de l'instruction des enfants revient aux femmes, avec des pères souvent absents, distants ou violents.

L'étude révèle aussi combien les concepts d'ordre social changent au sein des communautés, conduisant à un niveau élevé de conflit intergénérationnel et d'aliénation. A hommes jeunes perdent le contact avec les valeurs traditionnelles, telles que le respect envers les femmes et leurs aînés. Dans leur quête de richesse matérielle, de reconnaissance sociale et de pouvoir, les jeunes hommes sont attirés par des « solutions expéditives », les rendant particulièrement susceptibles de commettre des actes violents ou nuisibles à l'ordre social.

### 2.3 *Masculinité et Violence*

La violence et les agressions sont souvent un moyen approuvé d'affirmer sa masculinité. A l'est de la RDC, la masculinité militarisée est la plus visible et la plus néfaste dans ce domaine. Cependant, les distinctions entre les cultures civiles et militaires ne peuvent plus être si clairement définies dans le contexte d'une région qui a vécu presque deux décennies de guerre permanente et abrite de nombreux groupes armés. Les combattants opèrent souvent dans leur région d'origine, et de nombreux civils sont soit d'anciens combattants soit de la famille de combattants.

La militarisation ne modèle pas seulement la masculinité des soldats, mais aussi celle des hommes civils des régions déchirées par la guerre. Immigration forcée, violence, traumatisme, tout remet en question les notions de virilité. C'est pour cette raison qu'il est difficile de placer la limite entre « violence militaire » et « violence civile. »

Il en va spécialement de même pour les VSS. Le viol est intimement lié à la guerre et aux conflits, à la fois comme arme de guerre et comme un effet de la perturbation sociale qui persiste parmi les civils bien après la fin du conflit. A l'est de la RDC, la coercition sexuelle est en partie normalisée et les images de la sexualité masculine comme agressive et vio-

lente sont utilisées pour justifier le viol<sup>11</sup>. De plus, les idées selon lesquelles le corps de la femme est une marchandise encouragent les hommes à exiger des rapports sexuels contre des services, des biens et des faveurs, dévalorisant ainsi la valeur du consentement d'une partenaire.

La violence sexuelle n'est pas isolée, mais coexiste avec d'autres formes de violence sexiste. Selon les femmes interrogées, la violence domestique est la règle générale. Elles relient ce fait au manque relatif de biens matériels leur appartenant et à sa conséquence : un manque de statut social, de même qu'aux idéaux qui favorisent la domination masculine.

« Une femme n'a rien, elle doit suivre son mari. Seuls les biens matériels peuvent lui donner du pouvoir. Un mari qui bat sa femme n'est pas puni. Ils disent qu'il « éduque sa femme, » et ils n'y voient rien de mal. C'est une façon pour les hommes d'affirmer leur masculinité ».<sup>12</sup>

« Les hommes ne veulent jamais voir leurs décisions contestées. Les hommes nous font souffrir parce qu'ils savent que nous n'avons nulle part où aller ».<sup>13</sup>

Afin de comprendre la violence subie par les femmes, il est crucial de la voir dans son contexte général. Dans beaucoup de cas, la violence subie par les femmes vient d'une dynamique de la violence parmi les hommes, telle qu'un déséquilibre du pouvoir, une distribution inégale des ressources économiques, l'impunité, et le besoin d'affirmer les structures hiérarchiques et de préserver les privilèges. Au niveau communautaire, le climat général de corruption et d'impunité légale est une pierre d'achoppement importante au plein exercice des responsabilités masculines. La corruption, la fraude et le vol sont devenus des maux chroniques dans toutes les classes sociales, bien que ceux qui sont les plus durement touchés soient les hommes et les femmes à faibles ressources ou les gens défavorisés d'une façon ou d'une autre.

11 Candeias, S. (Non-publié)

12 Ibid.

13 Vendeuse sur le marché GC, Goma, 02.02.2010.



Les personnes interrogées désignaient l'Etat comme la première source de violence en RDC, affirmant que « l'Etat est l'obstacle principal. Si l'Etat était respectable, les hommes seraient aussi respectés. »<sup>14</sup> Les institutions de l'Etat sont perçues comme à la fois autorisant et perpétuant la violence et le crime, l'exemple le plus marquant étant le viol et l'extorsion par des membres des forces armées et de la police. Le pouvoir militaire, politique, et économique est souvent détourné par des « hommes forts », tandis que la plupart des autres hommes subissent fréquemment des situations de privation de pouvoir:

« Ceux qui dirigent n'acceptent pas de conseils et font ce que bon leur semble. Ceux qui ont du capital croient qu'ils sont supérieurs à ceux qui n'ont pas de moyens. Du gouverneur de province au directeur d'école, personne ne respecte l'opinion des autres. [...] Seuls ceux qui ont de l'argent obtiennent justice ».<sup>15</sup>

Comme les hommes Congolais cherchent à imposer l'hégémonie masculine dans des circonstances de pression croissante, il est saisissant d'observer à quel point la violence est utilisée quand la masculinité est menacée<sup>16</sup>. Les personnes interrogées établissaient un lien direct entre le sentiment d'échec des hommes et les exutoires malsains pour affirmer leur masculinité, tels que l'abus d'alcool, le comportement irresponsable envers sa famille et ses pairs, le manque de productivité et la violence. Ceci touche plus particulièrement les femmes et les enfants, les principales victimes des démonstrations agressives de l'autorité masculine.

S'il est important de comprendre ces dynamiques, l'association entre masculinité défaillante et masculinité violente ne devrait pas être confondue avec une relation de cause à effet.<sup>17</sup> Par exemple, qualifier le viol d'effet « naturel » ou « compréhensible » du « déresponsabilisation des

14 Hommes d'affaires GD, Butembo, 24.03.2010.

15 Pasteurs GC, Sake, 18.02.2010.

16 Voir Connell RW (2005) *Masculinities*.

17 Moffett, H. (2006).

hommes » signifierait qu'il pourrait être excusé. Si la violence est considérée comme un choix, alors les hommes peuvent être incités à faire des choix différents.

#### 2.4 Les interventions humanitaires vues par les hommes

La recherche n'a pas pu confirmer que les sensibilisations à l'égalité des sexes ont l'impact attendu sur le changement d'attitude des hommes envers les femmes. La raison en est que la plupart des sensibilisations sont partiales et irréalistes du point de vue des hommes congolais. Les programmes de sensibilisation n'ont pas réussi à reconnaître les intérêts et les besoins spécifiques des hommes, leur offrant peu d'information sur les moyens alternatifs d'affirmer leur identité masculine (voir l'encadré 2).

##### **Les opinions des hommes sur les sensibilisations aux problèmes de genre**

Encadre 2

« Les messages à propos de la masculinité sont rares, excepté à l'église lorsque la prêche porte sur le bon comportement à avoir au sein du foyer. » *(une infirmière à Kiwanja)*

« Je n'ai jamais entendu parler d'une sensibilisation à propos des hommes, seulement à propos des femmes et des enfants ». *(un coiffeur à Butembo)*

« Vous entendez beaucoup de choses à propos des femmes et des droits des femmes, mais à propos des hommes, on dit très peu de choses ». *(un électricien à Goma)*

« Les messages des ONG sont partout, mais il n'y rien à propos des hommes ». *(un propriétaire de taxi-moto à Goma)*

« Les hommes sont toujours accusés. Nous n'avons jamais vu une ONG faire une étude sur les hommes. » *(un étudiant à Goma)*

« Tout est dit comme si les hommes étaient condamnés ; c'est pour cette raison que certains éteindront même leur radio ». *(un ancien à Kiwanja)*

De plus, les hommes interrogés soulignaient qu'ils étaient, eux aussi, victimes de la guerre et d'autres formes de violence et qu'ils avaient besoin de protection aussi bien que d'aide psychosociale et médicale.

Il semble que le meilleur moyen de parler avec les hommes de l'égalité des sexes est d'intégrer celle-ci dans un discours plus large sur le développement de la communauté. La grande majorité des personnes interrogées louaient les ONG qui offrent des informations pratiques et concrètes, par exemple sur l'hygiène communautaire, la nutrition, les activités rémunératrices et l'épargne. Si les interventions humanitaires s'appliquent à répondre aux besoins des hommes pour qu'ils puissent remplir le rôle de soutien de famille, alors, les hommes sont plus susceptibles d'offrir une oreille attentive aux préoccupations autour des VSS et de l'inégalité des sexes.

## Conclusions

La nature interdépendante et interactive du genre montre que la totalité est plus que la somme de ses parties, car l'égalité des sexes ne peut être obtenue que par consensus, pas au moyen de la compétition ou de l'antagonisme.

Comme l'a montré cette étude, le modèle hégémonique de masculinité a des effets négatifs sur les deux sexes. Il met une pression extrême sur les hommes et peut facilement déclencher des perturbations sociales. Les relations qu'ont les hommes avec les femmes et les autres hommes sont souvent marquées par le stress et l'hostilité. Les conflits intergénérationnels et l'érosion des valeurs sont omniprésents dans les récits des gens à propos de leur vie. Les changements culturels issus du changement dans les normes et les rôles liés au genre, conduisent à une résistance des hommes qui peut se transformer en réactions violentes. De ce fait, se concentrer seulement sur les femmes ne peut pas soigner les causes profondes des VSS.

Les hommes et les femmes de RDC sont intégrés dans des réseaux sociaux et ceux-ci les influencent, forment leur identité, et leur fournissent un cadre de connaissances, de croyances, de valeurs, de droits et d'obligations. Cela revient à dire qu'il faut une nouvelle façon de concevoir l'égalité dans laquelle chacun peut trouver son compte : « pour réaliser les intérêts que les hommes vont retirer du changement, une majorité d'hommes et de garçons doit être persuadée que les bénéfices de l'état actuel de la problématique des sexes (...) sont moins intéressants que beaucoup d'entre eux ne le pensent – ou qu'ils ont un prix trop élevé. Aller vers l'égalité des sexes, demande un changement de fond à partir d'une conscience de la répartition des rôles des hommes et des femmes construite sur la dichotomie et les privilèges, vers une conscience de la répartition de ces mêmes rôles basée sur la diversité et la réciprocité. Il y a de nombreuses tendances positives qui vont dans cette direction, et de nombreux hommes qui les encouragent ».<sup>18</sup>

## Références

- Baaz, ME. (2009). « Why do soldiers rape? Gender, Violence and Sexuality in the DRC Armed Forces » dans *International Studies Quarterly* 53, pp. 495–518.
- Baaz, ME.; Stern M. (2010). *The Complexity of Violence: A critical analysis of sexual violence in the Democratic Republic of Congo (DRC)*. Document de travail de l'ASDI sur les actes de violence sexistes en coopération avec le Nordic Africa Institute.
- Barker, G.; Ricardo, C. (2005). *Young Men and the Construction of Masculinity in Sub-Saharan Africa: Implications for HIV/AIDS, Conflict, and Violence*. Documents du département de développement social de la Banque Mondiale: Conflict Prevention & Reconstruction. Paper No 26.
- Candeias, S. (inédit), « Etude anthropologique sur les mécanismes extra-juridictionnels de réponse aux violences sexuelles à l'Est de la RDC ». Ministère de la Justice et Rejusco.
- Connell, RW. (2005). *Masculinities (2nd Edition)*. Berkeley: University of California Press.

<sup>18</sup> United Nations Division for the Advancement of Women (2003), p. 11.

- Gotschall, J. (2004). « Explaining Wartime Rape », dans *Journal of Sex Research* 41/2, pp. 129–136.
- Moffett, H. (2006). « ‘These Women, They Force Us to Rape Them’: Rape as Narrative of Social Control in Post-Apartheid South Africa » dans *Journal of Southern African Studies* 32(1), pp. 129–144.
- Pleck, J. (1977). « Men’s power with women, other men, and society: a men’s movement analysis » dans (Ed.): *Men in difficult times: Masculinity today and tomorrow*. Englewood Cliffs: Prentice-Hall, pp. 234–244.
- Safilios-Rotschild, C. (2000). « The negative side of development interventions and gender transitions: impoverished male roles threaten peace » dans Breines, I.; Connell RW. et Eide, I. (Eds.). *Male roles, masculinities and violence: a culture of peace perspectives*. Paris: UNESCO.
- Silberschmidt, M. (2001). *Disempowerment of Men in Rural and Urban East Africa: Implications for Male Identity and Sexual Behavior* dans *World Development* 29(4): pp. 657–671.
- Smits R.; Cruz, S. (2011). *Increasing Security in DR Congo: Gender-Responsive Strategies for Combating Sexual Violence*. The Hague: CRU Policy Brief No 17.
- United Nations Division for the Advancement of Women (2003). *The Role of Men and Boys in Achieving Gender Equality: Rapport d’un groupe d’experts Brasilia, Brazil 21 au 24 octobre 2003*.

# Le travail pour la paix et l'approche genre : le point de vue de Sierra Leone

*Par Shecku Kawusu Mansaray\**

La croyance la plus répandue chez la majorité des citoyens qui vivent à l'intérieur des frontières politiques des Etats de Sierra Leone et du Liberia est : « Sans l'intervention de l'occident par le biais des Nations Unies, de la Grande Bretagne, des USA et de leurs alliés, Il n'y aurait plus d'Etats dans la Région du fleuve Mano. »

Entre 1991 et 2011, le niveau des hostilités manifestées au cours des guerres civiles menées par les mouvements rebelles au Liberia et en Sierra Leone, et à travers des cas de violences politiques en Côte d'Ivoire et en Guinée Conakry, a constitué un risque considérable de rendre la région ingouvernable.

Les interventions de la Communauté Internationale ont bien eu lieu, mais en réalité, elles n'ont pas pu, et ne peuvent toujours pas s'attaquer aux causes profondes des conflits violents et de la guerre. La paix, dans une communauté, un pays, une région, vient de l'intérieur. Parmi les nombreuses causes des conflits qui viennent de se terminer, on a constaté différentes formes de discrimination, notamment la marginalisation de tribus minoritaires, la marginalisation d'enfants de personnes qui viennent des pays voisins, les discriminations fondées sur la pauvreté, l'analphabétisme et surtout la discrimination sexuelle. Au cours de la dernière décennie, les organisations de la société civile, avec le

\* Coordinateur national, Réseau des Partenaires du Service Civil pour la Paix en Sierra Leone

soutien de leurs partenaires internationaux, ont redoublé d'efforts pour réduire ou éliminer, entre autres, les discriminations basées sur le genre qui ont le potentiel de porter atteinte à la paix ou de réellement créer des conflits violents. Dans les entrevues qui suivent, l'auteur sollicite les impressions ou les opinions des personnes interrogées sur la question : **Comment l'œuvre de consolidation de la paix des organisations de la société civile, en particulier, des Partenaires du Service Civil pour la Paix, a-t-elle affecté la discrimination basée sur le genre et toutes autres formes de marginalisation, dans votre communauté, votre ville, votre pays ou région, pendant et/ou après la guerre ?**

Cette question a été posée aux répondants dans les langues de leurs communautés (le Krio ou d'autres langues parmi les plus répandues dans les communautés) et les réponses ont été enregistrées et traduites en anglais par l'enquêteur.

L'exercice a été mené dans tout le pays en janvier 2012. En voici quelques extraits :

*1. Pa Antony Lebbie – Marin à la retraite, résident à Freetown Est :*

Les acteurs de la Paix nous ont aidés à changer notre vision de l'existence de bien des façons. Je me souviens de l'adage populaire à la radio clandestine qui fut créée par le gouvernement en exil pendant la guerre : « Les balles ne font pas de distinction – Que vous soyez homme ou femme, enfant ou adulte, riche ou pauvre, démocrate ou rallié aux forces rebelles, du moment que vous vivez dans ce pays, votre vie est en danger – vous pouvez tomber sous le tir ennemi ou ami. » Ce message de paix a changé à jamais ma façon de voir les autres et mon rapport à eux. J'ai réalisé que le respect des autres est très important pour assurer une coexistence pacifique. J'en suis venu à accepter que la paix pour les autres est également la paix pour moi-même.

*2. Alfred Harding 53 ans – Métallurgiste, résident à Bo, au sud de la Sierra Leone :*

Pendant la guerre, on n'avait nul besoin d'une personne qualifiée comme moi. Personne n'avait besoin d'un métallurgiste car nous n'avions pas d'électricité pour travailler le métal. La vie devint si dure pour ma famille et pour moi que je perdis mon statut de soutien de famille. Ma femme apprit à fabriquer le savon. Elle me l'enseigna, ainsi qu'aux enfants. Je faisais le mélange et elle calculait et ajoutait les bonnes quantités de soude caustique et d'huile de palme. Nous vendions le savon aux personnes déplacées qui vivaient alors dans les camps. C'est ainsi que nous avons survécu aux jours de guerre. J'ai développé une sincère admiration pour l'ingéniosité de ma femme, sa créativité et sa capacité de résilience. Quand les artisans de la Paix ont rendu visite à notre communauté pour dénoncer les violences domestiques et les violences faites aux femmes et aux enfants, je fus le premier à acquiescer de tout mon cœur. Je partage mes leçons avec les autres : les hommes et les femmes sont doués des mêmes talents, mais les femmes sont parfois gênées de montrer leurs capacités à cause des croyances traditionnelles qui affirment qu'elles sont uniquement là pour servir les besoins des hommes.

*3. Lahai Morba, Chef traditionnel, Sud de la Sierra Leone :*

Je souhaite tout d'abord remercier Dieu d'être en vie pour profiter d'une paix pour laquelle des milliers d'autres Sierra Leonais sont morts. Puissent les âmes des Sierra Leonais disparus, des Nigériens et de tous les autres qui sont morts pour la paix dont nous jouissons maintenant, reposer en paix.

Je me souviens aussi de ceux qui ont fait un geste supplémentaire en envoyant de l'argent et de la nourriture pour que les Sierra Leonais survivent à la guerre.

En tant que Chef, j'ai appris que les croyances des anciennes générations concernant les femmes et les enfants sont en train d'évoluer. Le



vieux système de croyances qui donnait aux hommes le droit et le pouvoir absolus de discipliner et de contrôler les femmes et les enfants est maintenant vu d'un mauvais œil, comme une violation de leurs droits. S'il vous plait ne me demandez pas ce qui est le mieux pour notre société. Tout ce que je peux dire est que j'appartiens au vieux système de croyances et que j'ai la malchance d'agir dans le présent. Nous ne pouvons pas continuer à vivre dans le passé, seul le temps nous dira si les traditionnalistes ont raison ou tort.

Il est vrai que le travail pour la paix de la société civile transforme progressivement notre relation avec les femmes et les enfants. Le système de croyances émergent donne aux garçons et aux filles, aux hommes et aux femmes, des chances égales de réussir dans la vie. Le résultat est que les garçons ne grandissent plus avec le sentiment qu'ils doivent être responsables des membres de leur famille. Les filles grandissent avec le désir d'être considérées sur un pied d'égalité avec les hommes et aussi avec leurs maris, et plus personne n'est chef de famille. Personne ne peut prédire ce que ce système de croyances nous apportera – La prospérité ? Une plus grande unité en Sierra Leone ? Le conflit entre les sexes ? Le conflit entre les générations ?

Le système de croyances émergent semble aussi favoriser l'égalité de tous – tous les êtres humains sont nés égaux. L'autre jour, le fils d'un crieur public a voulu être chef. En vertu de son éducation, de ses connaissances sur la chefferie et de son association de longue date avec elle, le bonhomme a essayé de concourir pour le titre de chef. Il a défendu ses droits en tant que « membre » de la maison souveraine avec éloquence. Ses parents et ses grands-parents avaient exercé les fonctions de crieurs publics et de clairs pour l'ancien chef. Les enfants légitimes du chef s'exprimaient moins clairement, inspièrent moins de respect et avaient une côte de popularité assez basse. Il se trouve que les enfants biologiques de l'ancien chef n'avaient jamais considéré leur « cousin » comme un exclu, contrairement à la société. Comment voyez-vous ça ? L'homme a perdu les élections. C'est de la discrimination, mais de la bonne, il me semble.

#### *4. Chernor Bah – Musulman pratiquant et négociant à Freetown :*

Les artisans de la paix ont consolé ceux d'entre nous qui ont perdu leur marchandise pendant la guerre – Le traumatisme de la guerre a renvoyé nos aînés chez eux en Guinée – pour y mourir dans la frustration. Les plus jeunes, qui sont restés, ont effacé leurs traumatismes grâce aux artisans de la paix. Nous avons appris à aller de l'avant. Nous avons essayé de laisser le passé derrière nous. Nous avons appris que nous devons vivre en conformité avec les règles. Les règles de coexistence pacifique – Dieu n'a pas attribué plus ou moins de respect et de valeur à certaines tribus qu'à d'autres.

Chaque être humain a droit au même respect. Pendant la guerre, toutes les tribus étaient à égalité devant le fusil. Le fusil pouvait anéantir n'importe quelle tribu sans faire de distinctions. Pour jouir de la paix, nous devons apprendre à respecter tout le monde.

L'autre jour, mon vieil oncle m'a dit qu'il obtenait très peu de soutien de la part des quatre garçons qu'il a éduqués et envoyés à l'étranger. Sa principale source de soutien vient de sa fille. Elle a financé un pèlerinage à La Mecque pour sa mère. Elle et son mari leur apportent de l'aide sous forme de nourriture et d'argent.

J'ai appris à admettre que, contrairement à la conviction de nos tribus que la fillette n'a pas besoin d'aller à l'école, on devrait donner les mêmes chances aux deux sexes et le même accès à l'éducation. Les filles peuvent se marier quand elles rencontrent l'homme qu'elles aiment, cela ne sert à rien de les contraindre à épouser la personne que leurs parents ont choisie alors qu'elles sont encore à l'école.

#### *5. Mohamed Koroma, 39 ans, père de quatre filles, résidant dans la zone périurbaine de Freetown :*

Allah m'a béni avec quatre filles merveilleuses dans une époque qui favorise l'enfant du sexe féminin et qui encourage les femmes. Nous témoignerons notre gratitude pour le cadeau d'Allah en les élevant pour

qu'elles deviennent des femmes responsables et qu'elles réalisent leurs rêves.

Nous serons en paix avec elles si nous respectons les souhaits et les sentiments de ces jeunes femmes nées au XXI<sup>e</sup> siècle.

La société civile a énormément aidé à sensibiliser les parents aux dommages de la violence sexiste et de l'extermination, nous sommes maintenant conscients des conséquences néfastes du fait d'exposer les membres de notre famille aux violences domestiques et au travail excessif. Dans notre coin, nous essayons de minimiser ces pratiques. Il est difficile de les éliminer complètement, mais nous respectons la loi.

Nous sommes heureux en dépit des difficultés que connaissent tous les parents pour assumer les frais de scolarité et le coût élevé des produits de première nécessité. Nous avons appris à exprimer notre colère devant un conflit autrement qu'en devenant violents.

#### *6. Delphine Decker, 48 ans, Domicile: 92 Kissy Road, Freetown*

En tant que femme et mère dans cette nation, je veux vous rappeler la grande incertitude qui régnait dans la Sierra Leone d'après-guerre après la destruction des petites infrastructures et des équipements de base dont nous bénéficions avant la guerre. Le travail des artisans de la paix a fait en sorte que les hommes et les femmes s'habituent à travailler ensemble en vue d'un redressement économique et social rapide.

Nos jeunes, en particulier les enfants scolarisés et les étudiants universitaires, ont été exposés à toutes sortes de comportements inhumains tels que le viol, les mutilations, le pillage, les destructions du bien public, le manque de respect envers les aînés : ils ont été les témoins de tout cela.

Les partenaires du Service Civil pour la paix ont grandement aidé à rassembler toutes sortes de personnes différentes pour leur faire écouter des messages de paix sous forme de concerts, de musique, de banderoles, de dessins etc.

Certains de ces jeunes et de ces étudiants ont maintenant créé plusieurs groupes de sensibilisation dans les écoles, les facultés, les églises

et les mosquées pour prêcher la paix auprès de leurs pairs. Le programme du SCP permet de mettre fin aux discriminations entre voisins et entre les différents groupes tribaux et ethniques. Il envoie des messages aux différents partis politiques afin de prévenir la violence et les abus.

*7. Michael E. Garrick, 54 ans, Domicile : Municipalité de Bonthe :*

En tant que Chrétien, père et homme d'état d'âge mur, je pense que le travail permanent des Groupes de la Société Civile et des partenaires du Service Civil pour la Paix a eu une incidence positive sur l'égalité entre les sexes, dans le sens que les femmes ont été largement intégrées au pouvoir décisionnel, au gouvernement, à l'administration et au marché du travail dans le pays.

Deuxièmement, un bon nombre de maris et d'épouses se considèrent comme partenaires dans la gestion de leur foyer et travaillent conjointement pour les prises de décision et le développement au lieu d'obéir à l'habitude traditionnelle ou culturelle de domination masculine.

Les gens se servent du savoir qu'ils ont acquis par la sensibilisation ou par d'autres approches pour la médiation et la résolution pacifique des conflits dans les sociétés. Cela a porté de nombreux fruits en termes de promotion de la paix, d'harmonie, de tolérance et de liberté d'expression, à la fois au niveau national et à celui des communautés locales.

D'un autre côté, il y a eu des effets négatifs sur les communautés/sociétés avec la dépréciation de certaines de nos valeurs traditionnelles/culturelles, des règles et des pratiques qui maintenaient leur unité.

On assiste à un déclin important du respect des anciens et de l'autorité dans les sociétés, notamment chez les jeunes.

8. *Alfred Samboh, 22 ans, Domicile : Brook Fields, Freetown*

En tant que jeune, je trouve que les partenaires du Service Civil pour la Paix en Sierra Leone et au Liberia ont eu une incidence positive sur l'égalité des sexes et contre toutes les autres formes de discrimination dans nos sociétés postconflituelles. En Sierra Leone, on a vu de nombreuses organisations de femmes, d'enfants, de Chrétiens et de Musulmans résoudre les questions de genre, comme la légalisation équitable des mariages coutumiers, en délivrant aux femmes des symboles de pouvoir pour les élections locales et présidentielles. Et on a également donné l'opportunité aux jeunes de s'exprimer de différentes façons au sein de la communauté. En fin de compte, il y a une loi, si un homme et une femme vivent ensemble depuis cinq ans, la relation doit être reconnue comme un mariage légitime de sorte que, si l'homme meurt, ses biens soient partagés avec la femme. Ceci est un résultat du travail des groupes de la Société Civile et de la consolidation de la paix en Sierra Leone.

9. *Olive A.T. Johnbull, 25 ans, Domicile : Kenema*

En tant que Pasteur, je veux affirmer clairement que la Société Civile a grandement contribué à la promotion de l'égalité des sexes à la fois en Sierra Leone et au Liberia, de telle sorte que, non seulement les hommes mais également de nombreuses femmes sont maintenant activement impliquées dans des professions qui étaient jusqu'ici réservées aux hommes – par exemple en politique. Les femmes occupent aussi des postes importants dans des fonctions de haut niveau dans ces pays, ce qui n'était pas chose commune dans le passé d'avant-guerre.

D'un autre côté, l'avènement de l'égalité des sexes a également engendré quelques problèmes dans notre société qui ont réellement affecté les foyers, puisque les femmes ne veulent plus être soumises à leurs maris qui demeurent les chefs et les soutiens de famille légitimes. C'est notre droit d'être considérées comme les partenaires des hommes mais également notre devoir d'être tout aussi productives qu'eux.

10. *Susan Gbenday, 27 ans, Domicile : Pujehun*

En tant que jeune femme, je pense que la Société Civile a construit la paix dans ma vie. Le travail du SCP m'a permis de comprendre les inconvénients de la discrimination sexuelle et de la violence. Il m'a aidé à savoir ce que je dois faire ou ne pas faire en tant que femme pour vivre en harmonie avec autrui.

La société Civile a également attiré l'attention du gouvernement sur la demande des personnes handicapées envers les décideurs de les encourager à participer à la vie politique. Le gouvernement doit leur procurer revenu, abri, nourriture, éducation et vêtements. Nous ne devrions pas faire preuve de discrimination à leur égard sous prétexte qu'ils sont handicapés, ils sont capables de faire tout ce que nous faisons, ils sont importants dans notre communauté.

# L'approche genre : Le travail pour la paix et la lutte contre les discriminations

*Par Laura Anyola Tufon\**

La plupart des approches visant à œuvrer pour la paix, pour son maintien et pour sa consolidation, ont singulièrement ignoré ou marginalisé les préoccupations des femmes en particulier et la question du genre en général. Au Cameroun, et particulièrement dans la Région Nord Ouest du pays où de violents conflits continuent à susciter une attention locale, nationale et internationale, la participation des femmes aux politiques de renforcement de la paix reste minoritaire. Cette exclusion, réelle ou supposée, est liée aux fragiles efforts de consolidation de la paix qui ne sont pas seulement cosmétiques en apparence, mais participent d'un processus toujours fortement empreint de contradictions et de tensions. Répondre aux problèmes de la discrimination, des inégalités et des droits humains est un enjeu fondamental dans le processus de consolidation de la paix.

Le principe de base de la non-discrimination a été établi il y a plus de 63 ans, à la suite de la deuxième guerre mondiale, avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (cf. articles 2 & 7). La discrimination et l'exclusion se produisent par le biais des actions et des structures sociales, économiques et politiques. Il s'agit notamment des institutions officielles telles que le parlement, le gouvernement et les systèmes juridiques, aussi bien que des institutions officieuses que sont les normes et traditions qui influencent les rôles des femmes et des hommes dans la société. Beaucoup de choses ont été dites et écrites au sujet de ces rôles

\* Coordinatrice de la commission Justice et Paix, Bamenda, Cameroun

dans le conflit et le processus de consolidation de la paix, mais comment les femmes vivent-elles ce débat public d'un point de vue concret ?

Les femmes bénéficiant d'un haut niveau d'instruction et soucieuses de promouvoir l'égalité des sexes, qu'on regarde comme le fer de lance de la lutte contre les violences sexistes, qui plaident pour l'intégration massive des femmes aux postes de direction et aux fonctions décisionnelles et apparentées, sont elles mêmes victimes de ce qu'elles prêchent et de ce qu'elles défendent.

Elles sont victimes des violences sexistes contre lesquelles elles s'insurgent ; elles n'accèdent presque jamais aux postes de direction dans le gouvernement et d'autres institutions du pouvoir analogues ; les femmes mêmes, pour l'émancipation desquelles elles travaillent sans relâche, s'opposent farouchement à elles. Quelle est la valeur intrinsèque de la lutte constante menée contre la discrimination et de la promotion de l'égalité des sexes ?

Depuis la Déclaration Universelle des Droits de L'Homme 1948, jusqu'au Programme d'Action de Pékin 1995, l'Objectif 3 des Objectifs du Millénaire pour le Développement, les Résolutions 1325, 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discriminations à l'égard des Femmes ; le Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Droits de la Femme en Afrique ; la création de cadres permettant aux institutions gouvernementales de répondre aux préoccupations spécifiques des femmes et de la famille, et à beaucoup d'autres, laisse encore fort à désirer face à la situation difficile des femmes dans le processus de consolidation de la paix. Cela peut sembler pessimiste, même si ce n'est pas l'intention voulue. La question fondamentale qui demeure est comment transposer toute cette documentation et ces débats dans une action réelle en faveur des femmes et dans la promotion de l'égalité des sexes.

L'inégalité des sexes n'est pas habituellement perçue comme une cause majeure de conflit et on accorde souvent une moindre priorité aux mesures pour y remédier. Par exemple, la ressource la plus impor-



tante des femmes en milieu rural est la terre, mais en dépit de leur rôle et de leur contribution dans l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire, elles subissent une discrimination en matière de propriété, d'accès et de contrôle foncier. La capacité des femmes d'accéder aux terres et de revendiquer, faire valoir et défendre leurs droits à la propriété foncière et aux autres ressources naturelles est affaiblie par leur statut au sein des communautés autant que par les lois discriminatoires du droit légal ou coutumier. Leur situation devient encore plus délicate en période de conflits puisqu'elles perdent leurs terres agricoles et, par conséquent, leur principal moyen de subsistance.

Notre travail auprès des institutions locales pour la promotion de l'égalité des sexes a grandement contribué à démontrer qu'il est primordial pour la consolidation de la paix de répondre aux inégalités de genre suffisamment tôt. En premier lieu, nous axons nos efforts sur le changement des mentalités dans nos communautés par le biais de formations sur le leadership pour le changement non violent, en apportant notre aide et en menant des activités de plaidoyer en vue de réaliser une transformation systémique totale dans l'attitude des gens face aux conflits violents avec l'implication des femmes dans le processus.

Nous avons obtenu des résultats d'une portée considérable dans les institutions locales au sein de notre sphère d'influence, tels que l'aide au développement des politiques sociales où les femmes obtiennent des postes à responsabilité sous la direction des autorités traditionnelles, les Fons/Chefs selon le cas. C'est en agissant pour la promotion de l'égalité des sexes à un niveau local, où les changements fondamentaux peuvent engendrer une transformation institutionnelle formelle, que les préoccupations autour des pratiques discriminatoires dans le travail de la paix peuvent réellement traduire l'ensemble du vieux débat et des publications sur l'intégration des questions du genre avec les réalités de la vie de tous les jours.

# Construction de la féminité et son impact dans la situation socio-économique actuelle des femmes au Nord Cameroun

Par Viviane Tassi Bela\*

Longtemps confinées aux rôles de mère, d'épouse et de sœur définies par des lois traditionnelles invisibles mais assez puissantes pour être transmises de génération en génération et survivre au temps, les Femmes du Cameroun en général et du Nord Cameroun en particulier ont été souvent écartées de la scène politique. Considérées par les un(e)s comme inaptes à s'y intéresser et les autres comme étrangères à ce domaine longtemps réservé aux hommes, les femmes de ce pays d'Afrique Centrale ont pendant longtemps subi en silence cette exclusion contre laquelle aucune nouvelle idéologie ne semblait avoir de l'influence.

*« La place de la femme dans notre société est au sein de sa famille (...) Elle en est responsable aux côtés de son mari. Elle assiste ce dernier dans la résolution des défis que rencontre cette structure et ses activités principales doivent être liées à son rôle déterminant d'éducatrice (...) »*<sup>1</sup> affirmera-t-on publiquement le 16 Avril 2011 à Mokolo<sup>2</sup> lors de la journée Diocésaine de la Femme organisée par le CDD de Maroua et regroupant des centaines de personnes et représentations des ONGs venues de tous les coins du Nord Cameroun pour réfléchir ensemble sur la situation socioéconomique de la femme et définir unanimement des stratégies visant à améliorer ses conditions de vie.

1 Propos recueillis le 16 Avril 2011 lors de la journée Diocésaine de la Femme à Mokolo (Nord Cameroun)

2 Mokolo est une ville située dans le département du Mayo Tsanaga au Nord Cameroun

\* professionnelle d'appui SCP en Genre & Droits Humains et des Femmes, Saare Tabitha, Maroua, Cameroun

Une femme dont le « portrait social » semble être aujourd'hui encore, d'après la description faite officiellement par la plateforme électorale des Femmes de l'Extrême Nord (Mars 2007, p. 4)

*« Analphabète, ignorante de ses droits, traumatisée d'être mariée sans acte d'état civil entre 9 et 16 ans, victime de toutes formes de violences exercées sur les personnes de sexe féminin, se battant seule pour la survie de ses enfants, démunie économiquement ».*

Un portrait social de la femme du Cameroun que Jean Claude Barbier (1985, p. 14) confirmait déjà des décennies plus tôt. *« Par la maternité, qui est son rôle spécifique, la femme assure la reproduction biologique de la société (...) Fiancée parfois dès sa naissance, mariée souvent très tôt sans que son avis personnel soit toujours sollicité, elle doit se montrer soumise à son mari et à sa belle-famille, et ses velléités de divorce se heurteront à la nécessité de rembourser une compensation matrimoniale dont le montant est parfois très élevé. »*

Pourtant, le Cameroun semble être en Afrique Centrale le pays ayant ratifié la majorité des conventions internationales en matière de la promotion des droits Humains et de la Femme et compte aujourd'hui parmi les références souvent citées par des ONGs sur la question de l'importance du respect des droits Humains et des Femmes en Afrique Centrale<sup>3</sup>.

- ◆ *Le préambule de la Constitution Camerounaise qui pose le principe de l'égalité et l'intègre dans le bloc de constitutionnalité ;*
- ◆ *L'article 45 de la Constitution camerounaise dont la formulation consacre l'adoption du système moniste avec primauté du droit international ;*
- ◆ *La Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (article 3,4, et 7 notamment) (1994) ;*
- ◆ *La Déclaration du Millénaire (2000) qui définit les Objectifs du Millénaire pour le Développement à l'horizon 2015, et fixe à 30 % la masse*

<sup>3</sup> [http://morewomeninpolitics.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=46%3Aa-cceuil&Itemid=54](http://morewomeninpolitics.org/index.php?option=com_content&view=article&id=46%3Aa-cceuil&Itemid=54) (consulté le 01.09.2011)

*critique à partir de laquelle la participation des femmes permettrait de déclencher un développement significatif et durable au niveau national ;*

- ◆ *La Déclaration solennelle des Chefs d'Etat de l'Union Africaine sur l'Egalité entre les hommes et les femmes en Afrique (2004) ;*
- ◆ *Le Protocole à la Charte Africaine sur les Droits de la Femme dit Protocole de Maputo (2009) ;*
- ◆ *La Recommandation pertinente du Comité CEDAW (2009) sur la participation des femmes à la vie politique et à la vie publique.<sup>4</sup>*

Sur le plan national, des efforts (bien qu'ils soient encore insuffisants) sont parallèlement entrepris par le gouvernement en place à la suite de nombreuses pressions exercées aussi bien par la société civile au Cameroun que par une population féminine croissante et consciente de la nécessité de renforcer son statut socio-économique, politique et juridique.

Les femmes du Cameroun comme d'Afrique en général seraient alors plus que jamais actives dans leurs sociétés et conscientes de leur rôle de motrices socio-économique et politique. Elles aussi n'auraient visiblement « (...) *pas attendu l'avènement de la pensée féministe et des décennies mondiales de 1975 à 2005 pour participer à l'action politique.* » pour reprendre les termes de Fatou Sow du CNRS France sur son article sur les femmes et la politique en Afrique de l'Ouest (Mars 2005).

Pourtant ces légères avancées à l'échelle nationale, ne reflètent en aucun cas les disparités régionales constatées sur le terrain. Les statistiques publiées par l'OECD en 2010 annoncent par exemple qu' en moyenne 40 % de filles ne seraient pas scolarisées au Cameroun. Soit environ une femme sur deux serait encore analphabète dans un contexte mondial dont l'objectif socio politique commun semble être la diminution de la pauvreté de moitié à travers des actions telles la promotion de l'égalité des chances entre les sexes et l'autonomisation des femmes<sup>5</sup> d'ici à 2015. « *En 2005, un rapport de l'organisation non gouvernementale*

4 [http://morewomeninpolitics.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=46%3Aaccueil&Itemid=54](http://morewomeninpolitics.org/index.php?option=com_content&view=article&id=46%3Aaccueil&Itemid=54) (consulté le 01.09.2011)

5 <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/gender.shtml> (consulté le 02.09.2011)

*Equal Rights and Opportunity Forum (EROF), basée à Yaoundé<sup>6</sup>, estimait que, sur 1,7 million d'enfants n'ayant pas accès à l'enseignement primaire au Cameroun, 1,3 million d'entre eux étaient des filles (...) »<sup>7</sup>*

Ces chiffres ou taux de non scolarisation de la population jeune et féminine semblerai(en)t être à la hausse dans les régions du Nord Cameroun où de plus en plus de jeunes filles et femmes sont privées d'éducation et de l'accès à une formation professionnelle.

$\frac{3}{4}$  soit 75 % des filles et femmes de Mindif par exemple ne savent ni lire, ni écrire d'après les données récoltées dans le cadre des actions menées par le Programme Sensibilisation et Plaidoyer (PSP) de Saare Tabitha (PSP/Mindif – 2011).

Face à ces disparités régionales et à la marginalisation persistante des filles et femmes, il est très important dans le cadre de cet article, d'analyser de manière critique les bases de la construction de la féminité au Nord Cameroun et de voir dans quelle mesure ces valeurs et normes traditionnelles et socio culturelles ne constitueraient pas en soi, les fondements des discriminations persistantes dans cette partie du Cameroun.

## Pourquoi une réflexion axée sur les femmes au Nord du Cameroun ?

Le Nord Cameroun, d'après le rapport CEDAW de 2007<sup>8</sup>, serait aujourd'hui encore la région avec un taux de scolarisation les plus faibles de tout le pays. Les filles paieraient le lourd tribut de cette disparité. Le rapport publié par la fondation Salamaan basé au Nord Cameroun confirme : *« la jeune fille du Nord a toujours été considérée comme < femme > de maison. Par femme ici, nous entendons celle qui n'a pas droit à une*

6 Yaoundé est la capitale du Cameroun. Voir ici : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Yaound%C3%A9> (consulté le 29.08.2011)

7 <http://www.ipsnouvelles.be/news.php?idnews=8053> (consulté le 01.09.2011)

8 <http://www.fao.org/gender/landrights/fr/report/?country=CM> (Consulté le 17.09.2011)

*certaine liberté. Sa vie doit se passer dans un « saré » où elle est obligée de faire la cuisine, puiser de l'eau et faire tous les travaux ménagers. Pour les parents, la priorité est accordée aux garçons qui, selon eux, doit gagner sa vie pour les aider quand ils seront vieux ceci au détriment de leur fille qui devra se marier tôt ou tard et les quitter ».*

Le rapport du 08 Juillet 2006 indique par la suite, dans le souci d'illustrer ce problème de non scolarisation de la jeune fille/femme du Nord-Cameroun:

- ◆ Le taux de scolarisation des filles est de 56 % tandis que celui des garçons est de 89 %. Il est important de souligner que ce ne sont pas les filles autochtones seules qui atteignent ce taux car les filles allogènes se greffent à ce taux et le gonflent (statistiques de l'ex Délégation Provinciale de l'Education Nationale pour le Nord, 2003-2004) ;
- ◆ Le taux d'abandon à l'école pour les filles au primaire est de 76 % et est réparti comme suit :
  - Pour raison de mariage, 44 % ;
  - Pour raison volontaire, 20 % ;
  - Pour raison de renvoi, 12 %.

## Construction sociale de la Féminité au Nord Cameroun : Exemples des Femmes des communautés Peul ou Foulbé, Tupuri et Mafa

Le pagne<sup>9</sup> semble être l'accessoire commun à toutes les filles et femmes du Nord Cameroun. Indigo, fleuri ou avec des motifs traditionnels précis, elles apprennent dès le plus jeune âge à le nouer avec une simplicité et une élégance indescriptible autour de leurs hanches.

Les fondements de la femme sont ainsi posés inconsciemment ou sciemment par une société patriarcale qui en fixe les règles. La com-

<sup>9</sup> Le pagne est un tissu en coton fabriqué localement ou importé, servant de bases vestimentaires pour les Femmes au Nord Cameroun et dans les pays du Sahel

plexité dans le choix de cet accessoire ne semble faire peur à aucune de ces personnes de sexe féminin. Etre femme par ici, c'est aussi posséder l'art de le nouer. La manière de le porter permettra de définir l'appartenance sociale, religieuse et ethnique de la femme du Nord Cameroun.

La femme peule par exemple se devra de se couvrir complètement de cet accessoire et de cacher ce corps qui ne lui appartient guère. Elle prendra soin de rajouter un voile fin appelé *Suddaare* qui cachera ses cheveux, exprime son appartenance religieuse et la protège de tout regard trop insistant et de tout désir dont elle pourrait faire l'objet.

La femme Tupuri, prendra la peine lors de chaque apparition publique à veiller à ce qu'une partie de cette étoffe recouvre aussi son épaule. Elle gagnera ainsi le respect social dû à son rang. Ses cheveux seront toujours couverts par un foulard aux motifs identiques que l'étoffe nouée autour de ses hanches appelés *Sillabi* en langue Tupuri.

La jeune fille Mafa elle, nouera 2 pagnes autour de ses hanches pour accentuer sa jeunesse et son caractère de célibataire. La femme Mafa quant à elle s'assurera qu'un pagne est noué autour de ses hanches et un autre couvrira finement ses épaules larges et donnera du sérieux à son apparence sociale.

Aussi esthétique qu'apparait cet art de nouer le pagne, il exprime avant tout des attentes socio culturelles et traditionnelles sur l'image que doit représenter la femme dans les sociétés conservatrices de cette partie du Cameroun. Une image sociale renforcée par des valeurs identitaires asservissantes pour les femmes et défendues rigoureusement par des hommes, maîtres absolus du système traditionnel en place.

Le pagne serait donc la base de la féminité au Nord Cameroun. Le pantalon (réservé exclusivement aux hommes » et autres accessoires « occidentaux » n'y ont pas de place sociale pour la majorité d'entre elles. « *Une Femme ici qui porte le pantalon n'est pas respectée. Soit elle est une Gadamayo<sup>10</sup> soit elle est une prostituée...* » m'expliquera-t-on.

<sup>10</sup> Gadamayo désigne ici les personnes venant du Sud du Cameroun

Une classification fort marginalisante pour toutes ces autres femmes qui ont décidé d'exprimer autrement leurs féminités et appartenances socio culturelles. Leurs choix et libertés fondamentales semblent avoir un prix : celui du mépris.

Pourtant à Gazawa, une femme semble remettre toutes ces réalités discriminatoires en cause. Nommée 1<sup>ère</sup> Femme Sous Préfète en Février 2011, Mme Djeinabou Abdou fait partie de ces rares femmes qui ont troqué leurs pagnes pour un pantalon et sont convaincues de ce choix.

Lors de notre rencontre en Septembre 2011, elle mentionnait « *Prendre service ici n'a pas été facile. Les hommes ne sont pas habitués à être sous le commandement d'une femme. En plus lors de mes sorties officielles, je suis en pantalon. Un accessoire qui vient briser l'image qu'ils ont jusqu'ici de la femme dans cette partie du Cameroun.* » Une région, pour reprendre les termes du Lamido de Gazawa le 15 Octobre 2011 où « *Deux femmes sont égales à un homme (...)* »

Djeinabou Abdou aurait-elle perdue de sa féminité pour autant ? Loin s'en faut. Cette mère de 3 enfants, les cheveux cachés sous un voile « *Suddaare* » répond à certaines exigences socio culturelle et religieuses mais parvient aussi à rejeter toute attitude qui serait contraire au respect de ses Droits et Libertés.

« *La femme chez nous est responsable de l'éducation de ses enfants et du bonheur de la famille. Dès le bas âge, elle apprend à gérer un ménage et à comprendre l'importance du mariage. Dès qu'elle devient femme vers 13 ans, nous devons la marier. Sinon c'est une honte pour nous les parents. L'homme lui, doit travailler et gagner de l'argent pour nourrir sa famille. C'est notre tradition !* » me dira-t-on lors de mon intervention dans la communauté des hommes de Hina le 15 Octobre 2011.

Une communauté à majorité musulmane et Mafa qui met un accent particulier sur le mariage précoce de ses filles. Des filles formées dès le bas âge, à servir l'homme. Elles apprennent dès la naissance les bases de la féminité, l'art de nouer le pagne, de tenir un foyer et de se soumettre à la pensée de l'homme. On les rencontre difficilement dans les rues souvent désertes de Hina. Celles que nous croisons le jour du marché



sont protégées et accompagnées par un membre masculin de la famille ou originaires d'une localité environnante. « *Une fille sérieuse et une femme mariée qui se respecte ne sortent pas n'importe comment ici...* », me confie le frère Dieudonné de la Mission Catholique de Hina.

Dans les écoles et lycées publiques en place, elles ne représenteraient environ qu'un quart (¼) des effectifs. Les raisons données à leurs absences sont au premier abord d'ordre économique. « *Les parents sont pauvres par ici! Ils n'ont pas d'argent pour scolariser tous leurs enfants et doivent souvent faire un choix sur le garçon. La fille elle, se mariera et bénéficiera des avantages d'un mari éduqué...* » (Rapport PSP/Hina – 2011)

Le mari serait donc à lui seul détenteur des droits à l'éducation de sa future épouse? Il en jouirait exclusivement de leurs autres droits et libertés « communs/communes » et en donnera généreusement en cas de besoin exprimé par « sa » femme?

Ce n'est pourtant pas toujours le cas comme le démontrent les expériences que mon équipe et moi-même, dans le cadre de nos actions PSP de Saare Tabitha<sup>11</sup>, avons faites lors des différentes interventions de médiation dans des cas de conflits familiaux et communautaires. Les femmes se sont retrouvées privées dans 80 % des cas du droit au travail (dans les communautés musulmanes et chrétiennes). La privation par le mari du droit de la femme d'exercer une activité professionnelle ou génératrice de revenus est une violation du droit au travail et donc un délit que bon nombre d'entre eux semblent sous-estimer.

Les raisons avancées pour justifier un tel refus sont généralement d'ordre socio culturel.

L'homme (aussi éduqué soit-il) est traditionnellement responsable de l'activité économique de sa famille. N'est – il pas reconnu par toutes les institutions en place et lois en vigueur au Cameroun comme le « chef de famille » ? (Voir aussi article 213 du code civil Camerounais). Qu'en est-il de ces familles mono parentales gérées exclusivement par des

<sup>11</sup> Le PSP est un programme de Sensibilisation et de Plaidoyer de Saare Tabitha/UEBC opéré dans 7 zones d'intervention au Nord Cameroun. Le programme est en place depuis 2011 et géré par Viviane Tassi Bela en collaboration avec la Direction de la structure.

femmes ? La tendance est nouvelle par ici et de plus en plus forte en zones urbaines. De plus en plus de veuves ou de jeunes femmes divorcées (parce que mariées trop tôt de force) commencent à marquer le paysage social du Nord Cameroun. N'ont-elles pas aussi le droit au titre de leur statut social de « *cheffe de famille* », de travailler, de remplacer le pagne par un pantalon sans être considérées soit comme une *Gadamayo*, soit comme une prostituée ou femme sans mœurs?

Travailler et être en charge des revenus économiques de la famille est donc un aspect important de la masculinité renforcée par des réalités socio culturelles et exigences juridiques en place.

« *Etre un vrai homme, c'est d'abord pouvoir travailler afin de nourrir sa famille. Lorsque la femme travaille, on croit que le mari n'est pas capable de gérer les charges financières de la famille. Le mari est alors mal vu ! C'est pour cela que nos hommes ici partent toute l'année vers le Nigéria voisin, au Tchad ou dans le Sud du Cameroun pour chercher du travail. Nous les femmes, nous sommes seules toute l'année, travaillons dans les champs pour nourrir nos familles et attendons que nos maris envoient un peu d'argent.* » (Propos recueillis lors d'une intervention avec les communautés des femmes de Mustkar – Séance du 01 et 02 Octobre 2011 avec environ 300 Femmes)

Dans les communautés Mafa « *Le mari décide seul de tout ce qui concerne la vie de la famille. Il décide de l'âge auquel la fille devra se marier et la personne à qui il souhaite donner la main de sa fille. Chez nous, nous marions nos filles vers 14/15 ans. Elles doivent être fortes et bien travailler dans les champs. Une vraie femme doit aussi être capable d'exceller dans la préparation du Bil bil<sup>12</sup> et faire de l'élevage...* » (Entretien du 21.01.2012 avec Fadimatou, 44 ans. Femme originaire de Koza)

Face à ces valeurs fort controversées qui jouent un rôle identitaire important pour toutes les personnes de ces communautés, il importe cependant de souligner leur force discriminatoire et leur impact dans la situation socio-économique actuelle des femmes au Nord Cameroun.

12 Une boisson locale alcoolisée à base des céréales de mil

Une femme qui constitutionnellement est reconnue comme un être humain jouissant des mêmes droits que l'homme se retrouve dans les régions traditionnelles et conservatrices souvent privée de ses droits les plus fondamentaux pour les raisons mentionnées plus haut.

L'éducation classique de base qu'elle reçoit, soit 38 % des filles dans l'extrême Nord du Cameroun en bénéficieraient, (Voir rapport CEDAW/C/CMR/3, p. 74) ne met pas un accent soutenu sur cet aspect des choses. L'éducation traditionnelle quant à elle renforce son statut de future épouse soumise au service d'un homme et de sa famille. Les libertés dont elle jouira sont sujettes à la volonté exclusive de l'homme à qui elle sera confiée à un âge très jeune pour la majorité d'entre elles. Ses droits ne pourront être revendiqués que dans le cadre autorisé par son mari. Travailler ne fait pas partie de son domaine d'action sociale. A moins que ce soient des activités agricoles et d'élevages destinées à la consommation familiale. Pour le commerce, l'autorisation du mari sera souvent nécessaire. C'est aussi cela « être une vraie femme » par ici !

Dili Palai, originaire du Nord Cameroun, mentionnera dans son œuvre intitulé « Identité et culture au Nord Cameroun » (2008, p. 27) les réalités suivantes : « *Toute femme, pour donner à boire à l'homme, doit s'accroupir (...). C'est ainsi que la jeune fille qui ne se plie pas à une telle pratique est indexée et socialement sanctionnée. En plus des Peuls, cette posture est aussi adoptée chez plusieurs autres peuples. Les Guiziga, les Moundang, les Toupouri, les Mafa, les Guidar, etc. (...) La jeune fille apprend ces habitudes dès le bas âge et les applique à mesure qu'elle grandit.* »

Une attitude sociale que le système patriarcal exige des femmes au nom du respect et de l'honneur. Ne sont-elles pas constitutionnellement en droits et libertés égales aux hommes ?

Comment faire évoluer cet état des choses lorsqu'il semble si bien ancré dans les consciences et rigoureusement défendu par des lois invisibles en place.

Comment peut-on renoncer ainsi à l'apport des femmes dans des zones où la pauvreté est aussi extrême ? Elles représentent pourtant plus

de 50 % de la population et restent fortement exclues du monde du travail formel. Dans le secteur informel, leurs activités économiques se réduisent au commerce à faibles revenus (vente de fruits et légumes, petite restauration). Les activités à forts revenus (vente du gros bétail par exemple) se retrouvent concentrer exclusivement entre les mains des hommes.

Certaines des femmes que nous rencontrons dans le cadre de nos actions de sensibilisation et conscientisation en sont convaincues. L'éducation traditionnelle qu'elles ont reçue et leur statut social actuel de « femme soumise » serait un idéal qu'elles apprennent à défendre au nom de certains hommes avec beaucoup de vigueur lors des rencontres de réflexion planifiées à cet effet. Le résultat d'une influence socio-culturelle pour celles qui restent soigneusement cloîtrées dans des réalités aux valeurs statiques ou celui d'une conviction personnelle objectivement développée au fil des années d'expérience et de vie ?

Nous ne le saurons guère. Cependant défendre des abus, mépris et violations exercés sur la femme au nom de la tradition et des valeurs discriminatoires sont un crime que nul ne peut justifier.

# Regard sur la condition de la femme et de la jeune fille camerounaise

*Par Stephanie Knott\**

« J'ai toujours raison, parce que je suis un homme et l'homme est supérieur à la femme » m'explique un taximan à Douala.

Mais non! Le monsieur ne blaguait pas, tous les hommes au Cameroun, à quelques exceptions près, sont d'avis que l'homme en général est supérieur à la femme. C'est en fait la résultante du système patriarcal qui prévaut selon lequel la préférence pour le sexe masculin est érigée en norme sociale de référence. Ce système est favorisé d'abord par le cadre juridique national lui-même qui, malgré la ratification par le Cameroun de divers textes sur la promotion des droits de la femme et la lutte contre les discriminations, contient encore des dispositions discriminatoires à l'égard de la femme. Par exemple, selon les textes qui régissent les régimes matrimoniaux au Cameroun (Code Civil et Ordonnance de 1981 relative à l'état civil), l'homme est le bénéficiaire de plusieurs privilèges notamment: il est le chef de la famille et par conséquent, est le seul administrateur des biens communs (art. 213 du Code Civil) ; il a le choix du domicile conjugal ; il peut, dans l'intérêt du ménage et des enfants, interdire à son épouse majeure d'exercer son droit au travail (Les articles 223 du code civil et 74 de l'ordonnance du 29 juin 1981) ; il a le choix d'une polygamie illimitée ; son âge minimal pour le mariage est de 18 ans et celui de la fille est de 15 ans ; les amendes et autres réparations encourues par l'homme se recouvrent sur les biens communs,

\* professionnelle d'appui SCP, Département de l'Union des Femmes Chrétiennes, Duala, Cameroun

tandis que le recouvrement de celles encourues par la femme ne peut se faire que sur la nue propriété de ses biens personnels tant que dure la communauté (l'article 1564 du code civil). En plus de ces dispositions qui existent dans le droit écrit, plusieurs coutumes (c'est une source importante de droit au Cameroun) applicables devant les cours et tribunaux sont discriminatoires à l'égard de la femme/fille pour ce qui est du droit à la succession ou du droit à la propriété foncière. Généralement, on considère dans ces coutumes que la femme, qui est appelée à aller se marier ailleurs, ne saurait confondre le patrimoine de son mari à celui de son père qui appartient à ses descendants mâles et avec qui elle ne peut discuter l'attribution ou la jouissance des biens successoraux.

Tous ces privilèges qui sont construits pour servir la puissance phallocratique ont plusieurs conséquences sur la vie de la femme. Déjà dans les familles, elles sont victimes de plusieurs formes de violences. Il y a d'abord les violences sexuelles. En effet, plusieurs femmes venant de différentes régions au Cameroun m'ont raconté qu'elles sont obligées d'entretenir des rapports sexuels avec leur mari selon le bon vouloir de ce dernier qui n'hésite pas à brandir sa casquette de chef de famille et le fameux devoir de cohabitation prévue par la loi qui est vite transformé en « obligation de consommation » pour la femme. C'est un construit social que l'imaginaire populaire a accepté, ce qui se traduit d'ailleurs dans les chansons à succès comme celle du musicien camerounais Mathématique de Petit Pays qui dit : « Si tu aimes ton gars serres-le fort », ou encore celle de Lady Ponce qui affirme que « L'homme c'est le ventre et le bas ventre ».

Il y a ensuite d'autres formes de violences qui sont liées à des pratiques coutumières néfastes notamment les rites de veuvage, le repassage des seins, le mariage forcé et précoce et l'excision. Pour ce qui est des rites de veuvage, « plusieurs de leurs aspects continuent à s'apparenter à des traitements inhumains et dégradants: avilissements, négation de leur dignité, atteinte à leur intégrité physique et morale par les souffrances, les privations, les humiliations, les brimades, les rites de

purification sur fond de culpabilité»<sup>1</sup>. Plusieurs veuves m'ont témoigné qu'elles ont été obligées de se faire raser leur tête ainsi que les parties intimes, de se mettre à nu publiquement, de manger dans un même plat non lavé pendant plusieurs mois, de ne pas se laver ni faire sa toilette intime des mois durant, de dormir à même le sol sur des feuilles de bananier et de passer de dures épreuves de déculpabilisation. Concernant le repassage des seins, il est question d'un rite très douloureux qui est supposé empêché la jeune fille d'attirer l'attention des garçons par un développement mammaire précoce. Pour ce faire, dès les premiers signes d'apparition des seins, on doit les repasser régulièrement à l'aide d'une pierre ou d'un pilon bien chaud. Grâce aux campagnes de sensibilisation et de démythification, ce rite cruel et inhumain n'est plus beaucoup pratiqué comme par le passé, mais il existe encore des poches de résistance dans certaines parties du pays. S'agissant du mariage forcé ou précoce, c'est une pratique qui est intimement liée à l'exigence abusive de la dot qui s'apparente à une sorte de marchandisation de la jeune fille. Cette dernière, contre sa volonté et malgré son très jeune âge, doit être offerte au plus offrant compte non tenu de l'écart d'âge qui peut aller parfois à plus de 50 ans. C'est ainsi que beaucoup de jeunes filles qui en sont victimes vivent leur relation conjugale dans une captivité totale où elles sont privées de toute liberté et doivent servir la libido égoïste de leur prétendu mari. Beaucoup qui s'échappent de cette situation se retrouvent dans la rue par peur de rentrer en famille subir les représailles de leurs parents et de la communauté entière. Elles sont donc rapidement récupérées par les proxénètes qui les prostituent. Enfin, l'excision est une autre pratique douloureuse qui vise à supprimer tout plaisir sexuel chez la femme à travers l'enlèvement de son clitoris. C'est encore une forme de domination de l'homme qui cherche à réduire la femme au statut d'objet pour assouvir ses propres exigences sexuelles. Il faut tout de même relever que de même que le repassage des

<sup>1</sup> Voir l'étude du Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRC) : « Dot et rites de de veuvage : pratiques sociales et souffrances féminines », 2006

seins, la pratique de l'excision à presque disparue dans la majorité des coutumes.

En dehors de toutes ces violences, les femmes sont confinées aux rôles les moins valorisant de la société: en famille, elles ne sont bonnes qu'à la cuisine, au champ ou que pour l'éducation des enfants ; en société elles sont ménagères, vendeuses de beignets, « Bayam salam », « Call-boxeuse », secrétaires, cuisinière ou encore agent d'entretien. Un autre jour par exemple, quand je voulais tester un resto fast food neuf, j'ai demandé au monsieur derrière la caisse quelle sauce il y avait sur le hamburger. Le monsieur, d'un air confiant et imposant m'a répondu d'une voie forte : « Comment pouvez-vous me demander chose pareille ? Je ne suis pas une femme, je ne travaille pas dans la cuisine! »

Bref, ce patriarcat au Cameroun dévalorise la femme et empêche l'éclosion de ses talents tant il est vrai que nous connaissons la capacité de la femme à bien diriger lorsqu'elle occupe un poste de responsabilité.

En effet, dans le cadre de mon travail comme professionnelle d'appui au Cameroun, je suis toujours impressionnée par les femmes leaders que je rencontre. C'est vrai qu'elles ne sont pas nombreuses comparés aux hommes leaders, mais leurs façon de s'exprimer, de se comporter et d'agir est souvent très spéciale selon moi. Elles ont souvent un charisme et un caractère qui impose le respect ainsi des compétences exceptionnelles qui inspirent confiance. Dans tous les cas, de telles femmes que j'ai rencontrées sont restées dans ma mémoire plus que la plupart des hommes que j'ai rencontré. Les femmes sont en général de très bons managers même en famille. Sur le plan économique, j'ai constaté que la majorité d'entre elles sont membre d'au moins une tontine dans laquelle, elles épargnent en groupe pour mieux gérer les cas d'imprévus comme les maladies dans leur famille. Malgré que ces familles soient généralement très grandes avec beaucoup d'enfants à nourrir, à soigner et à envoyer à l'école, la femme parvient toujours à « joindre les deux bouts ». Je me demande toujours pourquoi ces qualités de la femme ne sont pas exploitées dans le domaine des entreprises où elles pourraient faire des miracles!



En dépit de toutes ces pesanteurs, il faut reconnaître les progrès réalisés pour l'émancipation de la femme camerounaise.

Déjà, il faut apprécier à sa juste valeur la ratification par le Gouvernement de plusieurs conventions internationale notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) qui dispose en substance que « ...le développement complet d'un pays, le bien-être du monde et la cause de la paix demandent la participation maximale des femmes à égalité avec les hommes, dans tous les domaines. »<sup>2</sup> Il s'agit également du Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique, adopté par la 2<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence de l'Union de Maputo en juillet 2003, dont l'article 9 dispose que « les femmes soient des partenaires égales des hommes à tous les niveaux de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et des programmes de développement de l'État » et que « Les États assurent une représentation et une participation accrues, significatives et efficaces des femmes à tous les niveaux de la prise des décisions ».<sup>3</sup>

Sur plan interne, le principe d'égalité est clairement affirmée par la Constitution et plusieurs autres lois nationales comme le Code pénal et le Code du travail. En plus, la préoccupation du genre est pris en compte de plus en plus dans la plus part des documents de stratégie nationale comme la Vision 2035 et le Document de la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi.

Par ailleurs, dans le cadre de la vie politique au Cameroun, la situation de l'intégration de la femme a beaucoup changé par rapport au tout premier gouvernement camerounais formé le 16 mai 1957 qui ne comprenait aucune femme, pas plus que le deuxième, formé le 20 février 1959<sup>4</sup>. Aujourd'hui, il y a 13,89 % des femmes dans l'Assemblée nationale.

2 Voir la site web de Woman Watch :

<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm>

3 Voir le site web de la commission africaine des droits de l'homme et des peuples :

[http://www.achpr.org/francais/\\_info/women\\_fr.html](http://www.achpr.org/francais/_info/women_fr.html)

4 Accompagnement de Cameroun tribune « Femme », Janvier 2012, page 14

Parmi les postes comme ceux de maires (339), la représentation des femmes est encore très petit (2,9 %) mais en ce qui concerne les postes d'adjoints au maire, la situation change un peu : pour les 1er adjoints aux maires par exemples, les femmes ont un taux de 10,9 %. Dans le commandement 1,1 % des femmes sont sous-préfet mais aucune d'elles n'est Gouverneur, Préfet ou Chef de District.<sup>5</sup>

Il faut aussi mentionner que dans les élections présidentielles de 2011, il y avait trois candidates femmes parmi lesquelles, Madame WALLA KAHBANG Edith qui a obtenu la 6<sup>ième</sup> place parmi 23 candidats.

Malgré une amélioration de la situation de la femme au Cameroun depuis les années 1950, l'équilibre du genre n'est pas encore obtenu et il ne s'agit pas d'un objectif qui est vite à atteindre mais plutôt un long chemin à parcourir. Cela concerne non seulement la politique, mais aussi l'économie et les Eglises qui jouent un rôle important au Cameroun. Les Eglises sont rempli par plus de  $\frac{2}{3}$  des femmes chaque dimanche, par contare aux postes de pouvoir des Eglises il n'y'a souvent aucune femme. Les femmes sont souvent regroupées dans un département des femmes.

Le 8 décembre 2004, le Ministère de la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF) a été crée au Cameroun.<sup>6</sup>

Tous ces efforts sont louables et ne peuvent servir à quelque chose que plusieurs défis sont relevés. Le premier défi concerna la prise de conscience d'abord par la femme elle-même. Elle doit déconstruire dans son imaginaire l'idée selon laquelle est inférieure à l'homme. « Tu ne peux jamais gagner contre un homme, une femme ne peut pas gagner un homme » m'expliquait ma copine un jour alors qu'elle était entrain de jouer au tennis de table avec un monsieur. Je me suis peinée en vain à lui expliquer que le tennis de table est un jeu technique qui n'a rien à voir avec les attributs féminins ou masculins d'une personne. C'est pour cette raison que beaucoup de femmes ont très peu de confiance en elles-mêmes et ont souvent peur d'oser quelque chose. Il faut ensuite que

5 Accompagnement de Cameroun tribune « Femme », Janvier 2012, page 2 et 3

6 Voir site web de la Présidence de la République du Cameroun:  
[http://www.prc.cm/index\\_fr.php?link=promotion\\_de\\_la\\_femme](http://www.prc.cm/index_fr.php?link=promotion_de_la_femme)

l'homme aussi prenne conscience qu'à lui seul il ne peut pas construire le Cameroun et qu'il a besoin de la contribution de la femme qui autant que lui a les potentialités pour y prendre une part active.

Un autre grand défi pour l'amélioration de la situation de la femme au Cameroun est de combattre la jalousie entre les femmes elles-mêmes. Au lieu de se réjouir pour la réussite sociale d'une autre femme, j'ai souvent remarqué que beaucoup de femmes réagissent jalousement et avec beaucoup de mépris envers elle, même si c'est un membre de leur famille. Cette situation est un facteur déstabilisant qui amène à perdre confiance en soi et à utiliser son temps pour résoudre ou échapper à des conflits inutiles. Il est donc important que les femmes se soudent les coudes et se soutiennent entre elles pour être plus fortes et jouer leur véritable rôle dans la société.

Un autre défi est de lutter contre les abus sexuels sur les femmes qui le plus souvent sont contraintes d'octroyer des faveurs aux hommes pour trouver ou garder un emploi. Une de mes copines par exemple, qui travaillait dans une grande société de la place, a perdu son poste, parce qu'elle refusait les offres immorales de son patron. En faisant une recherche sur cette problématique, je suis tombée sur plusieurs histoires similaires à celle de ma copine. Involontaire ou volontaire, le sexe est devenu une arme d'attaque et de défense dans plusieurs situations de la vie au Cameroun, que ce soit pour de l'argent, pour la nomination, pour gagner un marché ou pour passer un concours. C'est ainsi que par exemple, beaucoup de femmes et de filles sont obligées, sous le prétexte de la pauvreté, de vendre leur corps dans le circuit de la prostitution entretenu par des pères et grand-pères friqués et fringués qui n'hésitent pas à payer cher pour assouvir leurs pulsions sexuelles sur des enfants à peine pubères. Une soirée, en partant à la maison, j'ai discuté de ce sujet avec mon taximan. Il m'a raconté beaucoup de vérités sur la vie des prostituées à Douala. Comme beaucoup d'hommes, il était habitué à fréquenter ces endroits. Je lui ai alors demandé de me faire un tour de promenade dans ces coins pour me montrer la situation réelle. J'ai été choquée de voir parmi ces filles un nombre inestimable de filles qui me

paraissaient très jeunes surtout au quartier Dakar et Elf, au carrefour qui porte le nom célèbre de « J'ai raté ma vie ». Plus de 30 % des prostituées camerounaises sont séropositives<sup>7</sup>.

Il est alors très important de développer les perspectives financières pour la jeune fille et la femme Camerounaise, pour lui donner la possibilité de faire son choix elle-même, si elle veut vraiment rester avec un homme sans y être obligée seulement à cause du manque des moyens.

Le premier pas à faire c'est d'abord d'envoyer les filles à l'école avant de leur faire apprendre un métier. Parmi tous les pourcentages de niveau d'instruction, le plus grand pourcentage des femmes (29,9 %) est sans niveau, pourtant chez les hommes, le plus grand pourcentage a fini l'école primaire 2, en général, dans le secteur rural, le niveau est beaucoup plus bas que dans le secteur urbain<sup>8</sup>. Une raison pour ce décalage de niveau est le fait que beaucoup de femmes tombent enceintes pendant la scolarité et sont parfois contraintes d'abandonner pour aller en mariage. Dans une conversation avec un professeur d'un grand collège à Douala, il me parlait des règles de son établissement en ces termes : « Si une élève tombe enceinte alors qu'elle n'est pas mariée, elle doit quitter l'école à l'instant. Si elle est mariée elle peut continuer à fréquenter. Nous sommes une institution sérieuse. » Je me suis alors demandé si le garçon ou l'enseignant qui a enceinté la fille sans la marier doit également quitter l'école. Evidemment, ce n'est pas le cas ! Il faut donc combattre ces pratiques et favoriser l'instruction de la jeune fille pour mieux préparer son insertion dans la vie active.

Un autre défi majeur à relever pour améliorer le statut socioéconomique de la femme est le chômage. En effet, au Cameroun, comme dans beaucoup d'autres pays africains, il n'est pas toujours facile de trouver un emploi étant jeune. A cause de cela, beaucoup de jeunes veulent quitter le Cameroun et commencer une nouvelle vie en Europe soit dans le cadre des études ou de l'immigration clandestine. Cette situation est

<sup>7</sup> Source : AIDS Epidemic Update 2009 – Fact Sheet Sub-Saharan Africa

<sup>8</sup> Accompagnement de Cameroun tribune « Femme », Janvier 2012, page 2 et 3

favorisée par les préjugés « d'eldorado européen » encouragés par les images de télévisions et les témoignages de richesse parfois tronqués de certains camerounais qui ont vécu ou qui vivent encore en Europe. Bien sûr que les européens eux-mêmes donnent aussi l'image d'avoir un standard de vie très élevé comparé aux nationaux à travers leurs grosses voitures et leurs belles villas. « Même le feu ne peut pas m'arrêter, je suis un homme » me disait un garçon avant de quitter le Cameroun pour aller en Espagne par route et bateau. Malheureusement il n'a pas encore pu réaliser son rêve, car il a été bloqué en Algérie où il a d'ailleurs retrouvé beaucoup de ces compatriotes qui sont dans la même situation. Des stratégies doivent donc être développées pour éviter cette situation qui est toujours susceptible d'entraîner des révoltes comme ce fut le cas en 2008 lors de ce que beaucoup on appelé « la grève de la faim ».

Il faut alors féliciter à sa juste valeur le Conseil d'administration d'Entreprises du Cameroun (Ecam) qui a promis en novembre 2011 l'« Horizon 100.000 emplois 2015 ».

En résumé, je suis convaincue que malgré toutes les situations de discrimination qui existent à l'égard de la femme et de la jeune fille camerounaise et qui empêchent leur épanouissement et leur contribution au développement du pays, il existe de véritables leviers sur lesquels on peut s'appuyer pour apporter des changements. Le premier levier est celui de la solidarité féminine qui doit amener les femmes à s'entre-aider et à se soutenir mutuellement pour faire éclore et développer leurs talents. Le deuxième levier est celui de la prise de conscience par la femme elle-même de ses potentialités en termes de nombres (50,5 % de la population totale), de responsabilité sociale (mère de la famille, mère de l'humanité) et de capacité de gestion. Un troisième levier concerne la volonté de l'Etat à assurer la promotion de la femme et de la fille à travers des engagements et actions tant sur le plan national qu'international. Un dernier levier concerne la nécessité de réinventer les multiples us et coutumes qui ont cours au Cameroun pour les toiletter de tous les aspects déshumanisants et discriminatoires et n'en garder que les aspects symboliques qui traduisent la véritable humanité afri-

caine, respectueuse des droits et de la personne. Ce n'est qu'en activant ces différents leviers que les hommes et les femmes peuvent coexister et coagir non plus dans le sens d'un asservissement, mais plutôt dans celui d'un partenariat social réciproquement bénéfique et porteur d'avenir. Cela demande un changement des mentalités et de paradigmes, une participation comprise et partagé au processus du développement, à la préservation de la paix, à la gouvernance et au leadership. En fait, il doit s'agir d'une vision de genre transversal qui doit englober les composantes sociales, économiques, culturelles, politiques et religieuses.

*Fait à Douala en Février 2012*

# Ma tante, la vie, les Eglises et « Le Bien »

*Par Flaubert Djabateng\**

« Le Bien » est universel dit-t-on ici chez moi au Cameroun. « Ce qui est bien est bien », aime-t-on à répéter. Une façon de reconnaître que l'on n'a pas besoin d'appartenir à un groupe, une classe, une ethnie, une race, etc. pour reconnaître le bien en tant que tel. Celui qui fait du bien peut se retrouver dans tous les regroupements du monde. Le bien est ici un acte envers autrui pour l'aider, le soutenir, réduire sa souffrance, un acte qui permet à son prochain de sortir d'une situation difficile pour une situation meilleure. Faire du bien peut tout simplement dire donner à manger à quelqu'un qui a faim, ou encore lui donner de l'eau à boire, le soigner, cela peut aussi signifier empêcher qu'il ne vive l'injustice, le rassurer, lui faciliter la tâche devant une difficulté, le protéger, lui permettre d'avoir un nouveau statut, une nouvelle situation comme un emploi ou une possibilité de gagner sa vie. Faire du bien recouvre des dimensions multiples : un comportement, une attitude, un service, une aide ponctuelle ou même durable.

Tout jeune je me suis retrouvé dans le dilemme de ne pas savoir trancher qui de l'Eglise importée (chrétienne) ou de l'Eglise traditionnelle faisait du bien. L'Eglise traditionnelle chez nous est souvent réduite au culte des ancêtres. Mon peuple vénère les ancêtres, il leur voue un culte, et pour le mettre en oeuvre, il a ses prêtres et prêtresses. Mais, il n'y a pas que le culte, il y a tout un savoir vivre qui régent la vie de celui qui croit aux ancêtres. Reconnaître les ancêtres donne droit aussi à des services et ouvre des perspectives vers plus de santé, plus de bonheur,

\* Bafoussam, Cameroun, noyau d'accompagnement SCP/EED pour l'Afrique

plus de protection et de bénédictions. Je pense qu'un des fondements du dynamisme bamiléké se trouve dans sa religion traditionnelle.

Ma tendre enfance s'est passée avec ma tante, Megni Nguéda, une belle femme élégante, grande de taille et avec beaucoup de caractère. Megni Nguéda était une prêtresse de la religion traditionnelle, Elle n'était pas mariée et n'a pas eu d'enfants. J'ai été un de ses enfants, car chez nous une femme peut recevoir de ses sœurs des enfants qui vivent avec elle et elle les considère comme les siens. Le fait de ne pas se marier n'est pas une prescription de la religion traditionnelle, mais un fait de société. Selon les explications de ma mère, les femmes comme ma tante ne trouvent pas d'hommes à leur niveau. Présider des cérémonies du culte traditionnel leur confère un pouvoir du fait de leur place dans la société, en plus, leur qualité de prêtresse leur attribue des dons surnaturels de voyance et de vision. Pour ma mère, très peu d'hommes peuvent s'accommoder de vivre avec des femmes aussi puissantes. Le plus difficile étant de cohabiter sans secrets, car une prêtresse voit tout et sait tout. Devant elle, vous êtes « transparent ».

Ma maman Megni Nguéda, recevait chaque jour 10 à 30 personnes souffrantes à qui elle prodiguait des traitements. Elle travaillait 6 jours sur 7, jamais le dimanche. La plupart des patients étaient des enfants et les maladies étaient très souvent celles que la médecine moderne avait été incapable de traiter. Elle fabriquait elle-même ses potions, faisait elle-même la cueillette des « herbes » nécessaires pour les cures. Certaines écorces et amulettes, elle les achetait chez des marchands spéciaux réservés aux prêtres et prêtresses.

Megni Nguéda avait dans sa maison un espace sacré où coulait une source qui n'a tari qu'à sa mort. Certaines phases de traitement se faisaient à cet endroit où elle donnait à boire de l'eau de source avec comme gobelet des coquilles d'escargot. Cette eau était toujours très rafraichissante avec un goût spécial. Parfois, pour des cas difficiles, Megni Nguéda officiait dans la « forêt sacrée » de la famille du patient. Avant le « modernisme », chaque famille avait sa forêt sacrée, un lieu pour le culte des ancêtres de la famille. Celui qui avait besoin d'observer



un rite de ce culte se faisait aider par le chef de famille ou bien recherchait les services d'un prêtre ou d'une prêtresse.

Megni Nguéda a soigné de nombreuses personnes et guéri des centaines d'enfants. Je l'ai vu délivrer plusieurs hommes et femmes de sortilèges et de possessions. Elle recevait toutes les personnes en difficulté, sans distinction, riches et pauvres, hauts dignitaires et simples citoyens. Megni Nguéda n'avait pas de hiérarchie à consulter, pas de supérieur à qui rendre compte. Selon elle, elle faisait ce que « Dieu » qui l'avait choisie lui demandait de faire. Seul le Chef du village, qui est aussi chef spirituel, pouvait lui donner des ordres.

Puis un jour, je me suis retrouvé au collège et pendant le cours de catéchèse, l'enseignante m'a dit que tout ce que faisait Megni Nguéda venait du « diable ». Elle et plusieurs autres ont essayé de me démontrer que Megni était le fruit du « péché », qu'elle était au service du mal. Certes, je me suis fait baptiser, je suis un chrétien, mais jusqu'à ce jour je ne peux pas voir Megni Nguéda comme une personne faisant du mal.

En regardant tous les maux de notre société actuelle, il m'arrive encore aujourd'hui des moments de questionnement très forts sur le rôle de l'Eglise chrétienne. Quand j'écoute un prêtre ou un pasteur, se prenant pour le représentant de Dieu sur terre et parfois désigné comme tel, mais par ailleurs sans formation et sans éthique, débiter du haut de sa chaire, des inepties à des milliers de fidèles venus l'écouter, je me demande qui fait le bien ? Et le plus inquiétant est que les institutions des différentes Eglises chrétiennes semblent pour la plupart cimenter cette attitude et en faire un système qui méprise nos cultures, nos traditions et nos racines. Et pourtant, il y a dans nos religions traditionnelles des trésors de sagesse et de spiritualité que tout être aspirant au bien, tout chrétien, devrait vouloir intégrer et valoriser.

# En Afrique, un pas en arrière sur les droits de l'homme

*Desmond Tutu\* sur l'homophobie en Afrique*

La haine n'a pas sa place dans la maison de Dieu. Personne ne devrait être exclu de notre amour, notre compassion et nos préoccupations en raison de sa race ou son sexe, sa foi ou son origine ethnique – ou à cause de son orientation sexuelle. Tout comme personne ne devrait être exclu des soins de santé pour l'un de ces motifs. Dans mon pays d'Afrique du Sud, nous avons lutté pendant des années contre le système diabolique de l'apartheid qui a divisé les êtres humains, les enfants du même Dieu, par la classification raciale et a ensuite nié les droits humains fondamentaux d'une bonne partie de la population. Nous savions que ce n'était pas correct. Heureusement, le monde nous a soutenus dans notre lutte pour la liberté et la dignité.

Il est temps de se lever contre un autre mal.

Gays, lesbiennes, bisexuels et transgenres font partie de tant de familles. Ils font partie de la famille humaine. Ils font partie de la famille de Dieu. Et bien sûr, ils font partie de la famille africaine. Mais une vague de haine se répand sur mon continent bien-aimé. Les gens sont encore privés de leurs droits et libertés fondamentaux. Des hommes ont été faussement accusés et emprisonnés au Sénégal, et les services de santé pour ces hommes et leur communauté ont souffert. Au Malawi, des hommes ont été emprisonnés et humiliés pour avoir révélé leurs relations avec d'autres hommes. Ce mois-ci, des foules au Mtwapa Town-

\* L'auteur est archevêque émérite de Cape Town, en Afrique du Sud. Il a gagné le Prix Nobel de la Paix en 1984.

ship, au Kenya, ont attaqué des hommes qu'ils soupçonnaient d'être gay. Des chefs religieux Kenyans, j'ai honte de le dire, ont menacé une clinique offrant des services liés au VIH parce qu'elle fournissait des services à tous les membres de cette communauté, les clercs voulaient que les hommes homosexuels en soient exclus.

« Le parlement ougandais a discuté de loi qui rendrait l'homosexualité passible de la réclusion à perpétuité, et des législations plus discriminatoires encore ont été débattu au Rwanda et au Burundi. Ces reculs sont terribles pour les droits de l'homme en Afrique. Nos frères et sœurs les lesbiennes et gays à travers l'Afrique vivent dans la peur. Et ils vivent dans la clandestinité – loin de soins, loin de la protection que l'État doit offrir à chaque citoyen et à l'écart des soins de santé dans l'ère du SIDA, quand nous tous, en particulier les Africains, devons avoir accès aux services essentiels de VIH. Que cette propension à l'intolérance soit orchestrée par des politiciens à la recherche de boucs émissaires pour justifier leurs échecs multiples et répétés n'est pas surprenant. Mais c'est une grave erreur causant un préjudice plus important encore que cette intolérance soit faite au nom de Dieu. Montrez-moi où le Christ a dit : « Aime ton prochain, sauf l'homosexuel ». Les gays, sont eux aussi, créés à l'image de Dieu. Je n'aurais jamais adoré un Dieu homophobe.

« Mais ils sont des pécheurs », me répètent souvent les prédicateurs et autres politiciens. Ils ont choisi une vie de péché pour laquelle ils doivent être punis. Mes amis scientifiques et médecins ont partagé avec moi une réalité que tant de personnes homosexuelles ont confirmée. J'ai l'intime conviction, pour être franc, que personne ne choisit d'être gay. L'orientation sexuelle, comme la couleur de la peau, est une autre caractéristique de la diversité de la famille humaine. N'est-il pas étonnant que nous soyons tous créés à l'image de Dieu, et qu'il y ait une si grande diversité parmi son peuple ? Dieu aime t-il ses enfants à la peau claire plus ou moins que ceux ayant la peau sombre ? Les plus braves que les timides ?

Lequel d'entre nous peut saisir l'esprit de Dieu si bien qu'il puisse décider pour lui qui est inclus, et qui est exclu, du cercle de son amour ?

Cette vague de haine doit cesser. Que les politiciens qui profitent de l'exploitation de cette haine, ne soient pas tentés par ce moyen facile de tirer profit de la peur et l'incompréhension. Et mes collègues clercs, de toutes confessions, doivent défendre les principes de dignité et de fraternité universelle. L'exclusion n'est jamais la voie à suivre sur nos chemins communs à la liberté et de justice.

*Sources:* <http://www.africaso.net>

## Religions et homosexualité : la situation camerounaise

Atelier sur le thème : Droits de l'Homme et  
minorités sexuelles au Cameroun

*Organisé par l'Association SID'ADO*

*Communication par Rév. Jean-Blaise Kenmogne\**

### Préalables

Pour aborder la question de l'homosexualité du point de vue des religions, il est important de poser trois préalables indispensables.

Le premier préalable, c'est de prendre conscience d'une évidence de la Palisse : les religions sont *ondoyantes et diverses* dans leur évolution historique et dans leur occupation de l'espace humain. Cela signifie que sur tout problème humain, il est impossible de dégager d'elles une vision unique et une réponse absolue que l'on pourrait brandir comme leur sceau universel, toujours et partout. Dans leur évolution et dans leur inscription dans les espaces sociaux, elles ne disent pas une vérité monolithique et immuable. Elles changent, se combattent, se contredisent, rectifient leur perception du monde, changent leur herméneutique de leurs intuitions fondatrices et de leurs textes de base. Elles dépendent ainsi de l'air du temps, de la culture ambiante, des valeurs dominantes et d'intérêts hégémoniques qui nous empêchent de les réduire à un dénominateur commun sur une question aussi sensible que l'homosexualité dans la société camerounaise. En plus, il n'est pas dit que les religions telles qu'elles sont aujourd'hui seront encore pertinentes face aux problèmes de demain. Elles devront innover dans leur perception de la réa-

\* Docteur en Droits de l'Homme, Directeur Général du CIPCRE

lité et inventer des solutions qui n'auraient rien à voir avec notre vision actuelle du monde. Elles sont donc ancrées dans le concret des évolutions historiques où elles s'inventent et se réinventent un sens dans l'immensité des questions auxquelles les sociétés sont confrontées.

Le deuxième préalable sur lequel je voudrais attirer votre attention, c'est que chaque personne et chaque peuple disposent d'un espace critique à partir duquel ils sont capables de remettre en question les affirmations et les prises de position de telle ou telle religion sur tel ou tel problème, quand on se rend compte que ces prises de position vont à l'encontre de certains principes vitaux que l'on pense inviolables et fondamentaux pour l'humanité. Le philosophe français Jean Nabert appelle cette capacité de discernement *la critériologie du divin*, c'est-à-dire le critère éthique de fond à partir duquel nous pouvons dire que ce qu'affirme une religion trahit l'humain au lieu de l'affermir et de l'enrichir. Un exemple concret : lorsque dans les textes bibliques, nous voyons fermement affirmé que Dieu ordonne des massacres des peuples et cautionne des génocides, la critériologie du divin nous oblige à dire que ces textes sont des manipulations humaines et que Dieu, s'il est Dieu, ne peut être un « exterminateur » et un « génocideur ». Si, aujourd'hui même, un prince de l'Eglise ordonne au nom de Dieu de recourir aux sacrifices humains dans notre société, quelque chose en nous dira spontanément non parce que nous comprendrons tout de suite qu'il y a trahison du divin.

Le troisième préalable, c'est la complexité du phénomène d'homosexualité au Cameroun. Dans l'histoire ancienne et récente de notre pays, l'homosexualité n'a pas toujours désigné un même vécu de la sexualité. Il y a eu et il y a encore des pratiques d'homosexualité comme orientation sexuelle et des pratiques d'homosexualité comme moyens de soumission des autres à des fins politico-mystico-spirituelles.

Dans la réflexion que je vous propose sur les religions et l'homosexualité, je suis guidé par ces trois préalables et je les prends pour guides dans une démarche honnête et réaliste pour comprendre la question que nous abordons ici.

## Ondoyantes et diverses sont les religions face à l'homosexualité

Aujourd'hui, lorsqu'on parle des religions, on a tendance à croire que l'axe central de la dynamique religieuse de l'humanité est celui du judaïsme-christianisme-islam. On pense que la prise de positions de ces religions sur certains problèmes relève de l'absolu et que ce qu'elles disent est révélation immuable de la pensée et de la volonté de Dieu. C'est sur cette base que certaines affirmations virulentes contre l'homosexualité dans les textes fondateurs de cet axe du religieux sont absolutisées, sans que l'on cherche à savoir quel est leur sens et quelle est leur portée non seulement en tant que textes inscrits dans un contexte historique précis, mais dans l'ensemble même de la révélation qu'elles portent dans sa signification la plus humaine et la plus humanisante du point de vue des valeurs fondamentales de l'existence humaine.

On oublie qu'avant que l'axe judaïsme-christianisme-islam ne devienne l'axe dominant de la vie spirituelle de l'humanité, celle-ci avait connu des dynamiques religieuses de type orgiaque, dionysiaque, charnellement festive, avec des saisons d'exubérance érotique et des tendances culturelles lourdes où l'homosexualité n'a jamais posé problème. On oublie que dans certaines cultures, l'air du temps intégrait les religions dans un paradigme affectif où la sexualité comme lieu d'amour se vivait entre les « égaux » que sont les hommes alors que les relations sexuelles entre l'homme et la femme n'étaient qu'une contrainte pour la procréation. On veut oublier même que toute l'éthique judéo-islamo-chrétienne souvent invoquée pour condamner spirituellement l'homosexualité n'a jamais vraiment eu raison des religiosités orgiaques et dionysiaques qu'elles a poussées dans la clandestinité sans qu'elles cessent d'être une lame de fond dans la vie religieuse des communautés ésotériques liées à la gnose. Il est même curieux de constater que dans les débats au Cameroun sur l'homosexualité, on oublie qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil et que l'homosexualité a toujours été, dans certaines cultures, une partie intégrante de la vie humaine, acceptée et valorisée par certaines dynamiques religieuses.

La faiblesse de ces oublis, c'est de réduire la religion aux formations spirituelles dominantes pendant une certaine partie de l'histoire humaine et d'absolutiser cette domination comme la révélation absolue de Dieu. Aujourd'hui, nous assistons à l'affaiblissement culturel de ces religions dominantes et à leur réinterprétation en fonction du nouvel air du temps qui est celui de l'occidentalisation du monde par la mondialisation. Or, cette occidentalisation ne se place plus sous le signe des religions longtemps dominantes que sont le judaïsme, le christianisme et l'islam. Elle s'affirme comme post-religieuse, au cœur d'une postmodernité dont les structures élémentaires, pour parler comme Michel Maffesoli, conduisent à un nouveau paganisme très proche des religiosités orgiaques et dionysiaques, cadre dans lequel l'homosexualité ne pose plus problème et redevient une pratique culturelle visible, acceptée et assumée au sein d'un nouveau paradigme culturel.

Quand, au sein de ce nouveau paradigme où se vit la sexualité, on fait recours à l'ancienne domination judéo-islamo-chrétienne pour traiter de l'homosexualité, on se trompe d'époque et on se trompe de paradigme. Aujourd'hui, l'axe judéo-islamo-chrétien a perdu son pouvoir normatif sur l'air du temps. Il ne peut plus, spirituellement parlant, être purement et simplement invoqué comme la mesure à partir de laquelle on évalue la sexualité et ses pratiques dans le monde. Il faut prendre acte de cet élément culturel et comprendre qu'aussi longtemps que se déploiera l'occidentalisation du monde par la mondialisation, juger les problèmes à partir des normes judéo-islamo-chrétiennes ne sera pas la voie la plus idoine pour comprendre certaines pratiques comme l'homosexualité. C'est un jugement de fait et non un jugement de valeur. Je veux dire qu'avant même de se poser la question de savoir si oui ou non les religions sont pour ou contre l'homosexualité, il faut savoir dans quel contexte culturel on parle et si la question même que l'on pose a une pertinence et une fécondité réelles.

Je peux à la lumière de ces considérations donner ma première ligne de fond de ma pensée sur les relations entre religions et homosexualité. Cette ligne de fond est la suivante : dans le contexte actuel de la domi-



nation spirituelle néopaienne, il n'y a pas de problème d'homosexualité du tout. L'homosexualité est un fait de culture que le néopaganisme spirituel dans son sens le plus positif porte, glorifie et déconnecte de l'ancien paradigme judéo-islamo-chrétienne. Si l'on ne comprend pas cela et que l'on continue à opposer certaines affirmations des religions du livre aux pratiques sexuelles, on rame dans le vide. Les chiens judéo-islamo-chrétiens aboieront, mais la caravane de la mondialisation pagano-érotique passera. Je prends acte de cela avant de me demander si cette situation est bonne ou pas pour l'humanité.

Je prends aussi acte d'un autre phénomène. Au sein même des interprétations judéo-islamo-chrétiennes, la ligne radicale de la condamnation de l'homosexualité perd de plus en plus de terrain et de colonne vertébrale. Si je m'en tiens aux débats théologiques dans les Eglises occidentales et de plus en plus en Afrique (Afrique du Sud par exemple), et au développement des mentalités en Islam ou dans le judaïsme, j'ai le sentiment qu'on assiste aujourd'hui à la redécouverte de la distinction entre l'intuition fondamentale d'une religion et les prises de position juridiques et périphériques sur telle ou telle question de société. Je veux dire que l'on comprend actuellement que la force profonde de la religion, c'est de construire un monde d'amour, de solidarité entre les humains, au-delà des pesanteurs de la violence qui détruisent l'humain. Si le fondamental, c'est cela, il faudra alors regarder l'homosexualité non pas du point de vue des affirmations de tel ou tel verset sacré, mais comme une manière d'être, de vivre et d'assumer sa sexualité sans que cela ne détruise en rien l'humanité de l'autre. Pour le dire en termes chrétiens, il y a comme une nouvelle conscience spirituelle qui affirme que ce n'est pas sur notre homosexualité ou sur notre hétérosexualité que nous serons jugés par Dieu, mais sur notre force d'amour et sur notre engagement à faire de notre monde un monde fondé sur les valeurs d'amour, de générosité, de solidarité et d'authenticité humaine. On est là au cœur de la spiritualité fondamentale de l'axe judéo-islamo-chrétien, axe que les croyants découvriront de plus en plus et qui leur feront comprendre qu'en contexte de néopaganisme, il faut mener le combat spirituel sur

des exigences fondamentales de la foi au lieu de se perdre à la périphérie des problèmes qui n'en sont pas du tout pour la foi.

Je peux, cela dit, formuler maintenant ma deuxième ligne de fond sur les relations entre religions et homosexualité. Cette ligne consiste à affirmer qu'aujourd'hui, même en régime judéo-islamo-chrétien, il n'y a pas un problème spirituel de fond, sauf pour des intégristes et des radicaux qui veulent mener des combats d'arrière-garde sur lesquels l'opinion publique voit bien qu'il n'y a pas de quoi mobiliser les énergies morales ou spirituelles. Quand je compare l'indignation que suscite la question des prêtres pédophiles et l'indifférence mondiale sur les choix d'orientation sexuelle, je comprends que l'agitation camerounaise sur l'homosexualité n'est pas d'ordre spirituel et qu'il ne convient pas de le penser dans le cadre des relations entre religions et homosexualité. Le problème est ailleurs et il faut le penser et l'aborder là où il se situe vraiment.

## Le problème est ailleurs

Quand certains chrétiens et certains musulmans du Cameroun prennent position contre l'homosexualité au nom de leur foi, ils ne font pas toujours preuve de discernement. Ou plus exactement : ils ne voient pas où se situe le vrai combat qu'il faut mener au nom de la foi. Au Cameroun, le fond du problème n'est pas de savoir si on a ou pas spirituellement le droit d'être homosexuel dans son orientation affective. Sur ce point, la Messe est dite, concrètement parlant. Je ne crois pas rencontrer un jour un camerounais dont l'orientation affective est homosexuelle et qui aurait des tourments intérieurs d'un pécheur craignant les affres de l'enfer. Même s'il aura des difficultés à s'affirmer comme tel de manière visible dans la société, il sait déjà que les mentalités changeront et que l'occidentalisation érotique du monde joue en sa faveur, à plus ou moins brève échéance. Il sait aussi que les théologiens et les hommes d'Eglise n'ont plus une même interprétation des textes sacrés et que cela montre

une incertitude qui lui profite. Il sait aussi que les lois camerounaises sont hypocrites sur l'homosexualité et que certains faiseurs des lois sont eux-mêmes érotiquement orientés homosexuels, ou tout au moins bisexuels, ce qui est déjà un choix significatifs.

Si la situation est ainsi, il faut déplacer le problème du champ religieux vers le choix sociopolitique. Ce qui pose problème, c'est que l'homosexualité au Cameroun est devenue un problème de domination et de violence dominatrice. Elle s'exhibe comme un principe de pouvoir qui condamne ceux qui ne sont pas homosexuels d'orientation érotique à se soumettre à des pratiques qu'ils reprochent. On fabrique ainsi soit des homosexuels alimentaires, soit des homosexuels caniches des hommes du pouvoir, soit des homosexuels qui vivent cette pratique comme un viol pur et simple, dans le contexte des nouveaux ésotérismes ou dans celui de cooptation politico-mystico-spirituelle. C'est quand l'homosexualité devient violence et mise en esclavage érotique, comme c'est le cas au Cameroun aujourd'hui, qu'il faut spirituellement la combattre. On combat alors non pas une orientation sexuelle précise, mais un déni du droit à la liberté, à la dignité, à une vie humaine paisible.

Je voudrais sur la base de cette analyse, vous donner maintenant la troisième ligne de force de ma réflexion sur les relations entre religions et homosexualité. Je pense que la foi en Dieu est une force libératrice et qu'elle devra s'engager à lutter non pas pour ou contre l'homosexualité, mais en faveur de la libération d'hommes et de femmes que l'on condamne aujourd'hui à un esclavage érotique dans une orientation sexuelle qui n'est pas la leur. Comme le combat est celui-là, il convient de le dissocier des amalgames que l'on fait aujourd'hui entre homosexualité et esclavage sexuel. C'est dans la mesure où le néo-paganisme érotique est incapable de comprendre cette distinction et qu'elle favorise l'ampleur de l'homosexualité d'esclaves qu'il fait problème et devra être combattu comme trahison de l'humain.

Le combat que je préconise prendra la forme d'un travail d'éducation en profondeur des fidèles et, au-delà, des populations à la compréhension de l'homosexualité avec pour ambitions de bien discerner dans cette

problématique ce qui relève de l'instrumentalisation de l'homosexualité et qui doit être dénoncé et condamné, et ce qui est de l'ordre de l'orientation sexuelle et qui doit être compris. Celles et ceux qui ont l'homosexualité comme orientation sexuelle ne sont pas moins Hommes. En tant que tels, ils ont des droits inaliénables qui doivent être protégés. Dans la mesure où les mentalités ne sont pas encore mûres et où l'environnement socio-juridique ploie sous le joug de multiples pesanteurs, une telle éducation à la tolérance est loin d'être aisée. Elle est un processus de longue haleine qui a des exigences aussi bien en termes méthodologiques que de contenus.

## Conclusion

Pour conclure, j'aimerais dire clairement que le problème que l'homosexualité pose au Cameroun ne devrait pas être abordé sous un faux angle religieux, dans des antagonismes factices et spécieux entre religions et orientations sexuelles. C'est un problème de libération. Et il faut aujourd'hui l'aborder dans cette dimension sociopolitique qui interpelle toute la conscience humaine et pas seulement la conscience religieuse. Quand on veut se servir des arguments religieux pour condamner en bloc l'homosexualité, *la critériologie du divin* nous oblige à nous désolidariser d'une telle manipulation de la religion et à affirmer l'option fondamentale de la force d'aimer comme intuition éthique fondamentale pour comprendre à quoi devraient servir réellement les dynamiques religieuses de l'humanité. Quand, en revanche, on reste amorphe et indifférent face aux pratiques d'esclavage camouflés sous des pratiques homosexuelles, la même critériologie du divin nous oblige à engager les forces spirituelles de notre foi religieuse pour défendre l'humain. Telle est, à notre avis, la relation entre religions et homosexualité au Cameroun actuellement.

*Douala, le 19 octobre 2011*

# Diviser et Régner

Par Nicole Poissonier\*

« Divide et Impera » c'est à dire Diviser et Régner – une recommandation très ancienne mais toujours efficace pour ceux qui veulent garder le pouvoir et faire jouer leur influence dans le monde. La propagande de distinction, division et exclusion a été à l'origine de guerres, de tueries, de massacres dont les profiteurs ont rarement été ceux qui sont tombés dans ce panneau. Entretemps, la population divisée et remontée contre elle-même par la méfiance et la haine ne reconnaît plus, à quel point elle est utilisée, manipulée et pire encore : à quel point elle pourrait vivre mieux en résistant à une telle idéologie et en cohabitant en paix. EIRENE Service Chrétien International pour la paix. ensemble avec ses partenaires contribue à la lutte contre la division avec des armes comme le dialogue et la médiation.

Dans le Sud du Sud-Kivu, le territoire de Fizi, berceau de deux guerres en RDC et encore aujourd'hui arène de haines ethniques propagées par certains seigneurs de guerre, un des partenaires d'EIRENE, le Comité de Coordination des Actions de Paix (CCAP)<sup>1</sup> s'est donné la tâche de

<sup>1</sup> Les expériences ici relatés ont été vécus durant la période de 2008 à 2010 ou été collecté auprès des organisations membres du CCAP.

\* L'auteur: Dr Nicole Poissonier travaille pour EIRENE International dans le cadre du Service Civil pour la Paix depuis 2008 dans la RD Congo. Jusqu'en 2010, elle a conseillé l'organisation partenaire CCAP et elle a accompagné des processus initiés par ce partenaire, de dialogue pour la démobilisation de groupes armés. Actuellement, Nicole Poissonier travaille dans la ville de Bukavu à l'Est de la RDC ou elle conseille nos deux partenaires, ONG et PAD dans leur engagement pour l'autopromotion de la population dans trois régions minières et pour une meilleure gestion des ressources minières.

lutter contre l'exclusion et de travailler pour la paix, la bonne cohabitation, de privilégier l'information et de se battre contre la manipulation.

Pendant les guerres répétitives surtout dans l'est de la RDC, c'était surtout les communautés des Babembe et des Banyamulenge qui s'affrontaient dans les régions de Fizi – Itombwe. Après la guerre, cette division était tellement forte qu'il était difficile de se parler mutuellement. Dans cette atmosphère, le CCAP a pris l'initiative en 2002 de créer un réseau d'ONG et d'Eglises pour reconstruire la confiance entre les différentes communautés. Commençant par eux-mêmes et pour donner plus de poids à leur prière, toute activité est menée en synergie mixte, intégrant les deux communautés. Dans le Secrétariat Exécutif, comme dans le Conseil d'Administration, les deux communautés travaillent ensemble.

Cette initiative a été prise par 2 organisations qui ont pu mobiliser 15 membres fondateurs. L'entourage du CCAP était d'abord étonné de voir cette collaboration et les gens ne croyaient pas que cela pourrait perdurer. Pour encourager les deux communautés à un dialogue, on a dû organiser plusieurs rencontres sur un terrain « neutre » à Nairobi. A cette époque les membres fondateurs se faisaient même accuser d'être des traîtres parce qu'ils conversaient avec « l'ennemi ». Même aujourd'hui, il existe encore des personnes qui préféreraient voir le CCAP se dissoudre et échouer. Les réunions fréquentes et les discussions autour des stratégies de pacification ont cependant soudé les membres des différentes communautés. Cet exercice et l'expérience de dialogue au sein du réseau le guide aussi dans ses activités qui consistent à faciliter, réinstaller ou augmenter le dialogue entre les communautés.

Après la fin officielle de la guerre les conflits intra- et intercommunautaires ont perduré et ont causé la ségrégation et discrimination. Des groupes armés qui se déclarent d'autodéfense se sont créés de tous les côtés et sont opérationnels jusqu'à nos jours. Ces groupes essaient de mettre en avant leurs intérêts par la force. En absence de personnel de l'Etat et de l'administration locale soucieux et au service des populations, ces groupes parviennent à collaborer avec certaines personnes

politiques qui cherchent leur profit personnel et donc par leurs actes font surtout souffrir la population. Ainsi, la conduite d'eau venant des Moyens Plateaux de Bibokoboko qui alimente la ville de Baraka dans le littoral était coupée par quelques groupes armés de Banyamulenge. Ceux-ci refusaient la réparation si leurs intérêts n'étaient pas écoutés. Pendant que les positions entre le groupe armé et le gouvernement se durcissaient, les habitants de Baraka, privés d'eau potable, tombaient malades et moururent du choléra. Une première délégation de l'ONG britannique TEARFUND, avait été massacrée lors d'une mission pour entamer une négociation avec le groupe armé. Pour mettre fin à la souffrance inutile de la population, le CCAP envoya une délégation composé de quelques uns de ses membres, Babembe et Banyamulenge conduits, pour plaider pour la cause de la population auprès des militaires. Après plusieurs jours de négociations dures, le commandement des milices ordonna l'aménagement de cette conduite d'eau. Le CCAP pense avoir pu convaincre les hommes armés par sa stratégie de montrer comment le dialogue et la collaboration peuvent parfois mieux mener au but que des relations de force.

Dans ce contexte, même des conflits qui semblent purement familiaux sont instrumentalisés pour remonter les différentes communautés les uns contre les autres :

Pendant la guerre, beaucoup de personnes, parmi lesquelles des héritiers de chefs coutumiers de la région se sont réfugiés en Tanzanie ou ailleurs. Leur retour au pays crée souvent des conflits, puisque leurs postes de régnaient ont dans la plupart des cas déjà été occupés par des remplaçants de la même famille. Au retour de l'héritier légal, le remplaçant ne veut pas céder la place. Le fait que l'administration locale doit confirmer le régnaient coutumier aggrave le conflit, puisque celle-ci profite souvent en demandant des faveurs des deux parties en faisant des promesses à chacune d'elles.

Ces différents au sein d'une seule famille s'élargissent car chacun des opposants cherche et rassemble autour de lui des personnes qui par la suite deviennent des parties opposées. Dans le cas du territoire de Fizi,

des bergers traversent des terrains contestés quand ils sont en transhumance ; donc cette situation peut affecter sérieusement les relations intercommunautaires : Si un des héritiers a négocié le passage du bétail, l'autre peut s'y opposer pour ne pas avoir reçu une part du tribut. Les bergers entrent en conflit avec ces autorités et par là au moins avec une partie des populations sédentaires. Un conflit apparemment ethnique peut donc tout à fait avoir ses racines dans un conflit de pouvoir et d'intérêts dans lequel les parties instrumentalisent la dimension « communauté » pour leurs propres fins. Suivant cette analyse, le CCAP a envoyé des agents de l'organisation membre SOCOODEFI<sup>2</sup> qui ont animés des ateliers sur les lois de succession avec des parties adverses dans trois endroits. Ils ont fait comprendre à la population que le bénéfice de cette situation conflictuelle revenait surtout à l'administration tandis que les problèmes revenaient entièrement à eux-mêmes. Mais aussi qu'il fallait réconcilier la loi coutumière avec la loi étatique pour trouver une solution satisfaisante en mesure d'assurer la paix pour tout le monde.

Au cours de l'atelier, l'équipe a compris, que surtout la jeune génération s'échauffait autour des candidats mais sans une quelconque connaissance de la loi. En faisant parler les anciens, on a pu dégager les règles de succession et dans deux des cas, l'héritier au trône a été trouvé pendant l'atelier même. Dans un cas, il a été investi quelques semaines après.

Selon la population vivant dans ces endroits, la situation est devenue beaucoup plus calme et ils subissent moins de demandes de taxes arbitraires de la part du seul chef coutumier qu'au temps quand il y en avait deux.

Un autre cas démontre bien les mécanismes qui peuvent engendrer des accrochages entre des communautés par un sentiment d'injustice vécu par tous les côtés. Après la destruction durant une grande pluie du pont Ngovi sur la route qui lie Uvira et Baraka, les jeunes du village avoisinant, Swima, avaient construit une passerelle pour piétons à cet

<sup>2</sup> Société de Coopération pour le Développement de Fizi



endroit. Cette passerelle devenu le seul passage a été un endroit de choix pour demander des tributs de passage à la population. Les jeunes rançonneurs, certainement déçus de leur situation désavantageuse à Swima, et jaloux de la fortune qu'ils attribuaient aux autres, demandaient le tribut selon l'appartenance à leur communauté. Ainsi, les Babembe, issus de la même communauté que les jeunes rançonneurs, étaient taxés le moins. Les Banyamulenge, réputés pour leur richesse en bétail, devaient payer plus et aux Bashi, supposés commerçants riches et en plus étrangers à ce territoire, on imposait le pris le plus élevé. Cette discrimination était soutenue par certaines autorités locales qui – dans les pires cas – demandaient leur part du tribut ou dans d'autres cas manifestaient leur acceptation tacite. De cette façon, c'était devenu une affaire des autorités et non des jeunes qu'il fallait mieux éduquer. Encore une fois, les intérêts économiques étaient à la source de ce qui pouvait très bien devenir un conflit intercommunautaire.

Cette complicité entre les rançonneurs et les autorités a pu être dissolue par une réunion d'échange et d'information organisé par des membres du CCAP : FESA<sup>3</sup> et CAF<sup>4</sup> en invitant tous les concernés et en informant leur hiérarchie de Secteur ainsi qu'à Bukavu et Baraka. Jusqu'à aujourd'hui, ce passage est désormais resté libre pour toute personne.

Une autre organisation membre du CCAP, le SOFIBEF<sup>5</sup>, a consacré beaucoup d'énergie en 2008 et en 2009 à la réintégration dans leurs communautés des femmes et des filles marginalisées pour avoir été associées pendant un certain temps de leur vie aux groupes armés. Elles et leurs enfants sont souvent accusés de tous les maux possibles et affublés de surnoms notamment « femmes ou enfants des ennemis » « sorcières », « impossibles », « fauteurs des troubles » etc.

Leur parcours dans un environnement militaire, ajouté au rejet qu'elles ont rencontré dans leurs milieux d'accueil ou d'origine une fois

3 Une Femme en soulève une autre

4 Centre de Coopération Alimentaire de Fizi

5 Solidarité des Femmes pour le Bien Etre Familial

retournées, ont fait que nombreuses parmi ces femmes et filles présentaient des syndromes traumatiques. La plupart ne pensaient qu'à une éventuelle vengeance et contre-violence comme voie de libération et ainsi ne faisaient inconsciemment que donner plus de poids encore aux groupes armés et à leur pouvoir de diviser les populations avec leur propagande afin de mieux survivre eux-mêmes.

La SOFIBEF s'est donc investi à éduquer et sensibiliser les communautés sur la situation de ces femmes et filles dans laquelle elles se trouvent involontairement. Mais aussi sur l'obligation et la responsabilité des communautés par rapport au respect de leurs droits. Ces séances de sensibilisation sous forme de théâtre communautaire participatif ont permis aux membres des communautés de se découvrir et de changer leur comportement d'exclusion envers ces personnes. Ces séances sont appuyées par la médiation entre ces femmes et filles, leurs familles et leurs communautés d'origine.

Actuellement environs 103 d'entre elles vivent paisiblement avec leurs familles et membres de communauté grâce à ces activités. Des centaines d'autres, bien que n'ayant pas bénéficié de cette assistance ont retrouvé leur dignité et liberté dans leurs communautés grâce aux changements positifs de comportements et mentalités.

Afin de pérenniser ce genre d'activités, les membres du CCAP travaillent ensemble avec des structures locales comme des « noyaux de paix » qui se chargent du travail quotidien comme la médiation entre les familles, les communautés etc. Souvent, dans ces structures on peut aussi trouver la stratégie du CCAP d'encourager la collaboration entre les différentes communautés. Grâce au travail de ces noyaux, dans beaucoup de villages du littoral, des familles Babembe, devenues retissant, hébergent de nouveau des enfants Banyamulenge durant l'année scolaire, comme c'était déjà leur habitude avant la guerre. Ces structures n'hésitent également pas de prendre contact et parler avec des autorités locales, les membres des groupes armés, ou des soldats des FARDC si ces personnes ont causé des torts à des civils. Le but est toujours le dialogue, l'entendement et une réconciliation.

Le CCAP avec ses organisations membres, par sa simple présence et son exemple de collaboration quotidienne, contribue de façon décisive à la réconciliation et à la confiance entre les populations. Si au début, très peu d'organisations adhéraient à cette idée de rapprochement, avec le temps, beaucoup de gens qui ont observé ce travail du CCAP ont suivi l'exemple pour – à leur tour aussi – oser le dialogue avec « l'autre ». Ainsi, de plus en plus d'organisations ont rejoint le processus et le réseau a grandi jusqu'à compter 28 membres plus une multitude de demandes d'adhésion. Beaucoup d'organisations membres du CCAP emploient maintenant des agents des deux communautés.

Par la grande diversité des membres du CCAP, réunis pour l'objectif commun de lutter contre la discrimination et pour la bonne cohabitation, le réseau a la capacité d'agir sur beaucoup de différents thèmes à la fois. Ainsi, le CCAP poursuit une approche multiple avec laquelle il s'investit dans la situation conflictuelle de la région qui est très complexe. Selon les thèmes, on trouve des experts dans les différentes organisations membres par exemple des personnes formées à la transformation des conflits, des juristes, des politologues, des économistes, des ingénieurs agricoles, des pasteurs, etc.

EIRENE International soutient ce travail des membres du CCAP dans son approche multiple par l'appui financier, le transfert de compétences et la collaboration quotidienne. Le contexte du travail est complexe, difficile et des fois décourageant. Les acteurs qui cherchent à diviser les gens pour qu'ils n'y voient plus clair et ne se révoltent pas contre une injustice structurelle sont nombreux et existent partout. Par le dialogue et le rapprochement, nous essayons d'encourager les gens à faire un pas vers l'autre, nous essayons de les renforcer à traiter leurs différends d'une manière coopérative et non-violente et à résister à la propagande, aux rumeurs et à la manipulation.

## Organisations Membres du CCAP

37e CADC

3e Eglise

5e CELPA

ADED Appui au Développement de l'enfant en détresse

ADIF Association du Développement Intégral de Fizi

AFEC Association des femmes Chrétiennes

AFIP Association des Femmes pour les Initiatives de Paix

AJESS Association Jeunesse et Enfant sans Soutien

AMIPAIX Association pour le Développement Intégré et Intégral de Fizi

ARTHUM Artistes pour l'Humanité

CAF Centre de Coopération Alimentaire de Fizi

CEADHO Centre pour l'Education, Animation et Défense des Droits de l'Homme

CEEPACE Communauté des Eglises Evangéliques de Pentecôte en Afrique

CEMVC Communauté des Eglises Message de la Vie au Congo

CEPAF Centre Paysan d'Autopromotion de Fizi

CEPROCOPE Centre d'Etudes pour la Promotion de la Paix, la Coopération et la Promotion de l'Ecologie

CEPROF Centre de Promotion Féminine

FESA Femme qui en soulève une autre

GASAP Groupe Action Agro Pastoral

GEADES Groupe d'Etudes et d'Actions Pour le Développement Economique et Social

HALTE AFRICA

MINECO

MINEVAM

SEDI Solidarité - Echange pour le Développement Intégral, Sud Kivu

SOCOODEFI Société de Coopération pour le Développement de Fizi

SOFIBEF Solidarité des Femmes pour le Bien Etre Familial

UGEAFI Union des Groupe d'Etudes et d'Action de Fizi-Itombwe

SOCOKAL Société Coopérative de Kalembelembe

# Un jeune Congolais dans la tourmente du conflit

*Par Tharcisse Kayira\**

Les jeunes ont l'avenir devant eux ! Mais de quel genre d'avenir parlons-nous? Le contexte dans lequel les enfants sont élevés a un impact important sur leurs vies, par exemple grandir à la campagne ou dans une grande ville, dans les bidonvilles ou dans les beaux quartiers, en temps de guerre ou de paix, auprès de parents aimants ou en tant que gosse des rues orphelin. Ce qui compte, c'est que les jeunes, encore en pleine croissance, ne sont pas toujours capables de penser par eux-mêmes et de se comporter de manière indépendante et sont ainsi facilement influencés par les autres et par le contexte.

Dans la République Démocratique du Congo (RDC) de nombreux jeunes grandissent au milieu des conflits et des événements traumatisants, en étant privés des nécessités humaines les plus élémentaires. La RDC est officiellement un pays d'après-guerre, mais, particulièrement à l'est du pays, les conflits entre divers groupes continuent à se propager. Il s'agit souvent de conflits à caractère ethnique, mais considérant la richesse des ressources naturelles en minerais de la région, les intérêts économiques font également partie des problèmes actuels. En raison de l'insécurité grandissante et du conflit en RDC, des centaines de milliers de personnes fuient leurs foyers chaque année. Parmi eux, il y a beaucoup d'enfants et de jeunes gens. Ces personnes déplacées internes (PDI) sont vulnérables et privées de l'accès aux soins et à l'éducation et, dans la plupart des cas, de nourriture et d'eau potable. De

\* chercheur et animateur de l'ONG ADEPAI au Sud Kivu, RDC

plus, nombre d'entre eux sont victimes de viols et assistent au meurtre des membres de leur famille et à d'autres atrocités. Le gouvernement de RDC et la communauté internationale essaient de contrôler les conflits et les déplacements de grands nombres de réfugiés qui en découlent, mais ils manquent de moyens financiers et de compétence pour intervenir avec efficacité. Comme bien souvent dans de telles circonstances, les jeunes sont extrêmement vulnérables et on peut se demander quel genre de futur est prévu pour ce groupe précis, si jamais ils survivent à cette épreuve. Un des avenir possibles au Congo est d'être « employé » comme esclave sexuel ou recruté dans la milice locale, par exemple les FDLR ou les Mai-Mai, pour devenir les combattants de demain. Ces enfants qui ont perdu leurs familles sont particulièrement faciles à recruter, non seulement en tant que combattants mais aussi pour travailler dans les exploitations artisanales de minerais qui foisonnent dans la partie orientale de la RDC. Mais même les parents envoient leurs propres enfants travailler dans les mines, pour obtenir un petit revenu pour la famille ou, comme c'est souvent le cas, pour payer des dettes.

Les conflits affectent l'ensemble du vaste territoire de la RDC, mais on constate des différences entre les campagnes, les villes et les cités. Bukavu, par exemple, est une ville frontalière située sur la rive sud du Lac Kivu, à quelques minutes seulement du Rwanda. Cette ville possède une brasserie, quelques fabricants pharmaceutiques, mais dépend principalement d'activités économiques à petite échelle. On y trouve des écoles, des universités et des hôpitaux. Grâce à l'environnement urbain, un nombre non négligeable d'enfants est scolarisé. Cependant, une fois éduqués, que feront les jeunes dans une société qui ne peut rien leur offrir de mieux qu'une lutte pour la survie ? Nous avons ici une génération de jeunes gens très fortement marqués par leur vécu et leurs difficultés; issus d'un pays dont le gouvernement n'est pas en mesure d'offrir les services de base à ses citoyens. A Bukavu, il n'est pas rare de trouver des jeunes avec un diplôme de Maîtrise qui travaillent comme chauffeurs ou gardiens de sécurité pour 100\$ par mois, s'ils ont de la chance. En particulier pour les jeunes, qui ont reçu une éducation, retourner au

village de leurs parents n'est pas une option possible, parce que les seules opportunités d'emploi se trouvent dans l'agriculture de subsistance. Le sentiment d'insécurité joue également un rôle important ; la campagne n'offre tout simplement pas un environnement sûr pour démarrer dans la vie.

Les jeunes hommes et femmes en RDC sont autant victimes qu'acteurs dans la crise actuelle. En d'autres mots, ils sont l'objet et la cible de la violence et des conflits autant qu'ils en sont les auteurs. Dans un contexte de vulnérabilité et de pauvreté les jeunes du Congo ont de fortes chances d'être aspirés dans le conflit. La RDC est une société dans laquelle il est payant de se livrer à des activités illégales et de recourir à la violence, c'est une façon de survivre. L'incapacité de répondre aux besoins des jeunes peut être désastreuse pour l'avenir de la RDC. En plus de pourvoir aux nécessités de base des nourrissons et des enfants, le gouvernement du pays et les programmes internationaux devraient cibler plus précisément le groupe des jeunes congolais. Le gouvernement et les ONG devraient proposer des alternatives et des opportunités pour que les jeunes d'aujourd'hui puissent faire un vrai choix ; soit de vivre dans les conflits, la guerre, l'insécurité et le sous-développement, soit de participer à un mouvement de changement pour un avenir meilleur. Au cours des dernières décennies, on a pu observer le pouvoir des jeunes et leur rôle de catalyseurs dans le changement, à travers les soulèvements étudiants partout dans le monde et, pour prendre un exemple plus récent, dans le monde Arabe où les jeunes hommes ont libéré la rue de ses oppresseurs. En RDC, cela signifie que les jeunes peuvent être le moteur du changement afin de jouer un rôle actif en faveur d'une société pacifique, d'une bonne (ou au moins, meilleure) gouvernance et d'un développement durable. Ignorer les jeunes, c'est livrer le Congo à la loi de la jungle.

# **Divertir, expliquer, conscientiser – un feuilleton radiophonique encourage la coexistence pacifique**

SLADEA explore de nouvelles pistes

*Par Iris Liethmann\**

Comment agir contre la recrudescence de la violence en Sierra Leone ? Le petit pays Ouest-Africain tente toujours de se remettre des conséquences d'une guerre civile brutale qui a modifié radicalement les vies de ses cinq millions de citoyens entre 1991 et 2002. Il est vrai que le pays a recueilli les louanges de la communauté internationale pour les efforts qu'il a déployés. « La Sierra Leone est un des meilleurs exemples au monde du succès de la reconstruction ainsi que du maintien et de la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit », a déclaré le Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-Moon lors de sa visite en 2010. Mais cette paix est fragile. En particulier à l'aube des élections de 2012, le pays a connu à maintes reprises de vives tensions et des affrontements féroces entre les camps politiques adverses.

## **Le redoublement des affrontements violents**

Cette escalade des affrontements violents inquiète les membres de la société civile de Sierra Leone. « A dix mois à peine des élections nationales et municipales, nous sommes en face d'une tâche herculéenne » déclare Shecku K. Mansaray, secrétaire exécutif de SLADEA. Il y a de toute évidence de bonnes raisons de s'engager activement pour tenter

\* professionnelle d'appui SCP, journaliste, SLADEA, Freetown, Sierra Leone



d'assurer des élections pacifiques. Cependant, informer et éduquer la population d'une société dans laquelle trois personnes sur quatre ne savent ni lire ni écrire est loin d'être facile.

## La radio, le média le plus populaire et le plus accessible.

La radio offre un moyen de communication important à cet égard, non seulement parce que les Sierra Léonais sont des auditeurs enthousiastes mais aussi parce que, dans de nombreuses parties du pays, elle représente la seule source d'information. Cette situation a donné lieu à un projet unique : la réalisation et la production d'un feuilleton radio dédié à la paix. C'est seulement le troisième feuilleton radio produit en Sierra Leone. Son caractère unique provient en grande partie du fait qu'il n'est pas l'œuvre d'un seul auteur mais de trente collaborateurs, qui ont passé six jours à rédiger leur scénario quasiment sans relâche – une expérience qui leur a beaucoup appris sur la radio.

## La collaboration en direct avec les partenaires de EED

En collaboration avec le partenaire de EED Culture Radio et sous la direction des membres de Freetong Players International, une troupe d'acteurs et de musiciens de renommée internationale, les participants venus de tout le pays ont appris à concevoir, réaliser et produire un feuilleton radio.

### « Konkoromah »

Jusqu'ici il existe quatre épisodes de « Konkoromah », une création collective dont le titre pourrait se traduire par « confusion ». Le décor de la série est planté dans une communauté villageoise qui reflète la société

Sierra Léonaise dans son ensemble : la violence, la corruption, les filles vendues aux aînés du village, les politiciens dont le seul but est de gagner la prochaine élection constituent la toile de fond de la narration. « Notre but est d'utiliser le vécu des participants comme trame de l'intrigue. Cela nous permet de dégager des situations fondamentales dans la vie de la société et de les traiter avec humour » explique Charlie Haffner, fondateur des Freetong Players International. « Pour être incités à réfléchir, les auditeurs doivent pouvoir s'identifier à l'histoire, ce qui veut dire que cette dernière doit être directe et authentique. »

## De la place du village aux studios de la radio

En plus d'offrir un divertissement, le théâtre en Afrique a une fonction sociale et didactique et on l'utilise comme un moyen de stabiliser les communautés. Dans de nombreuses productions dramatiques la communauté entière est impliquée. « Konkoromah » perpétue cette tradition en exploitant les outils offerts par les technologies modernes. La pièce traite des griefs du quotidien et les personnages principaux sont des archétypes clairement définis. Elle explore les comportements, les besoins et les problèmes caractéristiques, ainsi que les façons de les résoudre. Au cœur de « Konkoromah » il y a la question de la violence : comment elle éclate, qui en est victime, ce qui se passe lorsque personne n'y met fin, quelles sont les conditions structurelles et culturelles qui la provoquent le plus facilement, et comment on peut encourager la paix et la justice.

## Des élections pacifiques, un pays en paix

Actuellement, dans toute la Sierra Leone, des stations de radio diffusent des annonces publicitaires pour « Konkoromah ». Les Freetong Players International ont également écrit et enregistré une chanson afin de susciter l'intérêt des auditeurs pour la production radiophonique. La chan-

son-titre débute avec ces vers : « Elections ou pas, nous en avons assez de la < Konkoromah > (confusion) et de la violence. » A partir du 1<sup>er</sup> Mars, « Konkoromah » sera diffusée au niveau national. Après chaque épisode, les auditeurs auront la possibilité de discuter du contenu avec les personnes qui ont créé et enregistré l'émission. « Cela nous donne l'occasion de parler aux gens et une opportunité magnifique de promouvoir des élections et une coexistence pacifiques, » dit Shecku K. Mansaray. Charlie Haffner est intimement convaincu que « Konkoromah » sera un franc succès : « Je connais notre peuple, quand ils entendront ça, ils ne voudront pas l'écouter juste une fois, mais plusieurs fois par jour. »

## Fiers de leur travail

Les participants du projet ont travaillé pendant six jours, de l'aube à la nuit, pour écrire leur propre histoire et l'adapter en récit médiatique, en examinant les causes de la violence et les effets de la recherche pour la paix. Le fait qu'ils aient tous contribué à éduquer et informer a fait naître un sentiment de fierté. « Je sais maintenant que si je veux qu'on m'écoute, je dois raconter une histoire, » dit une jeune femme. « Cet atelier m'a ouvert les yeux sur les possibilités de la radio, » dit un jeune homme. Un autre jeune homme veut tirer parti de son expérience du projet dans son propre village et travailler avec d'autres metteurs en scène de théâtre à rédiger des histoires sur des thèmes similaires. Et une autre jeune femme témoigne : « J'ai développé une telle confiance en moi dans cet atelier que je me sens maintenant tout à fait prête à continuer à faire de la radio. » Tout le monde en convient : « Konkoromah » doit continuer. « Nous avons encore un long et dur chemin à parcourir avant d'atteindre une paix positive. » Il reste beaucoup à faire en Sierra Leone. Quand les mots ne suffisent plus pour exprimer la joie, la fierté et la confiance en soi, on fait appel à la danse. Et c'est exactement ce qu'ont fait les participants des ateliers de création de Konkoromah à la fin du projet. A suivre.

# Autorités traditionnelles et Jeunes : plaidoyer pour un dialogue intergénérationnel gage d'harmonie et de paix durable

Par Article Collectif DMJ\*

Prendre en compte les jeunes et les faire participer dans la gestion du pouvoir traditionnel constituent deux dimensions majeures du projet Dialogue intergénérationnel initié par la Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) dans l'ultime intérêt de prévenir les conflits sociaux et préserver la paix dans les communautés traditionnelles des régions de l'Ouest et du Centre du Cameroun. La finalité d'une telle initiative est d'améliorer les relations sociales entre les jeunes et les adultes, notamment les notabilités traditionnelles à travers la pratique de la communication et l'écoute active. Comme aime à le préciser avec insistance la Présidente de la DMJ Caroline Claire Yankep, « *un dialogue constructif entre les jeunes et les notabilités traditionnelles peut considérablement réduire la marginalisation et la discrimination structurelle à l'égard des jeunes au Cameroun* ».

Partout à travers le monde, l'on parle de plus en plus de la nécessité et même de l'urgence voire de l'obligation « d'impliquer » ou de « prendre en compte » les jeunes dans les processus de prise de décisions à différents niveaux de nos sociétés. Tout cela pour susciter et faire participer les jeunes aux affaires publiques de leur localité. Au Cameroun, l'aspiration des jeunes à intégrer les sphères de décision devrait se renforcer

\* Ronald Mueller, Caroline Claire Yankep, Piemi Njdomo Brigitte Milliance, Petchueko Tetang Leyauteys II, Marlyse Tchonang, Marcelle Guienjouo, Michel Fokou, Fabrice Pokam Wedom, Valery Demba, Lenneke Tange Christiane

continuellement : d'une part, les jeunes constituent la couche de la population la plus nombreuse ; d'autre part, la jeunesse est la couche la plus défavorisée et la plus affectée par le chômage, la pauvreté et la misère. Paradoxalement, l'impression générale qui se dégage du comportement de la jeunesse est que les jeunes sembleraient se désintéresser des affaires publiques. On a le sentiment qu'ils s'intéressent davantage à leur survie. Pour nous, cette attitude que certains jeunes adoptent, provient d'une carence en culture politique. La réalité des faits c'est que les jeunes sont sous l'emprise des réflexes d'une certaine culture de l'assujettissement, voire de la domination imprimée par des positions sociales et faisant des jeunes des cadets sociaux qui n'ont rien à proposer et à qui on doit encore tout enseigner et tout donner. A cela, il faut ajouter le fait que la pratique généralisée du favoritisme a considérablement découragé les jeunes dès lors que le principe de l'égalité des chances n'est pas assuré. L'opinion la plus répandue est que tout concours d'accès à une grande école de formation, toute accession à un poste d'emploi n'est pas mérité. Mais s'obtient grâce à une relation ou par achat. Tout ceci augmente la frustration de nombreux jeunes qui n'ont personne vers qui aller pour exprimer leur ras-le-bol. En février 2008 déjà, la rue a été le réceptacle de l'expression du mécontentement de la jeunesse. Entre opposition à toute modification de la constitution et dénonciation de la vie chère, les jeunes ont voulu par les manifestations publiques, faire valoir leurs droits civils et politiques d'une part et socio et économique d'autre part. La brutalité et la violence de la répression qu'ils ont rencontrée ont quasiment tué la volonté et la détermination des jeunes à s'engager dans la vie publique. La peur de la répression a ainsi assommé leur conscience, renforçant le sentiment d'exclusion et de négation de la légitimité leurs revendications.

Dans le cadre du projet « Suivi du Budget d'Investissement Public » (Suivi BIP), la Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) a commencé par encourager la participation des jeunes dans le processus du contrôle budgétaire dans le département de la Mefou et Akono afin de combattre la marginalisation des jeunes dans la gestion des affaires publiques.

La jeunesse avait fini par croire que des sujets tels que le budget de l'Etat concernait une catégorie précise d'individus et que tout cadre dans lequel se débattaient de tels sujets leur était fermé puisqu'ils n'y comprendraient que dalle. La démarche de DMJ consiste à déconstruire ce schème de pensée.

Pendant ses activités, DMJ s'est rendu compte qu'il n'existe pas seulement une sous représentation des jeunes dans les hautes fonctions gouvernementales, mais aussi dans le contexte social relativement à leur participation au pouvoir traditionnel. Le premier enseignement capital que l'on pouvait alors tirer est que *« même s'il n'y a pas un conflit ouvert marqué par la violence entre les jeunes et la génération des adultes qui sont leurs aînés, ce n'est pas pour autant qu'il y a la paix dans nos sociétés traditionnelles. Le conflit de générations qui apparaît d'emblée sur terrain de l'emploi au Cameroun prend d'autres formes lorsqu'on essaye de comprendre en profondeur les relations qu'il y a entre les jeunes et le pouvoir traditionnel dans l'Ouest ou dans le Centre du Cameroun, pour se rendre à l'évidence que la paix dans nos sociétés traditionnelles est précaire »*<sup>1</sup>.

DMJ s'est dès lors intéressée à la relation entre les jeunes et le pouvoir traditionnel et a constaté qu'il n'y a pas véritablement de dialogue entre les autorités traditionnelles et les jeunes dans les chefferies. Ces distances perturbent d'une manière ou d'une autre, le fonctionnement de la chefferie et influencent par conséquent les possibilités de la mise en pratique des méthodes traditionnelles de résolution des conflits. Les autorités traditionnelles dans la plupart des cas se plaignent des jeunes gens et filles qu'ils ou elles sont arrogant(e)s, paresseux et paresseuses, et aiment le gain facile. Les jeunes quant à eux reprochent aux dignitaires qu'ils sont conservateurs, n'écourent pas les jeunes, s'entourent de mythes et de protocoles qui découragent toute approche visant à venir à leur rencontre. Il y a en même temps aussi une limite des possibilités des jeunes à s'impliquer activement dans la vie quotidienne. Car l'accès aux

<sup>1</sup> Leçon tirée par Duplex K. ; Secrétaire Exécutif de la DMJ au terme de l'exploitation des rapports de mission

ressources comme la terre est difficile, les méthodes de travail dans les champs sont pénibles et les débouchés pour écouler les maigres récoltes sont lointains et peu accessibles.

Le projet de dialogue intergénérationnel initié par la DMJ dans quatre chefferies de la région du Centre et trois de l'Ouest Cameroun a ainsi permis dans plusieurs localités de relever que la situation dans les chefferies crée un contexte social qui n'offre pas beaucoup de possibilités de développement pour les jeunes. Car par la loi, les chefs n'ont pas de pouvoir politique (au sens propre du terme) dans la vie quotidienne par contre leur influence peut être immense, surtout dans les régions dans lesquelles il existe une longue tradition du pouvoir traditionnel. C'est le cas du Noun dans l'Ouest Cameroun.

Le décret N 77/245 du 15 juillet 1977 portant organisation des chefferies traditionnelles<sup>2</sup> dispose que les chefs traditionnels sont notamment chargés de :

- ◆ transmettre à la population les directives des autorités administration et d'en mesurer l'exécution ;
- ◆ concourir, sous la direction des autorités administratives compétentes, au maintien de l'ordre public et au développement économique, social et culturel de leur unité de commandement
- ◆ recouvrer les impôts et taxes l'Etat et autres collectivités publiques selon la réglementation en vigueur<sup>3</sup>.

En sus de toutes ces tâches, les Chefs traditionnels sont tenus d'accomplir toute autre mission qui est confiée par l'autorité administrative. Il faut ainsi noter que toutes ces responsabilités ne tiennent compte que des intérêts de l'administration dont ils sont les auxiliaires<sup>4</sup>. Par conséquent, les Chefs qui collaborent avec nous, pensent n'avoir de compte à rendre ni de leçons à prendre à personne d'autre qu'à l'autorité admi-

2 Décret est modifié et complété par le Décret n°82/241 du 24 Juin 1982

3 Cette dernière disposition est obsolète puisque l'impôt de capitation n'existe plus. Ceci suggère aussi une actualisation du texte organisant les chefferies.

4 Qui aide de manière temporaire ou accessoire. Personne qui apporte son concours

nistrative la plus proche. Comme impact de cette attitude, il y a un manque de perspectives et le sentiment subjectif d'impuissance chez les jeunes qui auraient bien voulu faire connaître à leurs chefs les déboires et souffrances qu'ils traversent, leurs ambitions et espoirs qu'ils/elles nourrissent.

Comme ces résultats ont été compilés dans la région du Centre où le système du pouvoir traditionnel est récent, DMJ a décidé de travailler davantage sur ce thème en se concentrant sur la région de l'Ouest qui a une longue tradition et histoire avec le pouvoir traditionnel.

## La recherche action dans la région de l'Ouest

Les chefferies suivantes ont été choisies : la chefferie Bati dans le département des Bamhoutous, arrondissement de Galim, Bangangté et Bahoc dans le département du Ndé et le royaume Bamoun (Foumban) dans le département du Noun.

La recherche qui visait à renforcer la compréhension des mécanismes du pouvoir traditionnel ainsi que le rôle des jeunes dans la gestion du pouvoir traditionnel et la construction du consensus dans leur communauté locale a donné les résultats suivants :

### *1. Des perceptions différentes qui découlent des préjugés et stéréotypes*

Dans notre recherche il était demandé aux jeunes et aux chefs et notables de dire quelle perception chaque groupe avait de l'autre. La perception de l'un comme par l'autre groupe était essentiellement négative. Par exemple, les notables d'une certaine chefferie perçoivent les jeunes du village comme:

- ◆ paresseux
- ◆ délinquants
- ◆ manquant de respect envers les aînés
- ◆ pervers et voués aux dépravations des mœurs



- ◆ réfractaire au dialogue
- ◆ égoïstes, refusant d'apporter leur aide aux aînés

Interrogés sur ces réponses, les jeunes de cette localité ont littéralement refusé de refléter ces images. Ils ont dit que ce n'est pas vrai et ont donné des exemples palpables pour nier ces perceptions. Ces jeunes se voient comme des travailleurs persévérants, aimant leur village et sont portés vers la solidarité. Pour preuves, ils ont montré les champs qu'ils cultivent, les activités sportives et culturelles qu'ils organisent... etc sans l'appui de leurs aînés.

Dans un autre exemple, les jeunes d'une autre chefferie ont donné les perceptions suivantes par rapport à leur chef :

*« La chefferie est comme un régime dictatorial ; elle exerce une trop grande influence sur la jeunesse, ralentit les projets des jeunes par des mesures prises sans leur concertation ».* Comme quoi, « ce qui est fait pour les jeunes, et sans les jeunes est forcément contre les jeunes ». Pourtant, le chef de cette localité a une autre idée de lui-même totalement différente.

En général, notre recherche fait constater un grand pot-pourri de fausses perceptions, des malentendus et des méfiances qui distancent jeunes et notabilités, parce qu'il n'y a pas de communication, ou alors il y a mauvaise communication ou encore la communication prend une seule direction. Dans cette logique, chaque groupe se ferme à l'autre, entretenant ainsi un climat d'exclu involontaire dont la conséquence logique est la marginalisation mutuelle.

*2. Des modes de gestion sans référence réglementaire pouvant ouvrir la voie à toutes sortes d'autorités et de contestations.*

La Chefferie traditionnelle au Cameroun est intégrée dans l'administration. Comme il est précédemment dit, les Chefs sont des auxiliaires de l'administration. Mais la gestion de la vie quotidienne dans une Chefferie n'est pas réglementée par une loi gouvernementale. Pour cette raison

les règles de gestion sont un mélange de l'histoire de la chefferie, de l'équation et carrure personnelle de chaque chef et de ses notables en fonction de la réalité en place. La recherche a montré beaucoup de différence dans la gestion des chefferies. Certaines sont très ancrées dans la tradition, avec des règles anciennes, d'autres très modernes, avec un grand mouvement de développement, et une organisation parfois comme une famille et parfois comme un Etat, etc. Avec ce constat, on ne peut pas facilement parler de « la chefferie » mais des chefferies.

### 3. *Des conflits de valeurs en permanence et en perspective.*

Il y a tout le temps dans l'une comme dans l'autre chefferie, un conflit naturel entre d'une part le chef et ses notables qui gardent la tradition et d'autre part les jeunes, porteurs de modernité. Mais il ne faut pas croire qu'un conflit est toujours mauvais. Il peut être une source de développement des idées nouvelles. La question importante est de savoir comment régler ce conflit pour qu'il soit bénéfique. On a aussi noté les spécificités dans ce cadre. Par exemple à Foumban il y a un chef qui nous a révélés que « *l'influence de l'Europe et de la modernité est responsable du mauvais comportement de la jeunesse, qui ne veut pas travailler, mais qui cherche seulement de l'argent sans travail et qui n'a pas de respect pour la tradition et les vieux. Les motos taxi sont le synonyme de tout ça. Le jeune a seulement du respect pour sa moto* ». Un autre chef rencontré a demandé par contre si DMJ finance aussi des projets, parce que l'association de jeunes de cette chefferie voudrait créer une petite entreprise ou coopérative de moto-taxi et voudrait acheter des motos. »

En général, on peut dire que l'implication des jeunes dans beaucoup de chefferies n'est pas suffisante et le dialogue entre les jeunes et les chefs est souvent mauvais ou n'existe pas. Il y a beaucoup de chefs qui ne voient pas le potentiel des Jeunes pour le développement de leur chefferie et il y a aussi beaucoup de jeunes qui ne s'intéressent pas au pouvoir traditionnel et qui ne voient pas le potentiel de la chefferie pour améliorer

leur vie quotidienne. Mais, c'est presque tous les chefs et la majorité des jeunes qui ont la motivation d'améliorer la situation. Ce constat général a mis DMJ sur la piste de la communication comme moteur de la participation et le dialogue comme la clef de cette communication.

## Les Interventions de la DMJ en faveur du dialogue et de la communication entre jeunes et pouvoir traditionnel

### *1. Le premier dialogue*

La première descente à l'Ouest n'était pas seulement une recherche. C'était une recherche-action. A côté de la recherche, DMJ a planifié directement une rencontre entre des jeunes et leurs chefs et notables. A Fouban a été organisée une rencontre pour plusieurs chefferies entre différents chefs et des jeunes. Le Dialogue était parfois controversé, mais très fructueux. Au cours de la rencontre, nombreux sont les chefs qui ont découvert la réalité des jeunes. Aussi les jeunes ont réalisé l'importance de la chefferie dans leur vie. Par exemple, les jeunes de Fouban ont répondu ainsi qu'il suit à la question sur l'importance du pouvoir traditionnel pour les jeunes : Selon les jeunes, les chefferies traditionnelles sont importantes pour :

- ◆ Orienter et guider les jeunes
- ◆ Dépositaire de la culture
- ◆ Sphère de rassemblement
- ◆ Maintien de l'ordre
- ◆ Résolution des litiges
- ◆ L'instruction (histoire de village)
- ◆ Représentante de l'administration auprès le population
- ◆ L'honneur
- ◆ L'identité d'un individuel
- ◆ Responsabilisation de la jeunesse

- ◆ Maintien de la culture
- ◆ Bâtisseur infatigable pour la jeunesse »

Dans les trois chefferies, plus de 40 chefs et notables et plus 100 jeunes ont participé, discuté et cherché ensemble leurs besoins pour améliorer le dialogue. D'où la nécessité de former les deux groupes sur la communication.

## Les difficultés

### 1. *Qui est jeune ?*

Au Cameroun, un jeune est selon la loi, quelqu'un âgé d'au plus 35 ans. Mais dans les échanges avec les chefs, le discours qu'ils tiennent donne l'impression qu'un(e) jeune est pour beaucoup de chefs quelqu'un de 20 ans et plus. Par exemple dans une des chefferies, un chef nous a présenté un jeune notable qui a des cheveux gris et nous avons l'impression qu'il a environ 50 ans, mais pour le chef avec 70 ans il est jeune. Ceci correspond à l'expression courante qui dit « qu'on est jeunes de 7 à 77 ans ». Pour cette raison il était tout le temps difficile d'identifier avec des chefs notre groupe cible, les jeunes de moins de 35 ans qui sont les jeunes pas très bien intégrés.

### 2. *La position des jeunes filles*

Quand on a identifié le groupe des jeunes comme groupe marginalisé, on a trouvé dans ce groupe les jeunes filles qui sont deux fois marginalisées et structurellement discriminées. Les jeunes filles sont marginalisées parce qu'elles sont jeunes et femmes. Par exemple quand on a trouvé des jeunes qui sont bien intégrés dans la structure des chefferies, ils sont seulement les hommes pas de jeunes filles. Malgré beaucoup d'efforts fournis, la participation des jeunes filles était de moins de 20 %. Pour cela, il sera important de réfléchir dans tout le processus comment on peut

améliorer l'intégration de la jeune femme. DMJ devra montrer l'exemple en constituant des équipes de 50 % de femmes et 50 % d'hommes. Certes, cela sera assez difficile au début de demander par exemple qu'une jeune fille donne la formation pour des chefs d'un certain âge et homme ; mais disons-nous que c'est un processus pour montrer aux chefs le potentiel des jeunes filles qui peut améliorer le développement de sa chefferie.

### *3. Le potentiel pour un dialogue entre les jeunes et le pouvoir traditionnel*

L'objectif de notre première descente à l'ouest dans le cadre de ce projet de dialogue intergénérationnel était très clair. Renforcer la compréhension des mécanismes du pouvoir traditionnel ainsi que le rôle des jeunes dans la gestion du pouvoir traditionnel et la construction du consensus dans leur communauté locale. Le constat de notre recherche était aussi clair. Dans certaines chefferies on a constaté différents problèmes comme la faible implication des jeunes dans la gestion du pouvoir traditionnel, l'absence d'un cadre d'échange et de concertation entre les autorités traditionnelles et les jeunes et la faible communication et la cohésion entre les jeunes. Cela montre par conséquent le besoin d'un dialogue entre les Jeunes et le pouvoir traditionnel pour améliorer la paix stable.

### *4. Les Chefs en tant que médiateur entre les jeunes et l'administration*

Dans la recherche presque tous les chefs traditionnels se sont décrits comme auxiliaires d'administration gouvernementale. Jusqu'à maintenant, les Chefs comprennent cela comme exécutant de l'administration. Quand les chefs peuvent comprendre les besoins de leurs jeunes avec une bonne participation dans le pouvoir traditionnel, Ils peuvent être médiateurs entre ces jeunes et l'administration. Les avantages sont :

- ◆ l'administration connaît les problèmes et les besoins des jeunes et ne peut pas les ignorer facilement quand le chef est en même temps un partisan de ses jeunes

- ◆ les jeunes veulent s'impliquer dans la pouvoir traditionnel, parce qu'ils voient les avantages
- ◆ l'agrandissement de respect pour le chef et le pouvoir traditionnel quand avec les jeunes une majorité participe et respecte le pouvoir traditionnel

##### 5. *Le chef jeune est une « capacité locale pour la paix »*

Dans beaucoup de méthodes d'évaluer un projet dans le cadre de la paix, on cherche les « capacités locales pour la paix ». Mais c'est quoi au juste ? Ce sont des institutions, des personnes, des histoires et toutes les choses locales qui peuvent faire grandir la paix. Dans le projet de DMJ, nous avons identifié un très grande et bonne « capacité locale pour la paix ». Les chefs qui sont encore jeunes en dessous de 35 ans. Ils réunissent deux très importantes caractéristiques. Ils sont jeunes, ce qui signifie qu'ils connaissent les problèmes et la réalité des jeunes. Ils connaissent aussi leurs besoins et les chefs jeunes sont le plus souvent acceptés par les autres jeunes. Le deuxième, ils sont comme chefs, défenseurs de la tradition qu'ils doivent défendre. Pour cela, ils sont respectés par les vieux et les notables, parce qu'ils sont les chefs.

Ces chefs jeunes sont des personnes qui sont respectées par les autres jeunes et les vieux ainsi que les notables, et peuvent animer facilement un dialogue entre les jeunes, les vieux et le pouvoir traditionnel. A cet égard, les chefs jeunes sont une grande capacité pour faire grandir la paix et quand on va travailler et soutenir ces jeunes leaders traditionnels on pourra améliorer la paix. Ce travail constitue pour DMJ, un plaidoyer pour la paix au niveau communautaire là où on considère le jeune comme n'ayant aucune contribution pour la bonne marche de la communauté.

# Les conséquences psychologiques de l'exclusion chez les enfants de la rue

*Par le Prof. André Masiala ma Solo\**

Après plusieurs années de sensibilisation, d'information et de formation de l'élite congolaise sur l'importance stratégique de l'usage du genre comme approche et mécanisme de réduction des inégalités entre individus et groupes sociaux, en vue de bâtir une nouvelle société empreunte d'équilibre et de paix, l'ampleur frisant la chronicité du phénomène « Enfants de la rue » constitue un indice révélateur d'un projet pédagogique qui est encore loin de produire les effets escomptés.

A travers ces pages, loin de nous l'intention de présenter le bilan à mi-parcours de ce projet de renforcement des capacités sur le genre auquel se sont investis bien des organismes tant nationaux qu'internationaux. Contribuant depuis 1986 à l'effort national de gestion du phénomène « Enfants de la rue » en République Démocratique du Congo, nous voulons simplement brosser, à titre illustratif, les conséquences psychologiques qu'entraîne ce fléau au niveau individuel et social, suite à l'exclusion dont est victime cette catégorie de citoyens.

Il sied d'affirmer à priori que c'est la loi de la différence avec les autres qui crée, accentue et féconde l'exclusion sociale. Dans ce contexte, la crise multiforme qui sévit dans la société congolaise depuis plusieurs décennies ne cesse de consolider le clivage entre la minorité de riches et la majorité de pauvres. Cette disparité a entraîné le déséquilibre du tissu familial animé par des parents incapables de répondre à leurs besoins de survie et à ceux de leurs enfants, exposés à l'errance, au désespoir et à l'incertitude.

\* responsable de l'ONG CCEF à Kinshasa, RDC

C'est donc la vulnérabilité et la précarité entretenues par des politiques et pratiques d'inégalités sociales qui favorisent au plus haut point l'exclusion des enfants dits de la rue à la scolarisation, à l'accès aux services de soins de santé, à l'apprentissage professionnel, à la satisfaction des besoins même primaires ; bref au bien-être.

Cette exclusion résulte aussi des situations internes vécues par les enfants dans leurs microcosmes familiaux, notamment les mauvais traitements, les abus sexuels, l'exiguïté de logement et la séparation parentale.

Associés aux conditions de vie dans la rue, ces facteurs d'exclusion sont sources de souffrance psychique vécue par les enfants comme une douleur subjective atroce. Cette souffrance est aggravée par la difficulté d'adaptation et de réinsertion sociale.

Les conséquences psychologiques qui en découlent apparaissent sous un tableau clinique déshumanisant dont les reflets se manifestent à travers les corps des enfants, leurs pensées, leur univers émotionnel et leurs comportements.

En effet, à l'excentricité vestimentaire s'associe une bizarrerie organique indescriptible qui expose aisément le corps en foyer d'infections et de maladies. Devant l'impossibilité d'accès aux structures des soins de santé, un tel enfant fait face à une détresse susceptible de causer la mort. Par ailleurs, l'isolement, la tristesse et la perte de l'utilité sociale l'entraîne lentement à la dépression.

D'autres enfants sont animés par une colère explosive, source d'agressivité. Attirés par leurs pairs, ils vivent en groupe et s'organisent en bandes appelées « kuluna » pour casser, tuer, blesser et piller partout où elles passent.

L'exclusion dont ils sont victimes est aussi un facteur de perte de confiance en soi, d'estime de soi et qui renforce l'isolement.

Face à la perception d'un avenir bouché, ils cultivent des intentions suicidaires dont l'issue est souvent regrettable : la disparition ou la mort.

Ces conséquences psychologiques ont une incidence sur la société. Devenus adultes, ces jeunes n'ayant pas bénéficié d'une scolarisation



normale viennent gonfler le taux d'analphabétisme, facteur qui accentue l'illettrisme dans la société congolaise. Le phénomène a atteint la dimension de « familles dans la rue ».

Nous pouvons déduire que l'exclusion des enfants de la rue engendre des jeunes et des adultes désorientés dans la vie. L'exclusion sociale de ces enfants a accru la délinquance dans la société congolaise et renforcé la prostitution juvénile, l'alcoolisme, l'abus de la drogue, le nombre de filles mères et des enfants de personne.

Des maux qui reflètent l'image d'une société en crise qui réclame des réformes courageuses pour son redressement. Pour les enfants, la première société à reformer, c'est la famille. Les gouvernements et les associations ont l'obligation de relire et d'appliquer les lois qui régissent le secteur. L'Ecole comme l'Eglise doivent entreprendre des réformes au niveau des programmes scolaires, des pratiques pédagogiques et catéchétiques. C'est le prix de la paix et de la pérennité de l'être humain.

# Le travail créatif avec les enfants de la rue...

*Par Wassy Kambale Bahitirye\**

L'Union de Jeunes Artistes Dessinateurs et Peintres (UJADP) existe à Goma depuis 2005, cette association créée par des jeunes artistes travaille dans la sensibilisation sur la paix et le développement à travers les arts. Elle produit et développe avec plusieurs organisations humanitaires travaillant à l'Est de la RDC des supports de sensibilisation des masses, tel que des affiches, des bandes dessinées, des pièces de théâtres, des vidéos, etc. L'UJADP a acquis particulièrement une très bonne réputation dans l'initiation des enfants à diverses disciplines artistiques à savoir : le dessin, la peinture, la musique, le théâtre, la danse, l'acrobatie...

Goma, les enfants de la rue à l'école d'art...

Le programme « Ecole d'art » mis en place par l'UJADP encadre les enfants dans diverses disciplines artistiques. Il est orienté à encadrer les enfants scolarisés en période des vacances, mais aussi les enfants vivants dans la rue.

Plus ou moins 60 enfants scolarisés en période de 2 mois de vacances participent chaque année, pendant deux mois, à des ateliers qui se clôturent toujours par des expositions d'œuvres réalisées par les enfants sur des thèmes aussi variées comme « enfants et Non violence », « enfant et VIH SIDA », « participation des enfants dans la prise des décisions », « Les héros de la RDC selon les enfants. »...

\* HEAL Africa, Goma, RDC

En Janvier 2011, l'UJADP a mis en place un programme spécial mettant en avant plan les enfants vivant dans la rue... ce programme a duré 10 mois, et n'a pas atteint complètement ses objectifs, néanmoins l'approche utilisée reste valide et peut encore inspirer des nouvelles initiatives.

## Approche Grand Rasta – Petit Rasta

l'UJADP a récupéré dans la ville de Goma, 15 enfants de la rue, et les a logés dans ses installations.

Ne disposant pas d'infrastructures pouvant en même temps accueillir les filles et les garçons, seuls ces derniers ont été admis au programme.

Dans la première semaine, les enfants acquièrent ensemble quelques théories sur la musique, le dessin et la musique, et assistent aux différentes performances des jeunes artistes de l'UJADP dans ces différents domaines, pendant ce temps, ils prennent goût à l'art, et se choisissent eux-mêmes le domaine dans lequel ils veulent évoluer.

Chaque matin, du lundi au vendredi, les jeunes artistes dessinateurs, peintres et musiciens ouvrent leurs différents ateliers à 08h30, les enfants de l'école d'art les assistent dans leurs différentes performances, chacun dans son domaine ; ainsi les enfants qui ont choisi la musique, assistent aux séances de répétition des jeunes musiciens, ceux qui ont choisi le groupe de la peinture contemplent comment les jeunes peintres manipulent leurs pinceaux, ceux du groupe de dessin assiste aux différentes conceptions des images et affiches faites par les jeunes dessinateurs.

A 11h00, les jeunes artistes cèdent leurs places aux enfants, ils les assistent à leur tour, et les orientent dans leurs tentatives d'imitation, les enfants reçoivent alors des travaux pratiques qui sont discutés le lendemain dans différents groupes. Ces discussions se focalisent plutôt sur les points positifs que sur les points négatifs, ainsi chaque enfant est encouragé à continuer à fournir des efforts, et à exploiter son talent.

La mise en commun des activités de tous les groupes s'effectue chaque Samedi, dans une activité dénommée « Rendez vous Océan ».

« Rendez vous Océan » est un spectacle amateur d'exposition et d'expression artistique libre ouvert à tous, les jeunes de la ville de Goma y participent pour exposer leurs différentes œuvres artistiques...

A cette occasion, les jeunes artistes de l'UJADP et les enfants de l'école d'art font des expositions communes des chansons, des dessins et des peintures réalisées au cours de la semaine...

Dans la plupart des cas, les enfants tirent leurs inspirations de la rue.

« La plupart des chansons qu'ils improvisent au Rendez-vous Océan sont des chansons des grands artistes congolais comme Werra Son, JB MPIANA, Koffi OLOMIDE...des chansons qu'ils ont certainement appris dans la rue », confie MOISE Wahem's, jeune artiste et encadreur en musique, qui ajoute : « Les spectacles Rendez vous Océan permettent aux enfants de comprendre qu'ils ont eux aussi des talents qui peuvent être appréciés par le public... ».

Le programme « Ecole d'art pour enfant de la rue » s'est fixé pour objectif : développer les talents latents des ces enfants dans la musique, la peinture, le dessin, afin de leur permettre d'être utiles à eux-mêmes et à la société, et ainsi briser la spirale de stigmatisation dont ils sont souvent victimes.

Plusieurs études menées sur les enfants de la rue dans la ville de Goma révèlent qu'un grand nombre de ces enfants a déjà été récupéré au moins une fois dans un centre de récupération ou d'encadrement pour enfants.

La ville de Goma en compte une dizaine qui hébergent les enfants en situation difficile.

Lors d'une enquête menée par l'UJADP au début de l'an 2011, un de ces enfants a relevé le fait que la vie au centre est soumise à des règlements stricts, qui ne permettent pas d'obtenir de revenu pour se prendre en charge.

L'approche Grand Rasta – Petit Rasta a donc été une tentative pour pallier à cette situation, elle s'est déroulée sur 2 axes :

## La liberté

Les enfants de la rue ont une longue expérience du libertinage, en les soumettant à des situations très conditionnées, ils se sentent très mal à l'aise. Il faut leur offrir un cadre dans lequel ils se sentent chez eux, un peu comme à la maison.

La rencontre entre les jeunes artistes de l'UJADP et ces enfants vivant dans la rue au sein de l'école d'art a accordé une nouvelle identité à ces enfants. Ils se sont plus considérés comme les enfants de l'UJADP que comme les enfants de la rue.

C'est ainsi qu'est né le concept de grand rasta-petit rasta...

Pour marquer leur respect aux jeunes artistes de l'UJADP, ces enfants ont surnommé les jeunes artistes de l'UJADP « grand rasta ».

Dans leur jargon, grand rasta signifie grand frère. Eux, ils sont des petits rastas, des petits frères.

A l'école d'art, Les petits rastas restent au côté des grands rastas les avant midi, et dans les après midi, ils sont libres, ils rentrent le soir et racontent leurs aventures aux grands rastas. La relation rasta est une relation de fraternité, les grands rastas sont considérés comme des grands frères qui travaillent pour les plus petits, et qui leurs donnent des conseils, et des leçons. Ils sont une référence.

Les petits rastas sont hiérarchisés, le plus petit est le chef, comme par miracle, c'est un leader accepté, c'est lui qui transmet les revendications des petits rastas aux grands rastas, il est le garant de l'ordre, en cas de faute ou d'insubordination d'un petit rasta, c'est lui qui décide de la punition, et cela se passe très souvent dans la violence. Un jour, les grands rastas ont surpris les petits rastas entrain d'essayer de pendre leur collègue, pour avoir fait pipi au lit...

## L'apprentissage par assistance

Les petits rastas sont pour les grands rastas comme des compagnons, des maîtres en devenir à qui on doit livrer les secrets, pour perpétuer les idées et prendre la relève.

Les grands rastas font des petites activités génératrices des revenus, entre autres la production des calicots, affiches, des tableaux peintures, des portraits, et les petits rastas assistent, ils savent que c'est grâce à ces activités que les grands rastas gagnent de l'argent, payent pour eux la nourriture et les habits, ils s'imprègnent ainsi de leurs manières de vivre...

Alors, ils prennent conscience que s'ils étaient capables de faire ce que font les grands rastas, ils pourraient eux aussi vivre de l'art, et se sentir utile, en rendant des services, et en recevant quelque chose en retour... ainsi ils prennent du goût à l'art, et ils commencent à pratiquer...

En moyenne, un grand rasta touche entre 50 et 60\$ par mois après exécution de certains travaux de production des supports de visibilité pour les ONGs ou les privés.

## Les limites de l'approche :

### Une histoire de violence et de responsabilité.

Les petits rastas ont vécu dans un monde violent : la rue.

Et pour la plupart de cas, ils ne semblent comprendre que le langage de la violence, favorisé par la consommation de la drogue.

Chaque soir, en dépit de l'interdiction de consommer la drogue à laquelle les petits rastas sont soumis, ils inventent toujours des nouvelles techniques pour dissimuler la drogue, qui malheureusement les pousse à des actes des violences.

« Un jour, après avoir pris de la drogue, ils nous ont accusés d'avoir caché une prétendue pierre magique qui parlait avec eux de temps en temps, ils ont tout cassé, et le lendemain, ils sont venus demander par-

don » confie Justin Kasereka, grand rasta et directeur artistique de l'UJADP.

« Pour ces enfants, la violence est une sorte de mode de vie... Nous sommes des artistes, nous leur apprenons ce que nous connaissons de l'art, mais pour le développement des enfants comme eux, on a besoin des éducateurs capables de suivre pas à pas leur situation morale... », renchérit Justin Kasereka.

Parfois, les petits rastas inscrits au programme « école d'art » en rentrant le soir, en amènent d'autres, l'UJADP ne peut pas les accueillir tous, les grands rastas se sentent débordés, ils ont des problèmes financiers, leurs activités génératrices de revenus sont de moins en moins fructueuses, mais les petits rastas trouvent une solution, ils sont prêts à s'entasser dans une petite pièce qui fait office de leur dortoir, ils font des petites cotisations, et préparent leurs propre nourriture, et du coup, les grands rastas semblent ne plus jouer correctement leur rôle, les grands frères ne prennent plus en charge les besoins des petits frères. Les petits rastas deviennent de plus en plus exigeants, ils réclament beaucoup plus de responsabilités de la part de leur grand rasta, et parfois ils utilisent leur langage: la violence.

En ce moment le programme est suspendu, les enfants rentrent dans la rue, seuls deux parmi eux acceptent de rentrer dans leurs familles respectives.

## Quel avenir pour ces enfants ?

A cette question, Thierry Vahwere Croco, grand rasta et coordonnateur de l'UJADP répond : « *A l'allure où vont les choses, il faut laisser le destin agir, la rue va décider...* »

Les petits rastas réitèrent toujours le vœu de rentrer à leur école d'art, mais conscients du manque des moyens, l'UJADP hésite à recommencer ce programme. En dépit de cela, les grands rastas gardent toujours de très bonnes relations avec les petits rastas.

*« Il y a un mois, un des membres de l'UJADP a connu un accident, et a été hospitalisé, je ne sais pas comment ces enfants l'ont su, ils se sont côtiés, et ils ont amené une collation au malade, ce geste m'a beaucoup marqué... »* témoigne Thierry Croco.

Malgré la suspension du programme, l'UJADP n'a pas cessé d'être à la base d'initiatives créatives avec les petits rastas, un film documentaire avec eux vient d'être réalisé.

L'UJADP garde toujours jalousement un vestige artistique en souvenir : sur la petite façade de ce qui était le dortoir des petits rastas, on peut voir un tableau sur lequel ils ont peint un soleil autour duquel tournent les enfants. Comme qui dirait, on peut toujours espérer... Qui sait ?